

SolidARNOSC

# AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE / N° 9 / FEVRIER-MARS 82 / 10 F.

35 HEURES

## A LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU



- le lycée de Saint-Nazaire
- l'alternatif berlinois
- le retour d'Armand Gatti



N° 9

FÉVRIER 1982

AGORA  
revue libertaire

Éditée par : "Pensée et Action"

Périodicité : bimestrielle

Directeur de publication : Solon Amoros

Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 1982

Commission paritaire : 62.601

I.S.S.N. : 0245-3630

Imprimerie : "SACCO" 44, chemin de Catala,  
31100 Toulouse. Tél. 49.32.01

Façonnage : "M.D.P." 10 bis, rue des  
Teinturiers 31300 Toulouse. Tél. 42.12.48

Composition : "Caractères" 16, impasse Bélou  
31200 Toulouse. Tél. 23.96.75

Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito  
Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon  
Amoros, Violette Marcos.

Rédaction et administration : AGORA, BP 1214,  
31037 Toulouse Cedex.

Prix du numéro : 10 F.

Abonnement : 5 numéros - 45 F.

Abonnement de soutien : 100 F et plus.

Diffusion militante : 5 exemplaires : 45 F.  
10 exemplaires : 90 F.

Pour tout versement : AGORA, CCP 3-716-17 Y  
Toulouse.

### AGORA S'AFFICHE

Le poster central de ce numéro  
est en vente au prix unitaire de  
5 F (à partir de 10 exemplaires :  
3 F pièce), frais de port compris.  
Versements à : AGORA, CCP  
3.716.17.Y Toulouse.



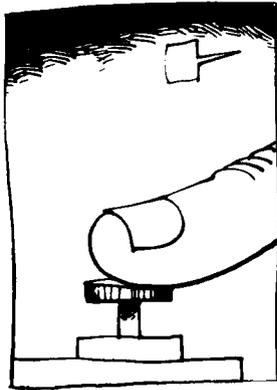
Ont été mis à contribution pour ce numéro :  
Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel  
Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros,  
Violette Marcos, Bisou Fruité, Isa Borodine,  
René Arcos, Pierre Lipschutz, Ina l'Orange,  
Hubert Galy, Armand Gatti, Xavier Vadillo,  
Dan, Juan Hernandez, Eli Coutère, Rivista  
Anarchica, Ardecom, les copains et copines  
de l'atelier de façonnage M.D.P., de  
l'imprimerie SACCO et de l'atelier de  
photocomposition CARACTÈRES.

### DES POINTS DE VENTE POUR AGORA

• Si vous connaissez des librairies ou des kiosques susceptibles de prendre AGORA en dépôt, faites-nous parvenir leur adresse, ou mieux encore, assurez-en vous-mêmes le dépôt. Vous n'êtes pas sans ignorer les difficultés rencontrées pour se faire payer par certaines librairies. C'est pourquoi nous prérérerions de loin la seconde solution...

### VOS LISTES D'ADRESSES PEUVENT NOUS ÊTRE UTILES

• Vous connaissez sûrement des personnes autour de vous qui ignorent l'existence d'AGORA et qui seraient pourtant susceptibles de s'y abonner. Faites-nous parvenir leur adresse. Nous leur enverrons un exemplaire de la revue...



CE N'EST PAS PARCE QU'ON EST LIBERTAIRES  
QU'ON N'A PAS BESOIN D'ARGENT !

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Abonnements :  
5 numéros : 45 F  
Soutien : 100 F et plus

A retourner à AGORA  
B.P. 1214  
31037 TOULOUSE-CEDEX  
C.C.P. 3-716-17-Y Toulouse

### DU CÔTÉ DES PRINCIPES

• AGORA est une revue libertaire indépendante de toute organisation. L'équipe de rédaction, composée d'individus ayant par ailleurs leurs propres engagements, n'est pas un groupe réuni sur une stratégie politique. En conséquence, les articles expriment la position de leurs auteurs. Etrangers au sectarisme, nous les publions, non parce que nous nous reconnaissons dans ces positions, mais parce qu'elles nous paraissent intéressantes à diffuser.

« Ils chantent tous ensemble mais chacun chante son propre chant. Ils sont maîtres de la nuit et chacun s'y veut maître de soi. »  
(Pierre Clastres).

# dans ce numéro

### HEXAGONE

4. 35 heures : A la recherche du temps perdu.
6. Codene : Demain, la guerre ?
7. St-Nazaire : vivre l'école autrement.
10. En marge.

### SANS FRONTIERES

11. Berlin : l'alternatif en mouvement.
15. Irlande : les grandes manœuvres.
17. Salvador : le baril de poudre.
20. Tutti Frutti.

### CASE LIBRE

21. ARDECOM.

### AGORA S'AFFICHE

22. Aucune dictature.

### REPERES

25. Ce froid qui vient de l'Est.
26. Varsovie, banlieue de Moscou.
27. Nouvelles du socialisme blindé.
28. Les larmes de la droite.  
Le PCF et la CGT.
29. Yalta : un monstre utile.
30. A la conquête de l'Est.
31. Chasse aux révoltés.

### ARGUMENTS

33. Armand Gatti, la parole errante.
34. La socio-biologie.

### KIOSQUE

38. Il pleut des livres.

### NOTRE MEMOIRE

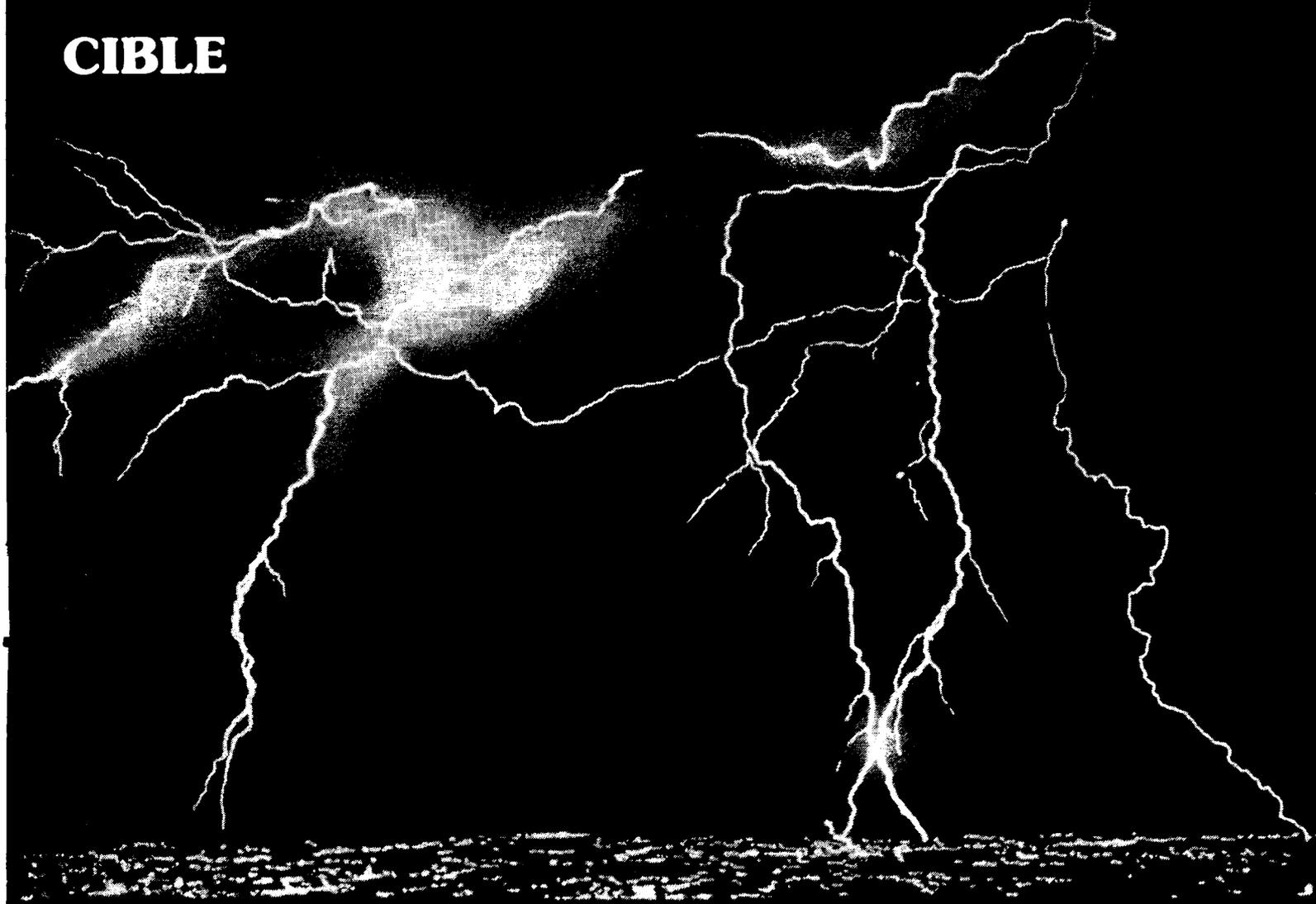
40. Travailler moins, vivre plus.

### EN BREF

43. Faut tout vous dire.



# CIBLE



---

## ARRETEZ-MOI SI JE ME TROMPE

---

En termes de météorologie planétaire, nous vivons le temps des orages. L'Est et l'Ouest guerroient et décrètent leur droit à disposer des peuples. Mais au moment même où leurs forces contrôlent le monde, s'infiltrant dans ses moindres recoins, rampent dans ses plus minuscules égouts, leurs idéologies s'écroulent, la terre s'ouvre sous leurs pieds de géants. Qui peut les dire encore crédibles ? Personne, hormis quelques maoïstes reconvertis dans la nouvelle cuisine des droits de l'homme, ou quelques communistes ayant fait vœu de chasteté sociale depuis le pacte germano-soviétique. Les idéologies ne pouvaient mentir indéfiniment, et les informations, comme toujours, ont fini par parvenir à leurs destinataires : l'Ouest, dans sa boulimie, se dévore lui-même, et l'Est se prend les pieds dans sa classe ouvrière. Stakhanov a épousé Taylor et le Salvador s'est réitéré en Pologne.

Mi-figues mi-raisins, certains explorateurs auraient découvert une troisième voie. Bougre ! en voilà de la

nouveauté ! La droite ne cesse d'être de plus en plus réactionnaire et indécente, et la gauche de plus en plus frileuse et gestionnaire. L'espoir se brade dans des soldes d'hiver. Ses meilleurs prix s'appellent Pershing et SS-20. Dans ce monde-ci, "plutôt rouges que morts", crient certains. Obstinément, depuis des siècles, nous préférons multicolores et vivants dans un monde libéré. Mais, nous sommes-nous donné les moyens de préférer et de le dire ?

La vague pacifiste et les événements de Pologne ont trouvé une galaxie anti-autoritaire éclatée, morcelée, et, parfois même sans dynamique interne, sans alternative. Tant d'années de silence imposé, tant d'années de parole confisquée, nous auraient-elles rendu muets ? Nous sommes pourtant des centaines de milliers, baroudeurs des libertés, à attendre un signe de nous-mêmes : pour nous rejoindre, agir et basculer ce monde. Un rendez-vous urgent à ne pas manquer. Prêts ? Je compte jusqu'à cinq. Un, deux, trois...

# LE PATRONAT A LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU

**B**AISSE du temps de travail... partage du travail entre tous... du temps pour vivre, ce sont des revendications quasi-permanentes de l'ensemble des travailleurs : 1906, 1919, 1936, pour ne citer que les plus connues et les plus récentes.

*Ces revendications émergent à nouveau depuis la crise, dans tous les pays capitalistes développés, éclipsant de plus en plus les revendications salariales, limitées maintenant à la hausse des bas salaires. Les syndicats sont les maîtres-d'œuvre de ces transformations. Comme si, avec la crise, il nous fallait choisir : la hausse du pouvoir d'achat ou la baisse du temps de travail ! Comme si, d'une certaine manière, on avait intégré la crise et on se proposait de la gérer le plus justement et démocratiquement possible.*

**O**R, niveau du pouvoir d'achat et durée du travail, sont bien deux facettes d'une même exploitation. Il n'est bien sûr pas négligeable d'avancer sur une de ces facettes, mais sans négliger l'autre tout de même. Les avantages que nous attendons d'une baisse du temps de travail sont connus et nous ne nous y étendrons pas ici. Notre propos va plutôt consister à saisir les enjeux de cette revendication pour le patronat. En effet, sa tactique préférée consistant à reprendre d'une main ce qu'il a lâché de l'autre, comment faire pour ne pas tomber dans ce traquenard ?

Et, ce qui nous met la puce à l'oreille, c'est que la France est, après l'Irlande, le pays d'Europe de l'Ouest où la durée de travail est la plus longue (1). Tout simplement parce que les gains de productivité enregistrés dans les années 60 ont tous été "gaspillés" en France en augmentations salariales (en fonction de la pression des luttes, l'exemple restant celui de 1968). Alors, qu'ailleurs, ils ont pu être répercutés en baisse de temps de travail. Toujours le même dilemme pour le patronat...

### Quelques repères

**D**E 1950 à 1967, la durée hebdomadaire effective du travail ne varie pas : entre 45 et 46 heures. A partir de 1968, elle diminue avec une accélération en 1974. Ainsi, en 1967, elle est de 45,6 heures, pour 42,1 heures en 1975 (calculs INSEE).

Cette baisse est la plus forte dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie, dans les secteurs les plus capitalistiques (utilisant beaucoup de capital par travailleur). Ce sont des secteurs dans lesquels les équipements ont une place prépondérante dans les coûts et qu'il est impératif de faire travailler à plein-temps, ce qui a été rendu possible par le développement parallèle du travail en équipes et même avec des horaires plus courts.

De plus, ces branches sont les plus capables de récupérer la baisse du temps de travail par une intensification de ce travail.

Rappelons, enfin, que le VII<sup>e</sup> Plan 1976-1980, prévoyait... 39,2 heures pour 1980 (2). Nous en sommes à 39 heures au début de 1982... Nous vivons décidément une révolution tranquille !

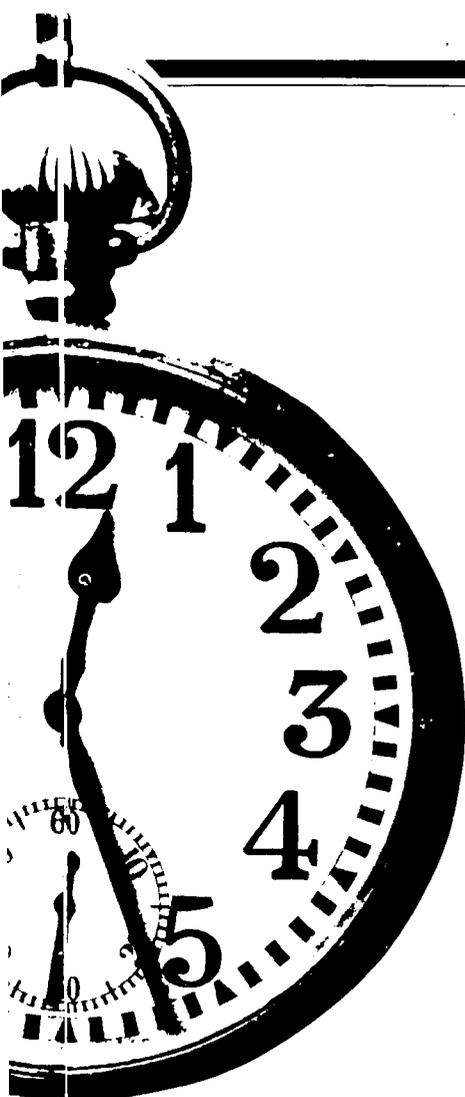
### Enjeux pour le patronat

**L**E patronat n'est pas unifié sur le mode de gestion du capitalisme : cela tient à la diversité de situation des entreprises. Cependant, deux tendances essentielles s'opposent et s'affrontent en son sein (3). Pour ce qui est du temps de travail, nous pouvons, au-delà des multiples situations de branches, distinguer deux franges fondamentales.

Il s'agit, en premier lieu, des entreprises à forte technicité, très capitalistiques. Elles se trouvent, aujourd'hui comme hier, en proie à la concurrence internationale et, de ce fait, elles sont obligées constamment d'innover pour être compétitives. Le coût de l'innovation étant de plus en plus important, il est impératif pour elles, d'utiliser l'équipement au maximum, de manière à ne pas devoir le mettre au rebut avant qu'il ne soit rentabilisé.

C'est justement dans ces branches que, depuis 68, se développe le travail par équipes en même temps que la durée moyenne de travail baisse. Ces secteurs sont ceux où les coûts en main-d'œuvre baissent par rapport à ceux des investissements. Aussi, dans ce cadre-là, les patrons sont prêts à une baisse du temps de travail (comme ils le font d'ailleurs depuis 68), sans baisse de salaire, mais à condition que les travailleurs





acceptent une très grande souplesse dans la façon de répartir cette durée (durée annuelle, travail en équipes, travail le dimanche, grande mobilité). Cela ne servirait à rien de faire travailler les gens 10 heures par jour, si le matériel devait somnoler le reste du temps. Etant donné les caractéristiques du travail, ces branches ne peuvent être que très masculinisées, à terme.

En deuxième lieu, il s'agit de l'ensemble des branches plus protégées par rapport à la concurrence internationale (services, agriculture, BTP, fonction publique...) où la croissance de la productivité est plus faible. Dans ces branches, il ne saurait être question d'une baisse massive du temps de travail sans baisse de salaire. Aussi, pour répondre à l'aspiration des travailleurs on ne parle pas volontiers de baisse du temps de travail, mais plutôt d'aménagement de celui-ci (horaires variables, temps partiel, mercredi libre, travail le dimanche). Ces secteurs ne peuvent que se féminiser, et la baisse du temps de travail s'accompagner de concessions salariales.

Dans ces conditions, nous comprenons qu'un accord interprofessionnel global, comme celui de 1936, est inacceptable pour le patronat dans son ensemble, dont les différentes fractions n'ont pas les mêmes intérêts immédiats. Rien ne vaut donc mieux que la négociation par branche... au nom de la sou-

plesse et pourquoi pas de la... décentralisation du pouvoir !

Pour terminer, disons que l'enjeu pour le patronat, n'est pas de "mégoter" 10 minutes de plus ou de moins par jour, mais bien de continuer à opérer la restructuration, en disposant d'un marché du travail adapté. Si nous n'y prenons garde, loin d'être une avancée sociale, la baisse de la durée du travail aura pour conséquence une hétérogénéité croissante de la société.

### Baisse du temps de travail, baisse du chômage ?

La baisse du temps de travail se traduit par une baisse de la production : il est impossible avec un équipement donné, d'augmenter la production par simple adjonction de travailleurs. Donc, pour maintenir ou augmenter la production, les patrons ont trois solutions :

1) augmenter l'intensité du travail : cela suppose qu'il existe des réserves d'intensité, et c'est d'autant plus facile que la baisse n'est pas brutale ; une faible diminution pouvant être facilement récupérée en intensité. Dans ce cas, la création d'emploi est quasi nulle.

2) tirer le meilleur profit de l'équipement disponible, avec notamment, le développement du travail en équipes. Dans ce cas-là, la création d'emploi est quasiment proportionnelle à la baisse du temps de travail (5<sup>e</sup> équipe...).

3) créer de nouveaux équipements : l'effet sur l'emploi est moindre car ces nouveaux équipements intègrent du progrès technique et utilisent moins de main-d'œuvre.

Aussi, dans l'état actuel des choses, il y a de quoi être sceptique sur les effets de la baisse du temps de travail en ce qui concerne l'emploi : elle sera souvent récupérée en intensité car elle est très graduelle ; elle permettra des adaptations industrielles, mais son effet sur le chômage sera extrêmement limité. Sauf dans le cas du développement du travail en équipes... mais à quel prix ! Et le temps de vivre, alors ? Il n'y a d'ailleurs personne qui ait jamais prétendu que le chômage trouvait sa source dans une durée de travail trop élevée ! Et, finalement, ne pas tenir compte de cela revient à dire aux patrons : continuez votre gestion, votre restructuration... nous on se partage les miettes et il n'y aura plus de chômage !

### Les méandres de la politique gouvernementale

A gauche au pouvoir n'entend pas avoir seulement le monopole du cœur. La recherche de la "rationalité" économique est d'autant plus omni-

présente que le complexe d'infériorité en la matière est lourd. Nos gouvernants tirent les leçons de l'histoire et se reportent en 36. Ils font confiance à Sauvy qui explique la chute massive du temps de travail (45,8 heures en 1936, et 39,5 heures début 1937), s'est accompagnée d'une chute massive de la production. La reprise de 1938 coïncide avec les assouplissements apportés à la loi des 40 heures en matière d'heures supplémentaires notamment. Il ne saurait donc être question, pour l'instant, d'une baisse massive qui risquerait de produire des effets inverses de ceux recherchés, à savoir une croissance de 3 % par an, pour faire reculer durablement le chômage.

En effet, si la baisse du temps de travail se fait avec maintien de salaire, dans le cadre de la gestion actuelle, la progression des charges va faire chuter les profits et, donc, l'investissement, avec pour résultat une augmentation du chômage. D'autant plus que, la demande se maintenant (dans le cas de non-compensation), le risque est grand alors de voir se développer les importations... à la grande joie de nos partenaires commerciaux (4).

Aussi, pour éviter ce cas de figure, il faut compenser la baisse du *taux* de profit par une augmentation du volume de la production, ce qui permettra une augmentation de la *masse* des profits. La baisse du temps de travail n'est donc concevable qu'avec une croissance forte. Or, maintenant qu'ils ont pour tâche de gérer le capitalisme, nos gouvernants, tous anciens défenseurs des 35 heures, découvrent que la croissance ne devrait démarrer que fin 1982, début 1983. Alors, nous aurons les 35 heures en 85... si aucun accident n'arrive d'ici-là. Et l'on commence à murmurer, qu'après tout, pourquoi pas une baisse du temps de travail avec diminution du salaire ? Au cas où le murmure trouverait un écho...

Alors, on est cernés ? Oui, si cela reste dans le cadre strict de la gestion capitaliste. Non, si la revendication des 35 heures implique une rupture et que pour cela, elle soit articulée avec d'autres revendications qui devraient nous permettre, non seulement de retrouver le temps de vivre, mais aussi le pouvoir de vivre.

Isa BORODINE

(1) Voir travaux INSEE. Voir également "Economie et Humanisme" (mars-avril 1981).

(2) "Le VII<sup>e</sup> Plan" (La Documentation Française).

(3) Se reporter au conflit entre le CNPF et la CGPME.

(4) Ça, c'est pour faire plaisir au PCF !

## ARMES

# DEMAIN, LA GUERRE

*La vague pacifiste qui a déferlé sur l'ensemble de l'Europe, et qui a atteint son point fort le 10 octobre à Bonn (300 000 personnes), a particulièrement évité la France. Dès cet été, un "Appel du Larzac" était lancé sur ce thème sans rencontrer un écho très florissant. C'est aujourd'hui un nouvel appel que publie le CODENE (Comité pour le Désarmement Nucléaire en Europe, Co/S.C.I., 129, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris). Malgré des formulations pour le moins modérées, il peut être la base minimum d'un début de mobilisation contre la course aux armements en France, et c'est pourquoi nous lui offrons un espace dans nos colonnes.*

ÇA ME TUE!



## APPEL POUR UNE EUROPE SANS ARME NUCLÉAIRE

Au moment où, trente six ans après la seconde guerre mondiale, nous assistons à la reprise d'une course aux armements spécifiques à l'Europe — les euromissiles à moyenne portée — partout en Europe, des centaines de milliers de personnes manifestent leur volonté de dénucléariser une défense suicidaire.

D'un côté, les Etats-Unis cherchent à imposer à leurs alliés de l'OTAN (décision du 12 décembre 1979) l'installation sur le territoire européen de 572 nouveaux missiles atomiques — Les Pershing 2 et les Cruise — dont l'effet destructeur s'exercerait entièrement sur notre vieux continent, y compris l'URSS.

De l'autre, les Soviétiques ont décidé d'installer des missiles SS 20 pointés sur le dispositif militaire occidental en Europe — y compris la France — et poursuivent leur développement tant qu'une négociation ne s'ouvre pas.

Il s'agit d'un duel atomique qui se "jouerait" sur la tête de millions de citoyens européens, qui met en cause l'autonomie de décision des peuples d'Europe, déjà limitée par les accords de Yalta.

Chacune de ces fusées s'ajoute à l'arsenal atomique intercontinental de "terreur" capable de détruire tout ou partie de la planète en quelques minutes.

Cette course aux armements est la conséquence directe de la logique des blocs dont le gouvernement français ne semble pas chercher à se dégager. En effet, les déclarations réitérées d'allégeance à l'Alliance Atlantique, au sein de laquelle se situent les projets de modernisation de l'armement nucléaire français, restent dans la continuité de la politique de l'ancienne majorité. Elle va à l'encontre de toute politique de non-alignement et de la recherche de nouveaux rapports internationaux impliquant une véritable solidarité avec les peuples du Tiers-Monde.

Nous demandons que s'ouvre un réel débat national sur les questions de défense et de relations internationales.

En liaison avec le mouvement européen actuel, profondément autonome, dont le point fort a été le retentissant rassemblement de Bonn — suite à un appel signé de 700 organisations — nous lançons cet appel pour une mobilisation de l'opposition française sur les objectifs suivants :

— Il faut appuyer le mouvement qui, en Europe, fait pression sur les gouvernements pour annuler cette nouvelle étape de la course aux armements imposée par les Etats-Unis pour 1983 ;

— Il faut exiger simultanément de l'URSS qu'elle stoppe le déploiement, puis qu'elle opère le démantèlement des missiles SS 20, le gouvernement français pouvant faire pression dans ce sens avec d'autres pays européens ;

— Il faut obtenir du gouvernement français qu'il ne contribue pas à cette course aux armements par le perfectionnement de sa force de frappe nucléaire — sécurité illusoire — pour arriver à terme à son démantèlement dans le cadre d'une Europe dénucléarisée, non-alignée, capable d'intervenir sur les rapports Nord-Sud, aujourd'hui enjeu fondamental de la Paix.

CODENE

• Les treize premiers signataires de cet appel sont : S.C.I. (Service Civil International), Amis de la Terre, P.S.U., M.D.P.L. (Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté), C.L.A.M. (Collectif de Lutte Antimilitariste), CEDETIM (Centre d'Etudes Anti-Impérialiste), R.I.F. (Résistance Internationale des Femmes à la guerre), M.O.C. (Mouvement des Objecteurs de Conscience), I.D.S. (Information pour les Droits des Soldats), Comité Larzac Paris, M.I.R. (Mouvement International de la Réconciliation), C.C.A. (Comités Communistes pour l'Autogestion), M.A.N. (Mouvement pour une Alternative Non-violente).

ST-NAZAIRE

# VIVRE L'ÉCOLE AUTREMENT

**"L'échec actuel de l'école par rapport à certains jeunes n'est pas une fatalité, et on peut imaginer un système éducatif tel que ce phénomène de rejet n'existerait plus... Car ces jeunes sont effectivement insupportables pour le système scolaire actuel. Mais il existe aussi des enseignants, et j'en suis, qui ne supportent plus non plus le système scolaire tel qu'il est... Alors, pourquoi ne pas réunir ces élèves et ces enseignants "marginiaux" qui s'entendent si bien quand les hasards des emplois du temps les font se rencontrer ? Pourquoi ne pas autoriser ces allergiques à toute forme d'autorité à inventer, créer ensemble des conditions qui leur conviendraient bien mieux ?"**



LES lourdeurs administratives étatiques ne changent pas rapidement. Il aura fallu attendre plus de six mois pour que l'Education Nationale donne le feu vert à cette proposition d'un lycée expérimental faite par Gabriel Cohn-Bendit au "camarade ministre" Savary le 26 juin dans "Libération". Autant dire qu'il n'y a pas eu d'enthousiasme débordant du côté de l'institution, que les freins ont été multiples, et que les "expérimentateurs" ont dû s'armer

de patience pour affronter les obstacles les plus divers qui se sont mis en travers de leur route. Aujourd'hui ce qu'on a appelé "l'école pour marginaux", démarre. Mais sur quel projet ? C'est ce que nous avons tenté de démêler, à travers un entretien avec Alain Boulvert, professeur de philosophie, impliqué dans cette action, et les divers textes que l'équipe a fait paraître jusqu'à ce jour (1).

**PARTIR DE L'ECHEC SCOLAIRE**

**"M**ILITER pour changer la Société ? Militer pour changer l'école ? Mener de front ces deux objectifs ? Déterminer une priorité ? Et/ou faire un pas de côté pour constituer, non pas un isolat (modèle ! ghetto !) mais pour contribuer à une réflexion sur les problèmes du changement ?" C'est parce qu'ils ont choisi cette dernière optique, qu'une vingtaine d'adultes enseignants, rejoints très vite par une trentaine de jeune élèves, ce sont battus avec acharnement, depuis l'été dernier, pour la mise sur pied d'une alternative scolaire.



Pour une fois Paris n'a pas eu raison, et c'est à Saint-Nazaire que s'ouvrira une école concernant, non seulement le second degré, mais également le primaire et le technique. Elle aura pour but d'accueillir une partie de ceux que l'éducation traditionnelle rejette, qu'ils soient enseignants ou qu'ils soient élèves. Et tout le monde sait qu'ils ne manquent pas, qu'il ne s'agit pas d'une espèce en voie de disparition. Au départ, d'ailleurs, il y eut une légère confusion entre le ministre et le projet réel. En effet, le premier pensait que ces enseignants-là voulaient se consacrer aux "loubards". Il a fallu rectifier le tir, et dès septembre, l'ambiguïté est levée par l'équipe. L'alternative s'adressera à ceux qui supportent mal l'école, ceux qui en sont écœurés, en fait "des élèves qui s'ennuient, se plient difficilement à la rigidité des structures, des programmes et des méthodes. Leur scolarité, loin de leur permettre une véritable insertion sociale, les amène bien souvent à la résignation, à l'exclusion, quand ce n'est pas à la marginalisation. Nous-mêmes (enseignants) sommes enserrés dans les mêmes carcans que nos élèves et toutes nos tentatives pour résoudre leurs problèmes,

dans le lycée tel qu'il est, se heurtent à un mur où se perdent dans le sable".

**LE RETOUR DE L'EDUCATION ACTIVE**

**"D**ONNER envie d'apprendre pour vaincre l'aliénation". C'est à partir de cette déclaration de principe que se fonde l'école nouvelle. Une façon de renouer avec le mouvement éducatif progressiste : la motivation est à la base de l'éducation "et tout jeune peut avoir envie d'étudier". Freinet y retrouverait ses petits.

**« ... L'important est que chaque élève ait un pouvoir sur ce qu'il a envie d'apprendre ».**

Le recrutement, autant des élèves que des enseignants, se fait donc sur la base du volontariat. Il faut que l'on puisse se sentir enfin concerné par quelque chose, c'est-à-dire, qu'on puisse en être partie prenante, responsable, qu'on puisse vraiment s'impliquer non seulement dans la réalisation, mais aussi dans les orientations qui sont prises. On travaille donc à partir de projets : "c'est très simple, à travers un sujet concret on va s'ouvrir aux autres connaissances. Le syndicalisme, c'est aussi de l'histoire, de l'économie, de la politique. On va devoir lire, parler, écrire. Donc, dans le même temps, on va apprendre le français, l'orthographe, une méthode de travail. etc.". Bien avant l'ouverture, les jeunes présents dans les locaux prêtés par la municipalité avaient déjà embrayé sur un tel type de travail.

**« Balayer les classes ou préparer les repas, on le fera tous ensemble. Ce sont aussi des actes éducatifs ».**

Deuxième fondement pédagogique : le contrat. "Il s'agit de partir, grâce à l'écoute des jeunes en formation, de leur demande réelle... Lorsque chaque élève, ou groupe d'élèves, aura formulé sa demande et fixé l'objectif qu'il se propose d'atteindre, un Contrat sera passé avec l'équipe éducative pour mener à bien cette entreprise". Ce contrat porte donc, sur l'enseignement d'une part, mais il est aussi de type "moral", c'est-à-dire qu'il représente la volonté d'un certain type de relations, comme, par exemple, la disponibilité des adultes. Sur ce point "on peut tout imaginer. L'important est que chaque élève ait un pouvoir sur ce qu'il a envie d'apprendre".

**TOUT LE MONDE A DU POUVOIR**

**T**ROISIEME principe : celui du décroissement, aussi bien de l'espace que du temps. De l'espace : les lieux d'éducation seront éclatés, on quitte les livres, la lettre morte et on va chercher ce dont on a besoin là où ça se trouve. "Dans un lycée, un prof d'histoire prépare son cours sur la Tchécoslovaquie, et surviennent les événements polonais. Mais, la plupart du temps, il n'en tiendra pas compte. Nous, nous faisons exactement le contraire". En définitive,

décloisonner c'est tenter de s'ouvrir à la vie. En cohérence, il faut faire éclater le temps : pas de grille horaire stricte, pas de redoublement prévu. « En supprimant horaires, programmes, classes imposées de façon autoritaire, notre but est d'amener chaque élève en formation à prendre en charge lui-même son horaire, son programme, et il se groupera avec ceux qui ont les mêmes intérêts que lui, ou pour certains domaines, le même niveau que lui. En vivant bien cette formation, chacun pourra décider quand et comment il entend poursuivre son existence sociale en dehors de l'école. »

Même dans ce qui concerne la vie quotidienne, on essaiera de ne pas "séparer" : que ce soit dans la place faite aux parents, ou dans la décision de n'envisager aucune coupure entre l'éducatif ou l'administratif, ou dans le fait que les décisions concernant, par exemple, le budget intérieur seront prises avec les élèves. A ce propos "une question fondamentale, mais que nous tenons à aborder avec tous les élèves et membres de l'équipe éducative, et pas seulement avec certains, n'a pas été tranchée : celle de la prise de décision. Qu'elle soit prise collectivement est un principe admis, mais selon quelles procédures, voilà qui reste à déterminer et à débattre". Faire l'expérience de la démocratie, aller vers un fonctionnement coopératif, cela tend à faire du projet plus

qu'une école, une communauté éducative. A preuve, le point le plus "en rupture" : la place du travail manuel certes, mais surtout les tâches quotidiennes : "balayer les classes ou préparer les repas. On le fera tous ensemble, ce sont aussi des actes éducatifs". Quant au "pensionnat", il n'en est pas question. Autre originalité, les jeunes seront logés dans des appartements HLM fournis par le CROUS.

**UNE ÉQUIPE, C'EST QUOI ?**

**M**AIS, qui sont ces adultes ? Des gens qui ont démissionné de l'Éducation Nationale, ou des gens qui ne la supportaient plus, qui ne s'y supportaient plus, qui veulent changer et se changer. Par exemple le documentaliste est un ancien prof de philo, l'agent de service un ex-prof de maths...

L'équipe s'est en fait constituée petit à petit, par cooptation, à partir d'un noyau sur Saint-Nazaire regroupé autour de Cohn-Bendit et André Daniel, professeur d'histoire. Là aussi, ce sont les motivations qui ont décidé. Il y a des personnalités fort différentes, mais unies sur une même volonté, celle de « faire un pas de côté ». Au départ, d'ailleurs, le projet fut volontairement flou ; il ne fallait pas « saper l'imagination, l'envie de dire » de ceux qui rejoignaient le groupe initiateur ; « en venant, nous avec notre

projet déjà "construit", comment auraient-ils pu se l'accaparer ? ».

La volonté également, de ne pas retrouver ici ce qu'on a fuit là-bas. Entre autres, l'inspection. On supprimera celle-ci pour la remplacer avantageusement par des évaluations internes et des contrôles externes assurés par un groupe de personnalités du domaine éducatif (Bourdieu, Laborit, Christiane Rochefort avaient été, au départ, contactés...). Dernière garantie, ce contrôle portera collectivement sur une équipe, et non pas sur des individus. En définitive, une vingtaine d'adultes qui veulent rompre avec l'autorité, sur tous les fronts. Reste l'un des fondements de cette autorité : celui de l'inégalité sociale. A ce jour, la proposition "à travail égal, salaire égal" est loin d'avoir recueilli l'unanimité.

Malgré la modération de certaines formules, mais étant donné la dénonciation du système scolaire que suppose l'ensemble du projet, celui-ci a rencontré bien des réticences, et de tous ordres.

### ÇA FREINE QUELQUE PART

D'ABORD, paradoxalement, on a trouvé un appui là où on s'y attendait le moins. Aux critiques qui étaient faites au projet (une utopie... un rêve...), le recteur a répliqué : « Un pays où ils est interdit de rêver, est un pays qui meurt ». Surprenant, non ?

Mais cette caution apportée n'a pas empêché les réticences, de tous bords, de s'exprimer. Si certaines d'entre elles ont évolué par la suite, leur expression initiale traduit bien les lourdeurs, et les freins existants au changement. Dans une moindre mesure, de la part de la municipalité, où le député rocardien Evin se voyait débordé sur sa gauche par un projet où il n'y était pour rien. Mais surtout, des réticences syndicales provenant en majorité de membres du SNES, puisque le SGEN-CFDT s'est, dès le départ, exprimé en faveur de l'entreprise. Ces critiques se sont saisies des quelques maladresses contenues dans le projet initial, en particulier en ce qui concerne la "margi-

nalité", et il a fallu préciser qu'il s'agissait d'une marginalisation « qui n'était pas le résultat d'un choix individuel, mais celui d'une mécanique scolaire et sociale ». Il y eut aussi des défenses corporatistes, et on a réagi à l'allongement du temps de travail des enseignants concernés par cette école, qui n'hésitent pas à écrire : « Pour l'enseignant, l'emploi du temps ne s'évalue plus en heures de cours. Le travail de l'enseignant se situe dans le cadre de la semaine avec des horaires personnalisés, compte tenu des choix individuels et des contraintes de l'organigramme général. Nous adoptons le principe d'une tranche hebdomadaire de 35 heures, étant admis que les charges puissent varier d'une semaine à l'autre. »

**« On ne peut pas résoudre l'échec scolaire sans résoudre l'échec social. Mais on est là, et il faut bien faire quelque chose... »**

Et puis aussi, et surtout, ces militants du SNES se demandaient pourquoi créer une nouvelle structure "autonome", alors que, d'après eux, il y a toute possibilité à l'intérieur du système tel qu'il est, pour peu qu'on lui en donne les moyens. Sacré naïveté ou diable d'inconscience ! Ces exclus, dont s'occupera l'école, sont en réalité déjà dans la nature, personne, justement, ne s'en occupe, et il est bien trop tard pour que le système scolaire traditionnel puisse rapidement trouver une réponse à ce problème, si tant est qu'il en est encore la capacité. En réalité, la levée de boucliers visait à se protéger non seulement d'une remise en cause de l'enseignement, mais aussi de l'enseignant et de ses relations avec l'enseigné. Personne n'osait être contre avec détermination (on est quand même de gauche !), mais peu de monde était ouvertement et concrètement pour. D'autant plus que les animateurs du projet ne peuvent cacher que, si à court terme il faut « redonner confiance, malgré tout, à ces jeunes », à long terme ils ont l'espoir que cette expérience accélère le changement, « fasse boule de neige, provoque des brisures dans l'idéologie de l'éducation ».

En fait, engager une telle alternative rejoint exactement la stratégie proposée par de nombreux ex-militants d'extrême-gauche face aux perspectives ouvertes par le 10 mai ; et défendue en ces termes par Félix Guattari dans un numéro des "Nouvelles Littéraires" : « Il y a une incapacité générale à saisir les possibilités objectives qui se présentent. Et pourtant il faut faire très vite. Le mitterandisme est une forme introuvable. Eh bien, donnons-lui un contenu. Grapillons des acquis et des territoires. » Contre un gauchisme pur, mais réduit à l'impuissance, cette équipe a choisi l'action, ici et maintenant, et le risque de la récupération. « On ne peut pas résoudre l'échec scolaire sans résoudre l'échec social. Mais il faut bien agir, on est là, il faut bien faire quelque chose... ».

Et le ministère a accepté parce qu'il s'agissait des exclus et qu'il n'envisage pas de prendre le mal à la racine, en réformant l'Éducation. C'est un os trop gros à ronger pour lui, dans l'immédiat. Mais il n'a pas non plus mesuré exactement la remise en cause de l'école que suppose un tel projet. S'en mordra-t-il les doigts ou avalera-t-il les "expérimentateurs" ? Projet de rupture ou réformisme ? En tout cas, et c'est déjà une raison pour ne pas rester indifférents, ces gens bougent, pour vivre autre chose dès à présent. Les échéances sont là, et, pour l'équipe, Gabriel Cohn-Bendit en pose clairement les objectifs : « L'important est de sortir ces jeunes de l'exclusion dont ils sont victimes, et pour cela inventer, inventer avec générosité. La réalité se chargera bien de nous ramener à la raison. »

René ARCOS

(1) Pour en savoir plus, il faut se procurer la brochure éditée par l'équipe éducative : "Une école différente à Saint-Nazaire", 10 F, à leur adresse : Ecole Expérimentale, B.P. 272, 44606 ST-NAZAIRE.

### UNE ALTERNATIVE EN MOUVEMENT

« L'EXISTENCE d'un tel projet est déjà justifiée par l'espoir que ça a fait naître dans des centaines de têtes. Des jeunes complètement désespérés, sont prêts à bouger uniquement sur l'idée qu'un tel projet puisse se faire. » Voilà qui traduit plus une volonté de praticien qu'un souci de théoricien. Et c'est tant mieux pour la souplesse future de l'alternative. « C'est un projet en mouvement, en construction.



# EN MARGE

## PAPON AIME PINOCHET

Maurice Papon, 71 ans et ancien ministre (RPR) du budget dans le gouvernement Giscard, a un lourd passé politique et un présent tout aussi naufragé. Qu'on en juge. En pleine occupation, de 1942 à 44, il est secrétaire général de la préfecture de la Gironde et, à ce titre, il signe les "transports" de 1690 juifs et supervise leur déportation. De 1958 à 68, il est Préfet de police et se charge des ratonnades, en octobre 1961, contre les manifestations algériennes à Paris, et de la répression sanglante de Charonne en 1962. Il vient, ces derniers temps, de mener une "mission d'étude" au Chili. Ceci en compagnie de Michel Cointat (ex-ministre), de Jean-Paul Fuchs (député UDF), de Jacques Alexandre (ancien conseiller de Barre) et de quelques hommes d'affaires français. A son retour, Papon n'a pas hésité à exprimer son "admiration pour le redressement économique du Chili" et tenu à délivrer "un certificat de bonne conduite économique au Chili et à son dirigeant". Pour couronner sa carrière, il vient d'être nommé à un poste de direction aux Verreries Mécaniques Champenoises de Reims. Souvenez-vous, c'est là que Pierre Maître, ouvrier gréviste, a été assassiné par un commando CFT venu d'une usine Citroën voisine. Si, un chat est un chat, M. Papon est un fasciste.

## TOC, TOC ! QUI C'EST ??!

Dimanche 29 novembre : tous les militants anti-nucléaires de Bordeaux partis du local du comité anti-nucléaire en direction de Golfech par l'autoroute ou la nationale sont arrêtés par la gendarmerie, fichés, photographiés, les voitures fouillées.

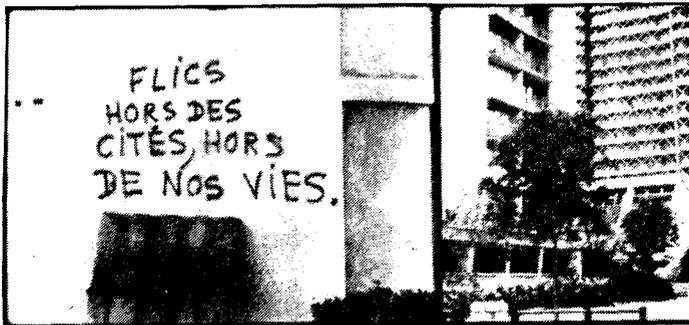
A Golfech, 2000 CRS, gendarmes mobiles et parachutistes s'opposent dans l'après-midi et la soirée aux 4 à



5000 manifestants. Après les affrontements violents de l'après-midi, c'est la ratonnade générale à Valence d'Agen : charges, tirs de grenades offensives dans le hall de rassemblement, matraquage, arrestations et tabassages à la gendarmerie, 2 voitures d'anti-nucléaires et la rotonde incendiées.

Jeudi 3 décembre : vers 15 h, un militant du groupe anarchiste de Bordeaux, Gilles DUROU, contrôlé lors du barrage le dimanche précédent, est enlevé par 4 individus se faisant passer pour la police. Emmené dans un endroit désert à la sortie de Bordeaux, il lui est proposé sous la menace de le "foutre à la Garonne" de dénoncer les auteurs d'attentats anti-nucléaires et autres dans la région de Toulouse. Suite à cette "promenade", Gilles DUROU a porté plainte pour enlèvement et séquestration auprès du procureur de la République.

Action "officieuse" de la police ? Action parallèle de policiers fascistes ? Des informations laissent penser que la section "Recherches" des Renseignements Généraux ne serait pas étrangère à l'affaire.



Ces méthodes, officielles ou officieuses, ne sont pas pour nous surprendre. Les renseignements fournis par les "ravisseurs" ne laissent rien cacher de la vie privée, militante ainsi que l'activité de notre camarade au sein de la librairie associative "L'En Dehors" dont il est le permanent.

Cette action survient alors que le pouvoir socialiste tente par tous les moyens de briser la résistance anti-nucléaire après s'en être servi pour accéder au pouvoir. Elle se situe aussi dans un contexte d'intoxication anti-révolutionnaire.

## 331 OUT !

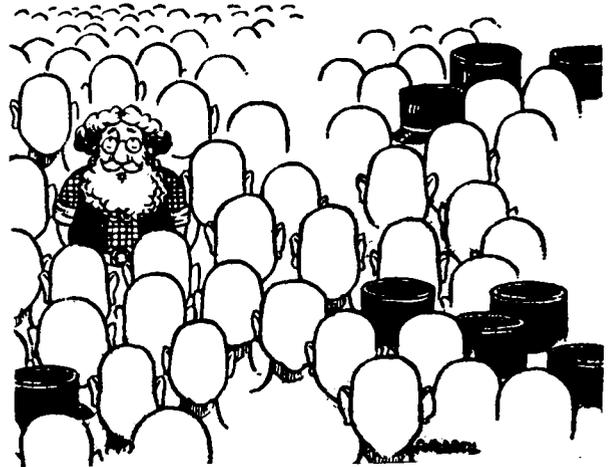
« Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français, décrétons : Sera puni quiconque aura soit pour satisfaire les passions d'autrui, excité, favorisé ou facilité habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans, soit pour satisfaire ses propres passions, commis un ou plusieurs actes impudiques ou contre nature avec un mineur de son sexe âgé de moins de vingt et un ans. Fait à Vichy le 6 août 1942. Ph. Pétain. »

Cette loi anti-homosexuelle était reconduite par De Gaulle à la Libération, et renforcée en 61 par le député gaulliste Mirguet qui faisait de l'homosexualité un "fléau social" au même titre que l'alcoolisme ou la tuberculose. En 1980, évidemment, Giscard ne démentait pas ses prédécesseurs. Le 4 avril 1981, à l'appel du CUARH, 12 000 personnes manifestaient à Paris pour réclamer l'abrogation de cet article 331, alinéa 2, du Code pénal. Scandaleusement, cette loi poursuivait tout homosexuel de moins de 18 ans, alors que pour les hétérosexuels l'âge était fixé à 15 ans ! Le Parlement vient

donc d'abolir cet article, comme Miterrand l'avait promis pendant sa campagne. Comme d'habitude la loi ne fait que rattraper la réalité. Mais cette victoire du mouvement homosexuel ne peut cacher que la droite moraliste continue à régner, même à gauche parfois. Le combat pour la liberté ne fait que commencer.

## BIG BROTHER

Que la mise en fiches des individus ne cesse de se développer n'est pas pour nous surprendre. Que la recherche du renseignement soit une activité de routine pour les militaires que sont les gendarmes ne nous surprend pas davantage : la surveillance des citoyens est, assurément, l'un des plus efficaces moyens de gouverner. Il y a du moins de quoi être abasourdi par la quantité de fiches collectées par nos pandores. Une récente enquête de la commission Informatique et Libertés vient, en effet, de révéler que la gendarmerie détient 200 à 250 millions de fiches sur les citoyens français et étrangers résidant en France. Bigre ! Nos vaillants gendarmes doivent être



surchargés de travail et l'on comprend, sans nul doute, l'empressement du gouvernement socialiste qui, dans un souci éminemment "progressiste", vient de créer plusieurs milliers de postes supplémentaires.

Une telle masse de renseignements, souvent détenus, d'ailleurs, dans la plus parfaite illégalité, peut, d'une certaine façon, rassurer. L'abondance des informations recueillies, comme la diversité des fichiers manuels, rendent leur emploi peu pratique. Mais c'est sans compter sur l'informatique qui, peu à peu, atteint les plus isolées des brigades. La gendarmerie est en effet en train de se doter d'un "système organisé d'information" dont le programme doit être terminé en 1987. Il n'y aura plus, dès lors, qu'un unique fichier magnétique accessible par liaison radio, à partir des brigades et véhicules (11 000 terminaux d'interrogation dont 6000 mobiles sont ainsi prévus). Le renseignement sera donné, dans 90 % des

cas, en moins de deux minutes. Inquiets ? Il y a de quoi être terriblement inquiets.

## REPRESSION CONTRE LE SAT

Constitué depuis le 3 octobre 1978 par un groupe de militants exclus de la CFDT ou démissionnaires, le S.A.T. (Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs) est inscrit au répertoire départemental du Rhône sous le numéro 2958 et comprend une soixantaine d'adhérents répartis sur les centres de tri PTT de Lyon gare et Lyon Montrochet.

Depuis sa création, il se livre à une activité normale comme tout syndicat qui se prétend tel, à savoir : distribution de tracts, réunions du personnel pour faire aboutir les revendications de celui-ci, qu'elles soient locales ou nationales, participation aux différentes grèves qui ont eu lieu sur le centre, demandes d'audience auprès des chefs de centre respectifs (toujours refusées à ce jour).

Le S.A.T. publie également un journal par trimestre, et a publié 2 tracts environ par mois depuis sa création. Il a été partie prenante ou organisateur de divers meetings de grande audience sur Lyon (meeting sur la justice avec le juge Bidalou le 27 mars 1981, meeting sur la situation sociale en Pologne avec le syndicat Solidarité le 19 mars 81 et sur les pays de l'Est, le 23 novembre).

Cette activité lui a permis de gagner la confiance d'une fraction conséquente du personnel, comme en

témoigne le fait qu'aux élections du Conseil d'administration des restaurants du centre de tri il a obtenu 13 % des voix et qu'il a eu un élu le 7 mai 1980 (il y avait 7 sièges à pourvoir, le conseil d'administration se renouvelant par moitié tous les deux ans).

Il est à signaler que deux nouveaux SAT (services financiers et services postaux du Rhône) se sont créés durant l'année 81.

C'est cet outil de lutte que l'administration veut casser en sanctionnant à ce jour 16 militants de Montrochet CT pour "avoir distribué des tracts émanant d'une organisation non reconnue" (dixit l'administration). Malgré ces sanctions (jamais vues dans la fonction publique depuis 68), les militants du SAT sont décidés à distribuer leurs tracts à l'intérieur de leur entreprise et à se battre pour le droit à s'organiser eux-mêmes dans le syndicat de leur choix. On peut leur exprimer notre solidarité en leur écrivant à : SAT 34, rue Bancel 69007 Lyon.

ALLEMAGNE

## BERLIN : LES «ALTERNATIFS» EN LUTTE

**L**E congrès de Tuwat devait concrétiser un appel lancé à tous les squatters d'Europe pour se rencontrer à Berlin-Ouest du 25 août au 25 septembre de cette année afin de soutenir le mouvement des occupations.

Mais l'épreuve de force a commencé le 22 septembre après la mort d'un jeune squatter de 18 ans : "le premier mort de Tuwat", titraient les journaux de Springer. Au cours des jours suivants, des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Berlin pour crier leur colère. Durant toute la semaine, nuit et jour, une centaine de personnes ont veillé en permanence sur le lieu de l'incident, dans le quartier de Potsdamerstrasse qui est également celui de la prostitution et du trafic d'héroïne. A Berlin-Ouest, l'utopie est toujours à l'ordre du jour : mais aujourd'hui la ville semble en état de choc.



### LA VILLE DU MUR ET DE LA LONGUE MARCHÉ

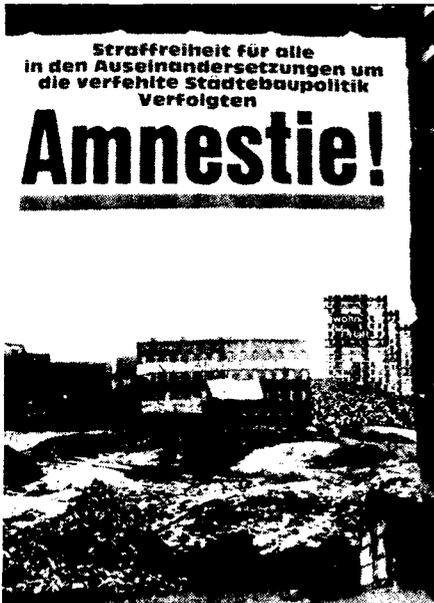
**B**ERLIN a été presque entièrement détruite au cours de la dernière guerre. Et si elle reste la plus grande ville allemande, elle a perdu son rôle de capitale et de métropole industrielle de l'Allemagne. Depuis 1945, et surtout depuis la construction du Mur en 1961, c'est aussi une ville divisée : aujourd'hui encore le secteur oriental dépend des lois d'occupation soviétique et les secteurs occidentaux des Américains, Anglais et Français. Située sur le territoire de l'Allemagne orientale et isolée de l'Europe occidentale, Berlin-Ouest est une métropole de deux millions d'habitants sans arrière-pays, comme une île surpeuplée, entourée de terres hostiles, artificiellement nourrie par le gouvernement de Bonn. Les problèmes économiques, sociaux et politiques de Berlin doivent donc être replacés dans cette situation toute particulière.

Naturellement, dans de telles conditions, la majeure partie des industries a quitté Berlin-Ouest pour aller s'établir en Allemagne Fédérale. C'est pour conserver sur place l'industrie et pour en faire venir de nouvelles que l'économie de Berlin est subventionnée par 7 milliards de marks par an. Les subventions concernant la ville dans son ensemble atteignent donc les 13 milliards de marks. La rapide chute de la population à laquelle on s'attendait a été, en partie, enrayée par cette politique de subventions et de dégrèvements fiscaux. Dans ce contexte, Berlin-Ouest a joué la carte du tertiaire : elle est donc devenue une ville de congrès internationaux, un centre artistique, culturel, universitaire et administratif. Parallèlement, ce système de sub-

ventions a favorisé en particulier la spéculation immobilière : les constructions nées de cette spéculation, aussi géantes qu'inutiles, ont ruiné la commune et en même temps ont fait perdre à Berlin, chaque jour davantage, son identité et son autonomie. Les grandes métropoles sont des corps complexes que l'on ne peut impunément diviser : trente-six ans après la fin de la guerre, Berlin n'a pas encore retrouvé son équilibre.

La tertiarisation de Berlin a également eu une autre conséquence. A la première immigration — celle des ouvriers turcs et yougoslaves, qui débuta dans les années soixante et se poursuit aujourd'hui encore — est venue s'ajouter récemment celle des jeunes d'Allemagne Fédérale qui, ennuyés par le provincialisme, ont été attirés par l'université progressiste, les écoles d'art, de théâtre ou de cinéma, mais aussi par le fait que le statut d'occupation interdit la présence à Berlin-Ouest de l'armée fédérale allemande : raison pour laquelle les Berlinoises ne sont pas soumis au service militaire obligatoire. Toutes ces circonstances ainsi que la solide tradition socialiste (née bien avant le mouvement étudiant de Fritz Teufel et Rudi Dutschke) ont fait de Berlin-Ouest un terrain favorable aux expériences sociales de toutes sortes.

La révolte étudiante qui atteint son apogée à l'occasion des manifestations pour le Vietnam en 68, s'est repliée au début des années 70 dans les organisations politiques et les syndicats, les écoles et les usines. On parlait alors d'une "longue marche à travers les institutions". On trouvait une multitude de groupuscules, des maoïstes aux trotskystes en passant par les communistes orthodoxes. Après 1975, ces orga-



nisations ont commencé à perdre partout de leur popularité, et en effet leur durcissement dogmatique était devenu ridicule.

Le congrès de *Tunix* en 1978 marque le retour des non-dogmatiques sur la scène politique berlinoise : leur slogan "ne rien faire" (*Nix tun*, en allemand) allait volontairement à l'encontre des prétentions moralisantes des "organisations" qui voulaient toujours "faire quelque chose" (*Was tun*, en allemand). On renoua avec la critique du militantisme et avec la notion de plaisir, ainsi qu'avec les expériences des premières communes berlinoises, impulsées par Reich et Marcuse, où l'on cherchait à concilier le personnel et le politique. A *Tunix* la nouvelle gauche se retrouve dans la joie, la danse et la musique pour décréter la fin et l'échec de la "longue marche". On reconnaissait que cette "longue marche à travers les institutions" ne débouchait pas sur le renversement du capitalisme mais, au contraire, elle englobait ses participants, épuisés, corrompus ou victimes du *Berufsverbot* (cette loi interdisant l'accès à la fonction publique de toute personne considérée comme subversive). Partout des groupes se mirent au travail pour "inscrire l'utopie à l'ordre du jour" et donner naissance, aux côtés des entreprises bourgeoises existantes, à des projets "alternatifs".

Le mot "alternatif" a aujourd'hui à Berlin un poids que ne peuvent pas imaginer ceux qui n'y sont pas : le mouvement alternatif berlinois comprend en fait plusieurs centaines de collectifs autogérés. Sa présence à l'intérieur du système capitaliste provoque des conflits permanents. Dans ces conditions, quelle indépendance peut-on ou doit-on se donner pour ne pas perdre son identité ? C'est à cette interrogation cruciale que les alternatifs de Berlin tentent de répondre chaque jour.

## LE MOUVEMENT ALTERNATIF

L'un des projets alternatifs les plus anciens à Berlin-Ouest est la *Fabrik Für Kultur und Handwerk*, un centre culturel et artisanal installé dans les vieux édifices de ministère de la propagande du Troisième Reich. On y trouve des ateliers de réparation de bicyclettes, de l'outillage et une technologie douce, un commerce de produits alimentaires biologiques et des cours en tous genres : de la céramique au karaté, de la pantomime à la guitare. On y trouve également un cirque et la communauté des musiciens rock de Berlin. La *Fabrik* est née il y a cinq ans sur l'un des étages d'une ancienne usine qui a été louée : deux ans plus tard était occupée la totalité de la surface de l'ancienne société cinématographique et on négociait un contrat provisoire. En été 78, la *Fabrik* a organisé un grand



"Festival de l'Environnement" et a donné naissance à des groupes de réflexion écologique sur la technologie, l'énergie, la médecine, l'alimentation et les transports. Les divers groupes travaillant sur l'idée d'un environnement plus humain s'installèrent sur une grande prairie et y construisirent leurs maisons, leurs cabanes et y plantèrent leurs tentes, en se servant le plus souvent des déchets de la société de consommation. On construisit même un grand générateur d'électricité qui fonctionne à l'énergie éolienne et qui devint le symbole du Festival.

Après le congrès de *Tunix* et le Festival de l'Environnement, il était devenu évident que les non-dogmatiques n'étaient plus une minorité, mais un groupe fort et décidé à construire une authentique "contre-société". L'année 1978 voit même naître la nécessité de structures de base de l'ensemble alternatif berlinois sur des terrains comme le financement, l'information et le politique.

*Netzwerk Selbsthilfe* (réseau d'auto-soutien) est né en tant que réseau d'aide juridique et financière pour les projets alternatifs et politiques : il constitue un véritable fond de solidarité. L'idée de base est d'aider les coopératives autogérées par des conseils et de l'argent, étant

donné que l'ignorance et le manque de ressources sont les deux principaux problèmes pour quiconque tente de se placer en marge de la culture officielle et dans les espaces laissés libres par le système dominant.

Le *Netzwerk* compte aujourd'hui près de six mille membres à Berlin-Ouest et dans l'Allemagne Fédérale. Ce sont en grande partie des gens qui ne vivent ni ne travaillent dans l'ambiance de la contre-culture mais qui sympathisent avec le mouvement. Parmi eux on trouve même des personnalités comme le poète Hans-Magnus Enzensberger, l'écrivain Peter Paul Zahl, l'artiste Joseph Beuys, l'architecte Julius Paserer, le journaliste Günther Wallraff et Daniel Cohn-Bendit.

Le *Netzwerk* est constitué sur des bases démocratiques : l'assemblée générale élit ses délégués au comité qui décide de la destination à donner à l'argent et du fonctionnement général. Le comité se compose de trois secteurs : il y a des représentants des projets alternatifs, des membres du *Netzwerk* qui se sont présentés comme candidats et des membres du *Netzwerk* tirés au sort : les séances du comité sont ouvertes à tous. Après trois ans d'existence, le *Netzwerk* a distribué plus d'un million de marks entre les coopératives qui appartiennent politiquement au mouvement de la culture alternative, parmi lesquelles : des coopératives de jeunes, de femmes et de chômeurs, des écoles, librairies et cafés autogérés, des journaux politiques. Il est certain qu'un minimum de bureaucratie et parfois d'arbitraires existe et le *Netzwerk* a déjà fait l'objet de violentes critiques. Ceci a cependant permis de soutenir des projets qui n'auraient pu être concrétisés autrement. Récemment, en Allemagne Fédérale, se sont créés des *Netzwerk* régionaux, indépendants de Berlin, qui collectent et distribuent leurs propres fonds.

## UNE LISTE, UN QUOTIDIEN, UN HEBDO, UN MENSUEL...

En même temps, l'*Alternative Liste* ("liste alternative", A.L. en abrégé) s'est constituée à Berlin-Ouest comme "contre-parti" face aux partis politiques existants : les sociaux-démocrates (SPD), les démocrates-chrétiens (CDU) et les libéraux (FDP). Née dans le cadre du mouvement alternatif berlinois, l'A.L. n'a donc rien à voir avec les partis "verts" d'Allemagne Fédérale, dont l'ambiguë sensibilité écologiste trouve son électorat dans l'extrême-gauche mais aussi dans la droite la plus conservatrice. Bien que A.L. ait décidé, dès sa création, de participer au jeu électoral dans les quartiers et le parlement de Berlin-Ouest, le parti insiste sur le fait que son champ d'activité se situe égale-

ment dans un espace extra-parlementaire. C'est pourquoi il y a dans A.L. de nombreux groupes de travail organisés par quartiers ou par thèmes de réflexion (la santé, les femmes, les transports, les entreprises, le logement, etc.) et auxquels quiconque peut s'intégrer. Ces assemblées ouvertes fonctionnent comme groupes de pression et participent activement aux événements politiques hors du parlement. A.L. n'est pas un mouvement homogène : bien au contraire il est traversé par différentes sensibilités politiques qui vont de l'anarchisme au trotskysme en passant par l'écologie traditionnelle. Au niveau parlementaire, il reçoit évidemment les suffrages d'un nouveau type d'électeurs qui refusent la corruption et les magouilles des partis traditionnels (1).

C'est toujours en 78 qu'est apparu un autre projet très important pour le mouvement : le lancement d'un quotidien à diffusion nationale, *Die Tageszeitung* ("Le Quotidien", TAZ en abrégé) conçu sur le modèle du quotidien français *Libération*. Ce fait revêt une importance particulière à Berlin, où la chaîne Axel Springer, en situation de quasi-monopole, calomnie constamment toute la gauche et exerce un incroyable pouvoir de désinformation du berlinois moyen. Le TAZ est devenu le noyau central de l'information alternative à Berlin : actuellement il tire à 33000 exemplaires avec une tendance à l'amélioration, y compris au niveau des informations et des rubriques, bien que la qualité graphique soit toujours trop austère.

Au niveau local, il faut citer deux autres journaux importants. *Radikal*, mensuel, est le journal du mouvement anti-autoritaire de Berlin : il est publié en commun par 26 collectifs libertaires et autonomes, parmi lesquels la rédaction locale du TAZ, les assemblées de l'A.L., des maisons d'édition anarchistes, des comités antinucléaires et anti-prisons, des collectifs de librairies et de cafés. Son sous-titre change à chaque numéro : "Journal socialiste de Berlin-Ouest", "Journal du mouvement", "Journal pour un rassemblement enflammé" (celui-ci à l'occasion de la récente visite à Berlin du secrétaire d'Etat américain Alexander Haig) et le dernier, "Journal pour l'anarchie et le bien-être". De création plus récente, *Ins-tandbesetzer Post* ("la poste de l'occupant"), hebdomadaire, qui est le journal du mouvement des squatters.

(1) En ce qui concerne plus particulièrement les anarchistes, il faut préciser qu'il y a eu un débat à propos de l'A.L. et que de nombreux camarades, tout en participant à l'activité extra-parlementaire des groupes de quartiers, se sont opposés à la participation électorale et ne sont pas allés voter : à tel point que l'on estime que si tous les alternatifs avaient été aux urnes, l'A.L. aurait récolté 14 % des voix au lieu des 7,5 % qu'elle a obtenus. (Ndr.)

## A LA RECHERCHE D'UN ESPACE VITAL

Un autre problème important qu'a dû résoudre le mouvement alternatif c'est celui de l'espace. Combien de projets se sont en effet écroulés pour n'avoir pas trouvé un espace où se concrétiser ! En tant qu'utilisateurs de locaux, les alternatifs sont dépendants de l'humeur et de la cupidité des propriétaires et ils peuvent voir leurs contrats résiliés à tout moment. L'occupation des immeubles et locaux vides est une solution certes légitime mais pas toujours durable pour des projets qui nécessitent par contre une certaine stabilité. De ce besoin d'espace vital où la "contre-société" puisse se développer en paix est née la *Mehringhof* : il s'agit des locaux d'une ancienne usine aujourd'hui désaffectée, de plus de 5000 mètres carrés de surface utile. Sept projets alternatifs privés de locaux se sont réunis à la fin 79 et ont rendu possible

printemps 80 a permis d'établir de multiples contacts entre les projets et ceci a également constitué un moment déterminant pour le renforcement du mouvement alternatif. C'est également à l'intérieur de ce mouvement qu'est né, durant l'hiver 80-81, le mouvement des squatters (en allemand, *Hausinstandbesetzer*).

Le problème du logement n'existe pas seulement pour les alternatifs. C'est un problème pour tous les Berlinoises et surtout pour les plus démunis : retraités, chômeurs, étudiants et immigrés. Il est vrai que les loyers, dans le cas de vieilles bâtisses, sont sensiblement plus bas qu'en Allemagne Fédérale. Mais le fait est qu'il y a trop peu d'appartements vieux disponibles. Depuis fort longtemps le gouvernement cherche à abolir le contrôle des locataires sur ces immeubles : la politique du logement, celle de la social-démocratie hier comme celle des démocrates-chrétiens aujourd'hui, est toujours favorable aux propriétaires



l'acquisition du *Mehringhof* pour 1,8 million de marks. Le financement et l'organisation de l'immeuble sont un chef-d'œuvre d'exploitation des possibilités financières et juridiques que peut offrir le système capitaliste. Dans ce cas, ces possibilités ont été exploitées pour acquérir l'immeuble et le transférer ensuite en autogestion au profit de ses utilisateurs. Aujourd'hui, il y a près de 30 collectifs qui y ont pris place : parmi eux, les bureaux du *Netzwerk*, la rédaction locale du TAZ, l'assemblée des quartiers de l'A.L., un café, des collectifs d'artisanat, des groupes d'immigrés turcs, des écoles alternatives, des maisons d'édition, une imprimerie typo, un atelier pour les handicapés, etc. Là se réunit également le collectif de *Stattbuch*, un groupe qui s'est proposé de recenser l'activité du Berlin alternatif et qui est sur le point de publier les résultats de son labeur : un livre d'adresses de 960 pages !

L'installation du *Mehringhof* au

d'immeubles et de terrains. Le Sénat (c'est-à-dire le gouvernement de Berlin-Ouest) favorise la transformation de vieux logements en appartements de luxe : pour ladite transformation il peut réclamer jusqu'à 70 % des coûts des travaux. Bien que des milliers de personnes, à Berlin, recherchent un appartement vieux à bon marché, ceux-ci sont systématiquement vides. Les appartements vides sont rendus inhabitables en enlevant le toit ou en provoquant un incendie. Les conditions pour une "rénovation" sont ainsi réunies. Bref, un scénario bien connu qui se reproduit dans la plupart des villes européennes.

A l'heure actuelle il y a, à Berlin, au moins 10000 appartements vieux laissés à l'abandon en vue d'aménagements imminents, alors qu'il y a 80000 Berlinoises qui cherchent un logement. Pourtant, chaque année, on voit retirer du marché sous prétexte de rénovation ou de reconstruction près de 40000 appartements ! La majeure partie se

trouve à Kreuzberg, le quartier turc et prolétaire proche du Mur, où s'est développé le mouvement des occupations. Des squatts isolés, cela fait 10 ans qu'il y en a, mais c'est seulement depuis cette année que l'on peut parler d'un véritable mouvement de squatters, qui occupe systématiquement les usines et les appartements laissés vides et les rendent à nouveau habitables. Evidemment les luttes d'Amsterdam et de Zürich ont exercé une influence encourageante sur le mouvement berlinois. A Berlin, les squatters s'auto-intitulent *Instandbesetzer*, en faisant un jeu de mots en reliant le verbe *besetzen* ("occuper") et *instandsetzen* ("remettre en place"). Au début des occupations, les gens ont montré leur sympathie, étant donné que chaque Berlinois connaît, par expérience, le drame du logement.

Tandis qu'en Hollande et en Grande-Bretagne l'occupation d'appartements vides est légale, à Berlin et en Allemagne Fédérale ceci équivaut à un attentat contre la propriété. Au cours de l'hiver 80-81 se sont produites des occupations et de violentes évacuations, entraînant la radicalisation du mouvement. Après chaque expulsion, dans le centre de la ville, se formaient des cortèges de squatters et les vitrines de banques ainsi que celles de commerces de luxe volaient en éclats.

Parallèlement, la presse de la chaîne Springer excitait l'opinion publique contre les squatters. Ce fut à ce moment-là que se produisit un fait important : la chute du Sénat social-démocrate, à la suite d'un grand scandale immobilier qui l'avait beaucoup affaibli. De nouvelles élections eurent lieu en mai 81 ; entre-temps, les sociaux-démocrates, très soucieux de reconquérir la confiance perdue, se montrèrent très compréhensifs et cherchèrent à trouver un accord avec les squatters. Le *Netzwerk*, l'A.L. et les associations de locataires se présentèrent comme interlocuteurs, proposant un cadre de lois d'après lesquelles tous les immeubles de propriétés du Sénat (une vingtaine sur quelque 160 édifices occupés) auraient été confiés aux squatters à la seule condition qu'ils s'engagent à les remettre en état avec seulement une partie de l'argent nécessaire pour une restauration normale. Les assemblées de squatters refusèrent cette offre, ne voulant pas discuter avec le Sénat tant que certains de leurs camarades seraient toujours en prison. Malheureusement pour eux, ce sont les démocrates-chrétiens qui ont remporté les élections et la droite a tout naturellement utilisé la manière forte. Le nouveau Sénat demanda en effet

l'évacuation de 8 maisons occupées appartenant à la société immobilière *Neue Heimat* ("Nouvelle Patrie", société dont le propriétaire est le syndicat ouvrier D.G.B. I) qui voulait rapidement procéder à leur reconstruction.

### **APRÈS TUWAT, QUE VA-T-IL SE PASSER ?**

Pour répondre à cet ultimatum, le mouvement des squatters lança un appel "à tous ses amis et camarades en Europe". Telle a été la signification de *Tuwat*, qui signifie précisément "faire quelque chose". « *Tuwat c'est le spectacle. Un congrès, un festival, une expression des luttes qui convergent toutes. Tout ceci se tiendra à Berlin, symbole de la division des nations. Berlin, où se manifeste de la façon la plus pure la guerre froide des gouvernements, une guerre qui se retournera directement contre nous. Le gouvernement de Berlin nous a lancé un défi : il veut déloger 8 maisons occupées, dont la signification pour nous va bien au-delà des simples appartements occupés. Il veut détruire notre espace vital et notre unité. Nous montrerons aux représentants de tous les gouvernements qui croient encore pouvoir faire de nous ce qu'ils veulent, ce que nous en pensons (...). Nous ferons des fêtes qui feront trembler la ville.* »

*Tuwat* a proposé du 25 août au 25 septembre des conférences sur l'autonomie, des fêtes sur les places publiques et des manifestations contre la guerre. De nombreux sympathisants, en signe de solidarité, se sont installés dans des maisons occupées : parmi eux, des "parrains" des maisons, c'est-à-dire des personnalités connues de la vie publique comme le pasteur Heinrich Albertz ou l'écrivain Ingeborg Drewitz. Dans toutes les maisons menacées d'expulsion, il y a eu nuit et jour des programmes culturels : spectacles théâtraux, concerts, variétés et

jeux de cirque. Au *KuKuCK*, le centre autonome de Kreuzberg, on a peint une immense fresque sur l'une des façades : elle représente des sorciers rassemblés autour d'une marmite d'où s'échappe une flèche brisée inscrite dans un cercle — symbole du mouvement.

Les faits qui ont suivi sont connus : la semi-défaite de *Tuwat*, l'évacuation des 8 maisons, la mort de Hans-Jürgen Rattay au cours d'une manifestation de protestation. Depuis, l'atmosphère reste très tendue : des groupuscules de droite reprennent du poil de la bête et menacent d'attentats le *Netzwerk*, l'A.L. et le Mehringhof. Les sociaux-démocrates laissent que s'affrontent face à face alternatifs et Sénat démocrate-chrétien, en se réservant la possibilité d'intervenir, à un moment propice, pour se présenter comme le parti de l'ordre et de la modération. En même temps, diverses organisations tentent à nouveau de négocier avec le Sénat au nom des squatters, mais la situation est bien plus difficile qu'en mai dernier.

Le mouvement lui-même est divisé entre une tendance dure et une autre plus modérée dont l'A.L. est à la tête (laquelle fait maintenant partie du parlement de Berlin avec 7,5 % des voix et 9 sièges). L'A.L. qui n'a jamais accepté la violence verbale du *Tuwat*, défend actuellement au parlement une proposition de loi relative à l'amnistie des condamnés et à la légalisation des occupations. Telle est la situation, à ce jour, à Berlin-Ouest. Cette ville déjà divisée connaît aujourd'hui une fracture entre deux mondes hostiles, voués à un affrontement périodique. Il peut en sortir aussi bien la chute du Sénat démocrate-chrétien que, à l'inverse, de nouvelles évacuations et la fin du mouvement pour le logement. Pour l'heure la situation reste encore incertaine. Berlin attend.

**Pierre Lipschutz  
Ina L'Orange**



## IRLANDE

# LES GRANDES MANŒUVRES

**5 mai 1981 : les feux de l'actualité se braquaient alors sur l'Irlande, où Bobby Sands inaugurerait une triste série de décès, qui ne prendra fin que le 20 août avec la mort de Michael Dewine, et l'arrêt de la campagne des grèves de la faim par l'IRA\*, le 3 octobre 1981.**

**S**UR le plan politique, bien que l'objectif principal du Sinn Fein\* provisoire — se poser comme force politique représentative de la population, en vue de négociations plus larges sur le statut de l'Irlande du Nord (à l'image du FLN ou de l'OLP) — ait échoué, il n'en reste pas moins que cette organisation sort renforcée de cette lutte.

En effet, l'inflexibilité du gouvernement britannique a contribué à affaiblir les positions de ce dernier, tant en Angleterre même, qu'à l'étranger. De plus, le Sinn Fein provisoire a réussi à unir, dans une même tactique, l'IRSP\* et l'IWLA\*, tandis que, parallèlement, les positions modérées du SDLP\* le marginalisaient davantage dans la population catholique. Il n'y a qu'à voir la confortable élection d'Owen Carron, candidat du Sinn Fein provisoire, dans la circonscription de Bobby Sands.

Mais la lutte des prisonniers a eu d'autres conséquences dont on mesure encore mal toutes les implications.

## EN ANGLETERRE

**P**OUR la première fois sont apparues des notes discordantes sur la question Nord-Irlandaise, dans la classe politique traditionnelle.

Tony Benn, leader de l'aile gauche du parti travailliste, a évoqué la possibilité d'une solution irlandaise au conflit. Ceci est important quand on sait que le bipartisme anglais impose une alternance entre les travaillistes et les conservateurs, mais que, jusqu'ici, il y a toujours eu une parfaite continuité dans la politique menée en Irlande du Nord (1). Or, aujourd'hui, après le départ de la frange conservatrice du Labour, l'aile gauche (dans laquelle évoluent bon nombre de militants trotskystes) a une influence croissante sur la ligne politique du parti.

Ceci se traduit, d'une façon similaire, au niveau syndical. En octobre, lors du congrès du TUC\*, 53 motions de soutien à la lutte des prisonniers irlandais ont été déposées et

débatues. Signe révélateur, car par le passé, tout mouvement dans ce sens était systématiquement contré par les dirigeants syndicaux (très liés aux dirigeants travaillistes). On peut aussi mesurer l'influence des positions révolutionnaires sur la base syndicale, car bon nombre de motions reprenaient les positions du TOM\*.

## EN IRLANDE DU NORD

**L**ES fractions extrémistes protestantes, regroupées autour de Ian Paisley, de plus en plus effrayées par l'idée d'un lâchage possible de Londres, ont tenté d'organiser une grève générale en Ulster. Cette démonstration de force fut un échec partiel, très peu de secteurs ayant été touchés par les débrayages, malgré les pressions paramilitaires. La crise économique qui menace les secteurs traditionnels — textile, construction navale — et qui ont assuré la prospérité économique de l'Ulster, la montée des prix, des logements..., commencent à affecter la

### \* PETIT LEXIQUE

**SINN FEIN PROVISOIRE :** Branche politique de l'IRA Provisoire.

**IRA PROVISOIRE :** Armée républicaine irlandaise.

**I.R.S.P. :** Scission de gauche de l'IRA officielle en 1974.

**I.W.L.A. :** Parti socialiste républicain irlandais. Branche armée de l'IRSP.

**S.D.L.P. :** Parti social-démocrate qui tente de récupérer les voix de la population catholique.

**T.U.C. :** Trade Union Congress. Confédération des syndicats anglais.

**I.C.T.U. :** Irish Congress of Trade Unions. Confédération des syndicats irlandais.

**I.C.T.W.U. :** Fédération des transports : la plus combative dans l'ICTU.

**T.O.M. :** Troups Out Movement. Collectifs, structurés nationalement en Grande-Bretagne, pour le retrait des troupes d'Irlande, dans lesquels militent des révolutionnaires de tous les courants (trotskystes, libertaires...).



classe ouvrière protestante. Ce qui pourra peut-être fissurer l'hégémonie interclassiste de l'Ordre d'Orange (2).

**EN RÉPUBLIQUE D'IRLANDE**

L'ANNÉE 81 aura été marquée par l'aggravation sans précédent de la crise économique : une inflation galopante (60 % de hausse sur les transports en un an, 20 % sur les produits alimentaires, déficit de la balance extérieure avoisinant 24 %...). Ceci a entraîné des luttes importantes et une radicalisation de la base syndicale qui a permis la remise en cause des NWA ("National Wages Agreements", pacte social conclu entre le gouvernement et les syndicats).

C'est dans ce contexte qu'a éclaté la campagne de grève de la faim des détenus républicains. Ce qui aurait pu être le catalyseur

d'une lutte de masse anti-impérialiste et anti-capitaliste, a été entravé par la politique et le comportement hégémoniste du Sinn Fein (à l'image de notre parti stalino-communiste français). Le Sinn Fein a exclusivement fondé sa tactique sur une pression politique (par le biais de l'Eglise et du Comité National anti-H Block) sur le Fianna Fail (3) pour qu'il agisse en retour sur le gouvernement Britannique.

C'était oublier délibérément les années d'étroite collaboration policière entre Londres et Dublin, et l'augmentation de la répression antirépublicain et anti-ouvrière [les "Wo Jury Courts" (4)]. L'action n'a été conçue que comme une pression de type politicienne : envoi de délégations de notables, de responsables politiques ou cléricaux, de pétitions collectées par le Comité National anti-Block-H (qui n'est qu'un comité humaniste où le clergé a une place prépondérante). Dans ce cadre, toute initiative visant à élargir, globaliser politiquement le mouvement était systématiquement entravée.

L'exemple le plus fameux, reste celui de la convocation par l'IGTWU\*, en mai 1981, d'une assemblée générale des syndicats de différentes branches de l'ICTU\*, pour la préparation d'une grève générale de soutien aux détenus de Long Kesh, qui fut superbement ignorée par la presse républicaine et même désavouée par ses dirigeants. Il est vrai que l'Eglise catholique n'a jamais vu d'un très bon œil le développement d'un mouvement ouvrier (en 1916, elle collabora ouvertement avec le gouvernement britannique à la répression de l'insurrection socialiste de Dublin).

La multiplication des manifestations traîne-savates, totalement contrôlées par le Sinn Fein, sans perspectives plus larges que le recueillement ou la commémoration des martyrs, ont eu raison de la mobilisation. Le 22 août, à Dublin, il n'y avait plus que 1000 personnes pour manifester dans un ordre tout à fait militaire, alors qu'après la mort de Bobby Sands il y en avait eu 30000.

Cette tactique ne doit pas être analysée comme circonstancielle, mais bien comme révélatrice de l'idéologie du Sinn Fein. Com-

posé de bon nombre de représentants de la moyenne et petite bourgeoisie, il n'a aucun intérêt à l'écllosion d'un mouvement ouvrier, mais plutôt des intérêts économiques à récupérer la seule portion de l'Irlande possédant une infrastructure économique importante.

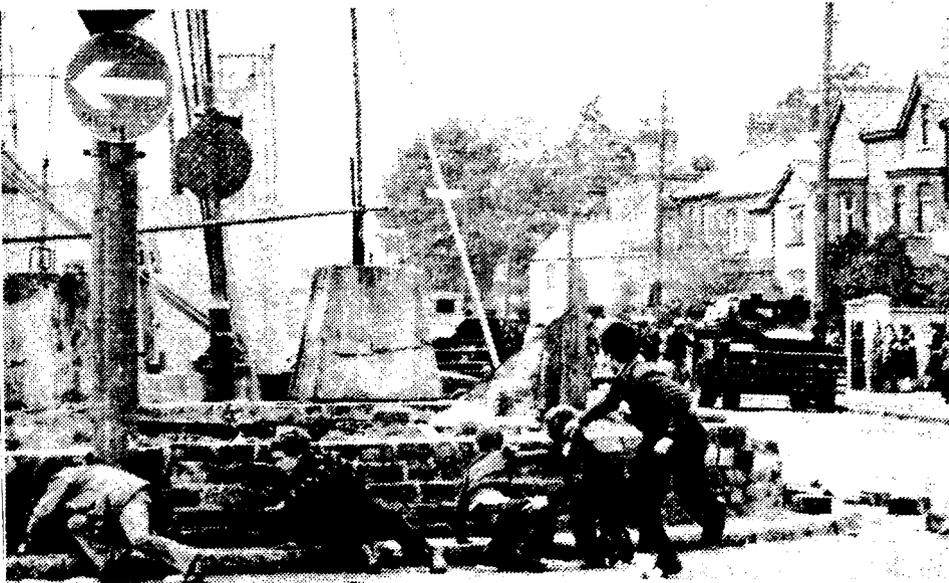
**ET MAINTENANT...**

CETTE tactique du Sinn Fein, qui aura eu pour conséquence de renforcer la coupure entre les luttes nationalistes et ouvrières, n'est que le résultat logique de son évolution vers une force politique représentative. Ceci étant démontré par l'adoption de la participation aux élections locales et législatives lors du dernier Congrès de novembre, aux dépens d'orientations visant à développer et globaliser la lutte de masses.

L'IRA a repris ses actions militaires, mais le renforcement des relations avec la hiérarchie catholique irlandaise très réactionnaire (5), les contacts fréquents avec le puissant lobby de la bourgeoisie irlandamoéricaine, nous éclairent sur le contenu de classe réel du Sinn Fein. Et ce n'est pas l'IRSP, en perte de vitesse, qui pourra ancrer plus à gauche la politique hégémoniste du Sinn Fein. L'horizon de la lutte pour le socialisme reste encore bien sombre en Irlande...

**Hubert GALY**

- (1) - Rappelons qu'en 1976, c'est un gouvernement travailliste qui a supprimé le statut politique aux prisonniers républicains.
- (2) - Ciment idéologique qui maintient la cohésion des classes sociales protestantes, aux intérêts pourtant antagonistes.
- (3) - L'alternance en Eire se fait entre le Fianna Fail (style UDF) et la coalition Fine-Gael-Labour (RPR et centristes) mais, bien sûr, la politique reste la même...
- (4) - Cours spéciales où peut être traduit tout citoyen coupable d'une offense envers l'Etat (sic).
- (5) - Que l'on songe qu'en Eire : le divorce est interdit, l'avortement est prohibé, la contraception autorisée pour les femmes mariées seulement, et sous certaines conditions.



## AMÉRIQUE CENTRALE

# LE BARIL DE POUDRE SALVADORIEN

**Le Salvador, on n'en parle plus beaucoup depuis que la "normalisation" s'est abattue sur la Pologne. Pourtant, dès cet été, le "nouveau" ton de l'administration Reagan ne laissait rien augurer de très bon et l'on se souvient, sans doute, que début décembre encore de sérieuses menaces américaines se précisaient... Aussi importante que soit la situation polonaise, il ne faudrait pas qu'un impérialisme nous en cache un autre !**

La plus petite république d'Amérique Centrale, dont les dimensions avoisinent celles de la Sardaigne, est également la "plus ancienne république militaire de la planète". Tout a commencé en 1931 lorsque l'oligarchie du café (90 % des exportations, à l'époque), subissant les contrecoups de la crise mondiale de 29, fit appel à l'armée. Cinquante ans après, les forces armées sont toujours au pouvoir et une partie de l'oligarchie s'agrippe à son poste à l'aide des renforts militaires et financiers des Etats-Unis.

Le 15 octobre 1979, le Général Romero était renversé par un putsch suggéré par les USA. La solution souhaitée par l'administration Carter dans le cadre de sa "politique des droits de l'homme", prévoyait un gouvernement mixte de civils et de militaires avec l'appui des partis de l'opposition — surtout la Démocratie Chrétienne — et des secteurs de l'armée salvadorienne entraînés par le Pentagone et aidés par la bourgeoisie industrielle.

Le nouveau gouvernement se trouva donc soutenu, un temps, par des militaires pro-américains, la social-démocratie (le MNR), la démocratie-chrétienne (le PCD) et le PC salvadorien. Ce putsch allait également permettre, au niveau international, d'obtenir le soutien des régimes latino-américains (à l'exception du Mexique, de l'Equateur et du Nicaragua). Mais très vite, la situation se modifia et l'issue "honorable" imaginée par les USA tourna court. En effet, dès le 26 décembre 79, les ministres civils exigeaient la destitution du ministre de la défense et l'application des réformes annoncées. Essuyant un refus de l'armée, la belle unité était rompue. Le 3 janvier 80, le gouvernement démissionnait à l'exception de quatre ministres. Le Parti Chrétien-Démocrate se scindait en deux : un secteur regroupé autour de Napoléon Duarte n'allait pas tarder à servir de caution libérale à la junte ; l'autre secteur rejoignait l'opposition

en créant le Parti populaire social-chrétien (PPSC). Dès lors, la polarisation allait devenir toujours plus évidente.

## L'APPAREIL RÉPRESSIF DE LA JUNTE

Les secteurs conservateurs vont progressivement reprendre le dessus durant l'année 80. Dès le mois de janvier, la répression reprenait ses allures de barbarie. Le 22 janvier, les quatre principales organisations révolutionnaires parvinrent à une unité d'action en créant la Coordination Révolutionnaire des Masses. Lors de la manifestation appelée pour marquer cette unité, des groupes "incontrôlés" ouvrirent le feu, tuant 70 personnes. Deux mois plus tard, c'est l'archevêque de San Salvador qui allait payer de sa vie les critiques adressées à la junte. Certes, il n'y a rien là de très nouveau : de telles actions jalonnent les 50 ans de régime militaire au Salvador. Mais les proportions prises par les massacres ont de quoi laisser pantois. Indépendamment des victimes des affrontements "réguliers" entre Forces Armées et guérillas, ce sont 30000 personnes qui furent massacrées au cours de la seule année 80.

En cinquante ans, le pouvoir militaire a largement eu le temps de structurer ses corps répressifs, de les former grâce à l'aide généreuse des USA, et de se perfectionner en matière de barbarie. Dans ce pays de cinq millions d'habitants, ce sont 150000 hommes dont dispose le pouvoir pour ses sales besognes : la Garde Nationale (14000), la Police Nationale (3000), la Police des Douanes (2000) et les divers groupes paramilitaires (100000) aux noms révélateurs. Qu'on en juge : Organisation Démocratique (sic) Nationaliste (ORDEN) ; la "Main Blanche" ; l'Union Guerrière Blanche (UGB), le Front Anticomuniste de Libération Centraméri-



caine (FALCA), les Forces Armées Anti-Communistes de Libération — Guerre d'Extermination (FALANGE) et l'Organisation de Libération du Communisme (OLC).

L'Armée Salvadorienne bénéficie d'un entraînement et d'un encadrement américain, d'un armement US dernier cri. Mais elle peut également compter sur l'aide, parfois active, des régimes militaires voisins : le Guatemala et le Honduras. C'est ainsi que le 14 mai 80, alors que 600 réfugiés fuyant les bombardements militaires de leurs villages, tentaient de franchir la rivière Sumpul, ils furent pris en sandwich par l'action combinée des armées salvadorienne et hondurienne. Ils furent tous massacrés...

L'élection de Reagan et la reprise des livraisons de matériel américain au Salvador (1) ne pouvaient manquer de renforcer les positions des ultras. Entre janvier et septembre 81, ce sont 11000 personnes qui ont été assassinées, essentiellement par l'armée. Enfin, l'on apprenait récemment qu'au cours d'une opération anti-guérilla menée à bien début décembre dernier, ce sont un millier de civils de la région de Morazan qui ont été massacrés par l'armée.



des pressions internes d'une population qui l'a pourtant récemment élu...

Plus embarrassante encore, peut-être, est la situation internationale avec d'une part la déclaration franco-mexicaine de cet été reconnaissant le FDR comme l'un des interlocuteurs obligés et la postérieure déclaration de neuf pays. Proposée par le Mexique et la France en novembre dernier, une motion demandant l'arrêt des livraisons d'armes au Salvador et l'ouverture de négociations était signée par le Mexique, la France, le Danemark, la Suède, la Hollande, la Grèce, l'Irlande, la Yougoslavie et l'Algérie.

Ainsi donc, la junte salvadorienne est chaque jour plus isolée et les Etats-Unis se trouvent dans une situation toujours plus délicate. Coincés entre les demandes de négociation et la volonté d'intervention, les Etats-Unis tentèrent une dernière manœuvre : l'impulsion d'une armée centraméricaine et les prochaines élections législatives au Salvador en mars 82.

La mise en route du Conseil de Défense Centro-Américain (CONDECA) visant à mettre sur pied une force régionale d'intervention qui engloberait le Guatemala, le Honduras et le Salvador pose cependant deux problèmes insurmontables. D'une part le contentieux Salvador-Honduras n'est pas fait pour régler cette affaire à la va-vite ; d'autre part et surtout un telle régionalisation de la répression provoquerait inévitablement un risque encore plus grand d'explosion de l'Amérique Centrale. Quant aux élections prochaines...

### DES ÉLECTIONS PERDUES D'AVANCE

La manœuvre de la junte n'est que trop limpide : elle propose que ces élections législatives soient utilisées par l'opposition pour se faire en quelque sorte plébisciter. Mais d'un autre côté, les conditions qu'elle impose au MNR et au PPSC ne sont guère de nature à les y inciter puisqu'ils devraient, outre déposer les armes, rendre public les noms et adresses de 3000 de leurs membres...

Par l'intermédiaire de son président, le social-démocrate Guillermo Ungo, le FDR a bien sûr fait entendre sa réponse : « *Pour nous, ce serait de la folie d'abandonner les armes alors que les militaires et l'extrême-droite continuent de frapper.* » Quels que soient les résultats des prochaines élections législatives, la junte a déjà perdu la partie. D'autant plus que des tensions se produisent au sein même de la droite à propos de cette consultation électorale. Des partis de droite comme le Parti de la Conciliation Nationale et le petit Parti d'Orientation Populaire reprennent les critiques formulées par la très réactionnaire Association des Avocats et refusent de participer à des élections dans un pays où état de siège et loi martiale sont toujours en vigueur.

Seules les formations d'extrême-droite semblent vouloir mettre à profit ces élections pour écarter les démocrates-chrétiens et faire un mini-putsch de palais. On assiste donc à un rapprochement de groupes fascisants (type ARENA) avec certains partis réactionnaires.

Les Etats-Unis se trouvent par conséquent devant un choix : négocier ou intervenir. Et les dernières informations ne permettent pas de déceler avec certitude laquelle des

deux solutions sera adoptée. En effet, le 15 décembre dernier, le département d'Etat américain recevait une délégation du FDR. Les conversations n'ont certes rien donné, les américains reprenant les arguments de la junte et incitant l'opposition à jouer la carte des élections. Mais un pas a été ainsi franchi dans la voie de la négociation... A l'inverse, le secteur "musclé" de l'administration Reagan ne désarme pas, continue à dénoncer la "subversion soviéto-cubaine" et menace de régler l'affaire en intervenant "à la source", selon l'expression de Haig, à savoir le Nicaragua et Cuba...

Le choix est, on le comprend aisément, des plus délicats. Négocier serait reconnaître son échec, désavouer la politique menée jusqu'à ce jour et inciter les secteurs d'opposition des pays voisins à ne pas désarmer. Intervenir serait prendre le risque de réactiver les braises et pourrait déboucher sur une régionalisation du conflit. Un proche avenir devrait nous dire quelle a été la solution choisie. Mais il reste que les menaces soviétiques pesant sur la Pologne "normalisée" peuvent faire basculer la situation et servir de prétexte à une intervention.

Juan Hernandez

(1) Le 2 décembre 80, à la suite de l'assassinat de quatre religieuses américaines, les Etats-Unis interrompaient leurs livraisons. Mais, dès le 16 janvier 81, pour permettre à la junte de "répondre à l'offensive de la guérilla", leur aide militaire reprenait de plus belle.

(2) Les bourgeoisies salvadorienne et hondurienne, aux prises avec de dures difficultés internes, trouvent leur bouée de sauvetage dans l'incitation au nationalisme. La crise éclata lors d'une rencontre de football avec des bagarres entre supporters (d'où le nom ironique donné à cette guerre de cinq jours par les USA). Le 14 juillet 69 les troupes salvadoriennes pénétraient au Honduras. L'armistice ne devait être signé que quinze jours plus tard.

### POUR S'Y RETROUVER DANS LES SIGLES

**M.N.R.** : Mouvement national révolutionnaire (social-démocratie locale).

**P.C.D.** : Parti chrétien-démocrate (soutenu par la démocratie-chrétienne européenne).

**P.P.S.C.** : Parti populaire social-chrétien (tendance populaire du PCD ayant scissionné lors de la rupture de la junte en janvier 80).

**P.C.S.** : Parti communiste salvadorien.

**F.A.L.** : Forces armées de libération (bras armé du PCS créé lors de la rupture avec la junte en janvier 80).

**U.D.N.** : Union démocratique nationale (pseudo-pode du PCS créé dans les années 60).

**P.R.S.** : Parti de la révolution salvadorienne.

**E.R.P.** : Armée révolutionnaire du peuple (bras armé du PRS).

**LP-28** : Ligues populaires du 28 février (organisation de masse du PRS-ERP depuis 1977).

**R.N.** : Résistance nationale.

**F.A.R.N.** : Forces armées de résistance nationale (bras armé de RN, comme son nom l'indique).

**F.A.P.U.** : Front d'action populaire unifié (organisation de masse de RN-FARN depuis 1975).

**F.L.P.** : Forces populaires de libération (à la fois branche politique et branche militaire).

**B.P.R.** : Bloc populaire révolutionnaire (organisation de masse des FLP).

**M.L.P.** : Mouvement de libération populaire.

**M.I.P.T.E.S.** : Mouvement indépendant des professionnels et techniciens progressistes du Salvador (représentant des classes moyennes).



# TUTTI FRUTTI

## BOLIVIE : LA C.O.B. RELEVE LA TÊTE

Depuis le coup d'Etat n° 189, en juillet 1980, toutes les activités politiques et syndicales sont interdites en Bolivie. Ce qui a bien facilité la tâche au gouvernement pour faire subir aux travailleurs les contre-coups de ses difficultés économiques. Pour la seule année 81, le pouvoir d'achat a subi une baisse de 90 %.

Tout a commencé à la fin octobre 81, par un congrès clandestin organisé par les deux mille mineurs de Huanuni qui y élirent leurs propres représentants (\*). Devant l'attitude du gouvernement qui refusait de reconnaître le fait syndical, un vaste mouvement revendicatif allait démarrer, en deux temps.

acceptait d'ouvrir des négociations, par l'intermédiaire de l'Eglise, sur la reconnaissance des libertés syndicales et les revendications salariales.

Commença alors la seconde phase. Le 14 décembre, une nouvelle grève de la faim était lancée par 17 ouvriers dans les locaux de l'archevêché et des Nations Unies à La Paz, ainsi que par 10 autres dans la cathédrale de Cochabamba. Le 16, 14 ouvriers de Santa Cruz rejoignaient le mouvement. Le lendemain, c'était le tour d'une cinquantaine de personnes qui allaient se joindre aux grévistes présents au siège des Nations Unies et à l'archevêché. Mais, surtout, 800 ouvriers de la plus importante usine de chaussures de Cochabamba entamaient également une grève de la faim. Après avoir interrompu les négociations, et sous la pression d'un bon millier de grévistes de la faim, les autorités devaient céder le 19 décembre dernier.

Les mineurs viennent d'obtenir satisfaction sur un point crucial : la reconnaissance de fait de leurs syndicats. L'accord arraché au gouvernement prévoit, en effet, la légalisation des syndicats à la mi-janvier 82, celle des fédérations au début du printemps. Enfin, la C.O.B. sera légalisée dans un an...

(\*) Les mines sont un bastion histo-

commençait un chahut énorme. A la lueur des bougies, ponctuées par l'explosion de pétards, plusieurs manifestations avaient lieu simultanément dans la ville. Les mêmes événements se produisirent dans plusieurs villages catalans. Tout cela pour protester contre l'OTAN et les bases américaines en Espagne. Le thème était d'une actualité brûlante, puisque le jour précédent, les députés avaient approuvé l'intégration à l'OTAN. L'action, à l'initiative du GAMBIA (groupe antimilitariste de Barcelone), avait été appelée et préparée par la centaine de comités anti-OTAN que compte la Catalogne, appuyés par les athénées libertaires et les groupes écologistes.

## ISRAËL, COLONIALISME PAS MORT

Le lundi 14 décembre, pendant que nous avions les yeux tournés vers la Pologne, Begin, premier ministre israélien, annexait le Golan, en toute



simplicité. Tout le monde a poussé de hauts cris, mais la réalité est que cette décision est toute formelle, et que si elle permet une installation militaire plus conséquente sur ce territoire, elle ne vient que confirmer un état de fait qui n'avait provoqué la réprobation d'aucun gouvernement.

Le plateau du Golan, territoire syrien, a été occupé par l'Etat d'Israël au moment de la guerre des six jours, en juin 1967, en même temps que la Cisjordanie, la bande de Gaza et le Sinaï. Depuis 1967, le gouvernement a tout fait pour modifier la démographie de ces territoires qui comptent 1750 km<sup>2</sup> de superficie. Au Golan, la majorité de la population arabe avait fui, ou avait été chassé. Il ne reste que 13000 Druzes que les Israéliens ont, dernièrement, tenté de "nationaliser". Le chef-lieu du Golan, la ville arabe de Koneïtra, a été totalement détruite en 1973 et une ville nouvelle



— Katarin — doit la remplacer. La population israélienne, de 0 habitant, est passée à 1000 en 1967 et atteint en 1981, le chiffre de 7500 habitants répartis dans 27 colonies. Des procédures clairement coloniales, qu'Israël utilise également en Cisjordanie, mais qui ne sont point pour surprendre. En effet, l'annexion du Golan, préconisée par l'extrême-droite, était inscrite dans le programme électoral de Likoud et dans l'accord de coalition. Même les travaillistes du Mapam ne s'y opposaient pas et 60 % des Israéliens y étaient favorables.

La dépendance d'Israël envers les USA ne pouvait pas permettre à ceux-ci de protester autrement que verbalement. D'autant plus que Reagan doit acheter à Begin pour 200 millions de dollars d'équipements militaires. Les quelques menaces américaines n'iront donc pas plus loin et on a bien vu leur inefficacité après le raid israélien de Tamuz et le bombardement de Beyrouth, lorsque les Etats-Unis ont suspendu leurs livraisons d'avions F15 et F16.

Quant à la Syrie, à qui appartenait le Golan, elle ne peut remuer le moindre petit doigt pour deux raisons essentielles. D'abord, elle a déjà 25000 soldats engagés au Liban, au titre de la "Force arabe de dissuasion", tandis que d'importants effectifs militaires doivent maintenir la sécurité intérieure du pays. Ensuite, et surtout, elle est l'alliée de l'Union soviétique qu'on ne voit pas, après l'Afghanistan et la Pologne, ouvrir un troisième front.

D'après les accords de Camp David, en avril prochain, Israël devrait restituer à l'Egypte, les zones du Sinaï qu'elle occupe. D'ici là, la politique de cette partie du monde continuera d'être régie par les ambitions d'influence des deux grands, au mépris des populations. En l'absence de tout mouvement d'opposition au sein même d'Israël, et de tout mouvement social dans les pays arabes, on ne voit pas comment un tel engrenage pourrait être stoppé.



Le 12 novembre, les mineurs de Huanuni se mettaient en grève et le 18 les Forces Armées occupaient les mines, arrêtant 25 délégués. Le mouvement devait rapidement s'amplifier par des grèves à Catavi, Siglo XX et San José. Puis, le 23, une douzaine de femmes commençaient, à La Paz, une grève de la faim pour exiger la libération des détenus. En quelques heures, six autres personnes les rejoignaient dans la capitale et une vingtaine à Huanani. Face à l'extension du mouvement, le gouvernement allait répondre par l'arrêt du ravitaillement des magasins... Enfin, le 25 novembre, les autorités cédaient en libérant les 25 détenus.

Les mineurs d'Huanuni venaient de remporter une première victoire : le gouvernement

rique de la Centrale Ouvrière Bolivienne, seul exemple, en Amérique Latine de centrale unique regroupant tous les courants, des socialistes aux libertaires (Voir Agora N°5).

## ESPAGNE : LA NUIT CONTRE L'OTAN

Le 30 octobre, à dix heures du soir, une action originale s'est déroulée à Barcelone, particulièrement dans les quartiers ouvriers. Soudainement, les lumières des maisons s'éteignaient et leurs balcons se remplissaient de gens qui provoquaient un immense tapage en criant et en frappant sur des casseroles. Des quartiers, comme Trinitat Vella, la Verneda, la Barceloneta ou Sant Andreu, ont vu des rues entières s'obscurcir, en même temps que



**ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT  
DE LA CONTRACEPTION MASCULINE**

# ARDECOM

**N**OTRE démarche est à la fois individuelle et collective ; individuelle : nécessité dans son histoire personnelle d'assumer son désir de "pas d'enfant". Collective : pour confronter et partager nos propres vécus ; pour rassembler le plus de forces possible face aux différents pouvoirs : pharmaceutique, médical et de l'information.

Nous connaissons les différentes méthodes classiques de contraception masculine : préservatifs, coïtus interruptus et reservatus. Mais nous avons le désir de trouver d'autres moyens, avec lesquels nous pourrions mieux vivre notre sexualité. D'où notre implication en tant qu'"expérimentateurs conscients" dans deux méthodes nouvelles :

1) **La méthode hormonale** : elle consiste en la prise d'un progestatif (hormone qui arrête la production des testicules : spermatozoïdes et hormone mâle) : le FARLUTAL, et de testostérone (hormone mâle apportée pour compenser l'effet du progestatif) : PERCUTACRINE ANDROGÉNIQUE. Cette technique, expérimentée par six hommes à Paris, a donné des résultats excellents, qu'il serait bon de confirmer par d'autres expérimentations. D'autres groupes, à Lyon et à Montpellier, expérimentent cette méthode en utilisant le même progestatif, mais avec la testostérone sous une autre forme (en gel) : TESTOGEL ; les résultats sont très encourageants.

2) **La méthode par la chaleur** : de nombreuses expérimentations animales ont montré que le réchauffement des testicules entraînait une baisse du nombre de spermatozoïdes sans altérer la production d'hormone. D'où l'idée d'augmenter la température des testicules chez l'homme, et cela de deux façons :

— au moyen d'un slip isolant (porté pendant la journée, et jouant un rôle calorifère), associé à un apport thermique (environ 41° C) une heure par jour, cela grâce à une résistance électrique incorporée au slip ; cette technique est utilisée par le groupe de Nantes ;

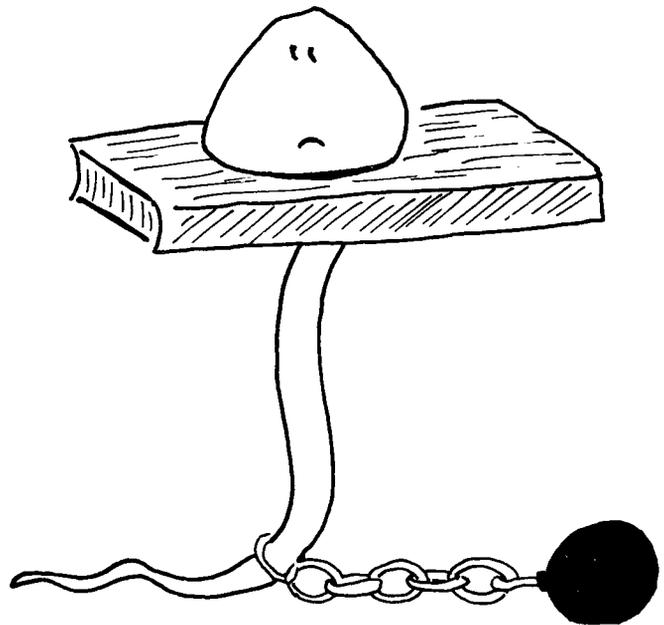
— au moyen d'un slip aménagé (porté pendant la journée), qui permet de remonter et de maintenir les testicules dans le "bas ventre" (plus précisément dans le canal inguinal) la température testiculaire passant ainsi de 34° C (leur température normale) à 37° C (température du corps) ; un groupe sur Toulouse pratique actuellement cette méthode.

Pour l'instant, on peut dire que techniquement, les résultats obtenus par la méthode chaleur sont comparables à ceux obtenus par la méthode hormonale.

Si pour certains, la non fertilité, recherchée par ces deux méthodes, doit être temporaire, pour d'autres, cette non fertilité est souhaitée définitive. Et s'appelle VASECTOMIE.

Simple, efficace et irréversible, elle consiste à ligaturer les canaux déférents (qui amènent les spermatozoïdes des testicules au pénis) au moyen d'une intervention chirurgicale courte et bénigne.

L'association ARDECOM publie une revue ("Contraception masculine et Paternité", deux numéros déjà parus), reflétant la vie de l'association, donnant des résultats sur les expérimentations des différents groupes, et livrant nos interrogations sur la condition masculine, la paternité, la contraception des hommes.



Pour plus de renseignements :

NANTES : Dominique Mortier, rue de la Pompe, 44000 Nantes. Tél. (40) 34.60.04.

LYON : ARDECOM c/o CEP BP 6, St-Jean 69245 Lyon Cedex 1.

PARIS : ARDECOM, 6, rue Hyppolite-Maindron 75014 Paris.

MONTPELLIER : Alain Nenoff 130, av. du Parc, Lunel-Vielle 34000. Tél. (67) 59.14.59.

TOULOUSE : Patrick Molet 15, impasse Destarac 31400 Toulouse. Tél. (61) 52.15.12. Et permanence assurée tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis du mois, à partir de 19 h 30, au 1<sup>er</sup> ter, rue du Languedoc.



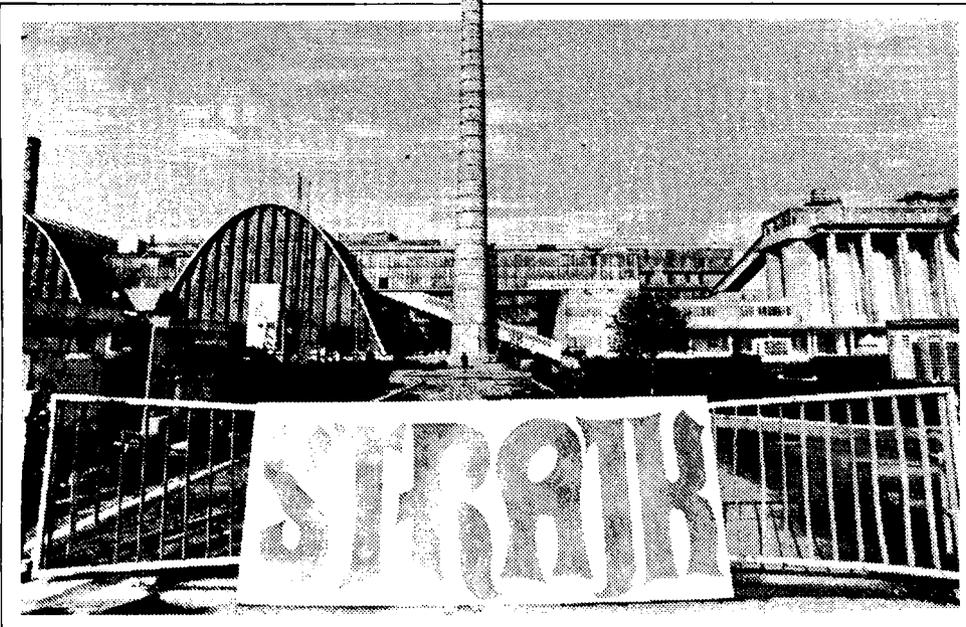
**Aucune dictature ne peut avoir d'autre objet  
que de se perpétuer. La liberté ne peut être créée  
que par la liberté. » (Michel B.)**

**A**

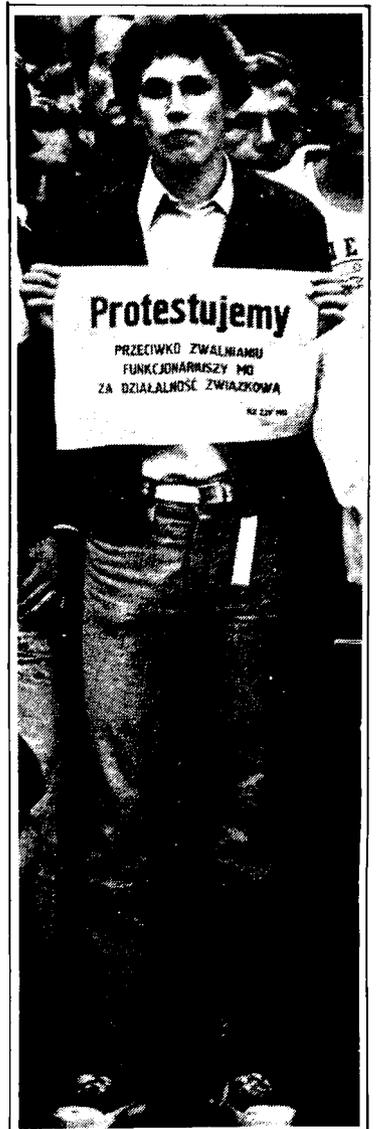


DOSSIER RÉALISÉ PAR VIOLETTE MARCOS

## CE FROID QUI VIENT DE L'EST



*« Effectivement, un mouvement populaire ne peut pas s'arrêter à mi-chemin, il y a un problème de l'organisation globale de la société qui doit assumer de s'auto-gouverner. Les événements de Pologne montrent, encore une fois de façon dramatique, que nous ne pouvons pas esquiver le problème du pouvoir. Il ne peut pas y avoir de société partiellement autogérée ou partiellement démocratique. » (C. Castoriadis).*



*L'apparition répétée du logotype de "Solidarność" dans ce numéro de la revue, n'est pas le signe d'un accord, mais l'expression d'une solidarité. La Pologne est occupée, et sous l'occupation, nous nous serions fait un devoir de porter des étoiles jaunes et des triangles roses.*

AGORA

## VARSOVIE N'EST PLUS QUE LA BANLIEUE DE MOSCOU

**1**ER janvier 1982 : depuis 15 jours, l'état de guerre est installé en Pologne. En France, après les grandes manifestations de solidarité, la Pologne, à la radio et dans la presse, disparaît peu à peu sous les eaux du Sud-Ouest. Bientôt on commémorera les accords de Gdansk.

**E**N Pologne, l'état de guerre s'est installé soudainement. Grâce aux préparatifs militaires antérieurs, les arrestations ont été nombreuses et rapides. Mais la première vague de la résistance ouvrière semble aussi avoir été importante. Le nombre de grèves, d'occupations, de morts en atteste (10 officiellement...). Le bain de sang a toutefois pu être évité par le syndicat. Compte tenu de la disproportion phénoménale des forces entre l'armée et Solidarité, c'est vers une résistance passive que semble se tourner maintenant le mouvement ouvrier polonais. Et comme il est difficile de faire tourner des usines sans ouvriers, ou avec des ouvriers "mal intentionnés", on peut prévoir que la production n'atteindra pas des records en Pologne cette année. Car si le pouvoir a remporté une victoire politique et militaire sur Solidarité, la bataille économique, elle, n'a pas encore commencé.

Le mouvement, né en 1980, ne peut pas disparaître du jour au lendemain, même s'il peut nettement s'atténuer. L'expérience acquise ne peut ainsi s'effacer des mémoires. Et, très vite, le pouvoir, s'il veut se stabiliser, doit ouvrir une période de négociations. Lesquelles ?

L'Eglise peut servir (elle l'a déjà fait) d'intermédiaire crédible entre la société civile et le gouvernement. Mais il faut que Jaruzelski, d'une part trouve dans le cadre du "renouveau" la possibilité de concrétiser certaines revendications de Solidarité (gestion bipartite dans certains secteurs par exemple), d'autre part, remette sur pieds la fonction d'encadrement du parti communiste. Déjà, des "comités pour le salut national", constitués d'éléments du POUP, de l'armée et de la milice, participent à l'organisation de l'état de guerre. Mais, les militaires ne peuvent ressusciter le Parti tant que la situation ne sera pas stable. Cette condition remplie, le POUP pourra apparaître alors comme l'institution qui, n'ayant pas trempé dans la répression, peut gérer la société. Bien sûr, des épurations auront lieu d'ici-là, mais même si Jaruzelski et d'autres disparaissent, le "socialisme" aura été sauvé en Pologne.

Pour le moment, le grand point d'interrogation est la marge de manœuvre dont dispose l'armée polonaise. Jusqu'à quel point pourra-t-elle négocier et jusqu'où la classe ouvrière acceptera-t-elle de reculer dans ses revendications ? Autant de questions dont les réponses dépendent d'au moins trois données : la capacité à lutter des travailleurs polonais, la situation ouvrière dans les autres pays de l'Est, et notre propre solidarité.



### SUR LES PAYS DE L'EST AGORA A DÉJÀ PUBLIÉ

- Slobadan DRAKULIC : Yougoslavie, autogestion par décret ! (N° 1, printemps 80).
- Cornélius CASTORIADIS : Le régime social de la Russie (idem).
- Martin ZEMLIAK : Sur la dissidence (idem).
- Tony ALVAREZ : Pologne, démocratie directe ? Oui, merci ! (N° 3, automne 80).
- Violette MARCOS : Pologne, syndicat = 1, démocratie = 0 (N° 4, hiver 80).
- FREMION-VOLNY : Cronstadt 1921 (N° 5, printemps 81).
- Abraham GUILLEM : Horizons du socialisme blindé (idem).
- Roland BIARD : La Commune de Budapest 1919 (N° 6, été 81).
- IZTOK : URSS, libertaires et goulag (idem).
- Violette MARCOS : Yougoslavie, émeutes à Kosovo (N° 7, octobre 81).
- Suzanne KOROSI : 1956, l'Octobre hongrois (N° 8, décembre 81).
- Violette MARCOS : Pologne, vers une autogestion à la Yougoslavie ? (idem).

# NOUVELLES DU SOCIALISME BLINDÉ

**L**Etat polonais a cessé le 12 décembre de tergiverser. Par un coup de force militaire il a mis fin au "renouveau", cette soi-disant politique de négociation, dans laquelle il s'était engagé, contre son gré, depuis juillet 80. Un an de discussions, de grèves, d'accords plus ou moins vite bafoués, un an de marathon que beaucoup ont cru pouvoir être gagné, malgré tout, par la classe ouvrière polonaise. Bien sûr, il y avait la hantise de l'invasion russe, bien sûr les revendications de Solidarité étaient dès le départ limitées, bien sûr, il y avait tout ce qu'on sait du poids des forces de refus dans l'empire soviétique... mais 10 millions de personnes étendant, depuis un an, le champ de la contestation... l'histoire pouvait se mettre à sourire aux libertés, ne serait-ce qu'un peu.



**L**E 12 décembre, l'histoire a encore dérapé. Dès le lendemain, le général-premier-secrétaire du POUP a repris le discours, maintenant bien rôdé, qui annonce la mise en place des "Etats de guerre". A d'autres moments, dans les colonies soviétiques, le coup de force a pris d'autres noms, mais il s'est toujours traduit par les mêmes actes de répression : arrestations, quadrillage du pays, tribunaux militaires, militarisations des entreprises, couvre-feu, etc.

L'ampleur des mesures de répression, leur nature même, est à la hauteur du danger ressenti par l'Etat polonais depuis maintenant un an et demi. Et pourtant, depuis juillet 80, dès le début des grèves à Gdansk, toutes les précautions semblaient avoir été prises par les travailleurs polonais. Pensant, et il est important de le souligner, que les luttes pouvaient aboutir, en Pologne, à un changement, à condition de ne pas toucher aux "fondements du socialisme", la classe ouvrière s'engagea dans un long et tortueux processus de négociations. La révolution "auto-limitée", prônée par le KOR (Kuron en tête), semblait possible. C'est dans ce cadre que furent obtenus un temps, la réduction de la journée de travail, les samedis libres. Mais il faut rappeler que pendant 17 mois, l'idylle était loin d'être parfaite. Aux fractions du pouvoir qui avaient adopté le cours du "renouveau", par la force des grèves et des occupations, on arracha tout ce qu'elles ne voulaient pas lâcher mais qu'elles ne pouvaient plus tenir. Le "renouveau" ne fut, en réalité, qu'un moment très fort de luttes sociales. Ce sont elles qui ont fait surgir le danger le plus grave pour le pouvoir.

### LA RADICALITE DES LUTTES

**D**EUX éléments ont contribué à donner à Solidarité une force et une dynamique qui dépassaient ses propres revendications. D'une part la "fragi-

lité" de l'encadrement politique du pays, d'autre part, les caractéristiques de l'économie polonaise elle-même.

En quelques mois le POUP a perdu un million de membres, passés à Solidarité. Mais, fait plus grave, sa fonction d'encadrement social, peu à peu s'effritait. L'idéologie communiste, tant dans les entreprises que dans les Universités, dans la société même, s'avérait inefficace à expliquer et contenir la situation. Comment traduire, en effet, en termes institutionnels les organes d'autogestion, les conseils ouvriers qui naissaient un peu partout. Mis en place pour pallier les carences énormes de la gestion économique, ces conseils débordèrent bien vite des limites qu'ils s'étaient fixés au départ. Créés pour faciliter le ravitaillement des usines et des quartiers, ils mirent concrètement à jour les erreurs gestionnaires, mais aussi les origines bureaucratiques du marasme économique du pays. Et toute la campagne visant à mettre sur le dos des grévistes la crise économique retomba d'elle-même.

Mais ne nous faisons pas d'illusions. Les textes les plus radicaux publiés par ce



vaste mouvement qu'est Solidarité, ont tous cru, ou voulu croire, qu'il était possible de créer un double pouvoir économique en Pologne, sans ébranler les structures étatiques. En fait, il semblerait que le problème du pouvoir, de l'Etat, n'ait jamais été posé pendant toute cette période, même s'il était contenu dans toutes les grèves, dans tous les organes qui surgissaient des luttes.

Dès le départ, la confrontation était inévitable. Solidarité devenait d'une part le carrefour de tous les espoirs, de toutes les revendications, et d'autre part, le pouvoir était frappé d'inexistence, d'impuissance. Personne ne voulait renverser l'Etat, mais tout le monde, le vidait de son contenu. Le référendum prévu par Solidarité, à la veille du coup d'Etat, s'engageait un peu plus, dans cette voie, puisqu'il prévoyait "l'appréciation et la vérification des méthodes actuelles de pouvoir pratiquées par les organes de l'administration centrale et régionale". C'est pour éviter une telle éventualité que le pouvoir a pris les devants, que le POUP s'est effacé, et que l'Etat a jeté bas son masque idéologique.

**LE POUVOIR SE MET EN UNIFORME**

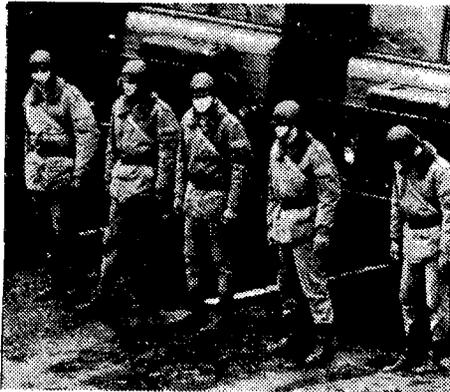
COMME ailleurs, l'Etat polonais n'est pas une entité métaphysique. Ce n'est pas "l'Etat du peuple tout entier", et il n'est pas non plus aux mains d'une quelconque "bureaucratie dégénérée". Ces épithètes idéalistes forgées par la langue de bois communiste ou la langue de vinyl trotskyste, nous feraient prendre Jaruzelski pour Pinochet et le POUP polonais pour un lobby américain. Malgré les similitudes répressives, il n'en est rien.

L'Etat polonais a été mis en place par le Kremlin et celui-ci l'a modelé à son image. L'église catholique et les autres éléments

institutionnels qui sont spécifiques à la Pologne, ont été tolérés ou maintenus, dans la mesure où ils faisaient le jeu de Moscou, ou du moins, dans la mesure où ils ne le défaisaient pas.

Le POUP, pendant longtemps, a donc joué le rôle qui est aussi celui de son similaire soviétique : encadrement et direction. Lorsque ces rôles ont commencé à rencontrer des difficultés importantes d'application, dès janvier 81, on a fait appel à la Milice, à l'armée. Dès mars 81, des militaires ont été placés à des postes-clefs (Mines, Transports, Education, Intérieur, à la tête de la LOT et enfin, en octobre, au secrétariat du parti). Au mois d'octobre, tout le pays était quadrillé par des groupes de soldats chargés de venir en aide aux "administrations civiles" (c'est-à-dire au POUP) pour "résoudre les conflits sociaux". Les forces gouvernementales firent même, le 2 décembre, leur galop d'essai répressif en expulsant par la force, les jeunes cadres en grève de l'école des pompiers. La preuve était ainsi faite de la capacité d'intervention du pouvoir et des hésitations de Solidarité.

L'armée en Pologne est, comme ailleurs, une force coercitive, mais c'est aussi une force politique : tous les officiers supérieurs sont au POUP et 85 % de l'ensemble des officiers sont membres du parti.



D'autre part, c'est la seule institution actuelle de l'Etat, capable d'un projet idéologique cohérent, puisqu'elle puise sa force dans un nationalisme où se reconnaissent (non sans quelques ambiguïtés) bien des polonais. Enfin, depuis juillet 80, elle n'a jamais été visée par les remises en cause qui ont frappé toutes les institutions de l'Etat polonais. Ses seuls talons d'Achille résident dans les nouveaux appelés qui ont vécu les grèves et dans la force de la propagande de Solidarité à l'intérieur des troupes.

Depuis le 12 décembre, Jaruzelski incarne donc, non seulement le parti et l'armée, mais aussi et surtout toutes les forces opposées à un changement. Mais ces forces ne peuvent pas être unanimes sur les nouvelles orientations à développer. Entre le retour à un "renouveau" discipliné et à un état de statu quo antérieur à juillet 80, il y a un éventail de possibilités, même étroit, où les tendances du pouvoir vont jouer et devoir s'affronter.

Pour l'Etat polonais, "l'ordre règnera à Varsovie" lorsque, soit par l'armée, soit par le Parti, son contrôle social, économique et politique sera rétabli. Mais la résistance du prolétariat polonais, l'écho qu'elle pourra rencontrer dans d'autres pays de l'Est, ne semblent plus pouvoir permettre aux Etats-Partis l'espoir d'une existence éternelle.

**FÉMINISME STALINIEN**

Radio-Varsovie, 17 décembre, 15 h 15, émission destinée aux femmes : « Vous les femmes, vous avez énormément d'influence sur les hommes. Vous possédez une énorme sensibilité et des dons pour les calmer. Utilisez-les pour ramener à la raison vos fils, s'ils n'obéissent pas aux nouvelles lois martiales ».

**LES LARMES DE LA DROITE**

TOUTS les gouvernements du monde entier y sont allés de leurs rémoles sur la Pologne. Reagan n'a pas sorti ses colts, mais c'est tout comme et le ton y était. De mesures de rétorsion, il n'en était point question ; ou alors, de pure forme, comme celles prises le 23 décembre (par exemple : interdiction faite aux avions polonais d'atterrir sur le territoire américain !). En fait, l'affaire polonaise, est une bénédiction pour Reagan qui va pouvoir justifier et renforcer sa course aux armements, et se dédouaner de ses interventions passées, présentes et à venir en Amérique centrale.

En Occident, les banquiers se frottent les mains ; la Pologne deviendra peut-être solvable ; c'est, en tous cas, leur dernière chance. Chirac et Papon (de retour du Chili) ont encore une fois essayé de nous faire peur avec l'hydre moscovite, et ils ont pleuré sur l'absence de De Gaulle aux négociations de Yalta. (Pour l'historiographe gaulliste moyen, De Gaulle à Yalta, c'est un peu le nez de

Cléopâtre de l'histoire contemporaine).

De toute cette panoplie de droite et d'extrême droite il n'y avait rien à attendre de plus. La seule honte est qu'ils aient été tolérés dans les manifestations "de gauche" pour la Pologne. "Libération", journal œcuménique moderne, à beau, au nom de Cronstadt et de la liberté, protester parce qu'à Paris la droite a été chassé du cortège, nous affirmons nous, ne pas vouloir mêler notre solidarité avec ceux qui n'ont rien dit hier pour le Chili assassiné, qui ne diront rien demain pour le Salvador baillonné.

Même FO et CFTC, syndicats réformistes ou réactionnaires, qui ont pour vocation héréditaire de jouer l'Occident contre l'Est, ont rappelé leur attachement aux libertés (lesquelles ?). Eux, absents des luttes ici, les voilà donneurs de leçons internationalistes. Eux, qui ont oublié ou n'ont jamais su ce qu'était une grève, les voilà applaudissant Solidarité.

En réalité, tous les pouvoirs du monde, à des degrés divers, ont été ras-

surés par la reprise en main d'une Pologne, où le mouvement social remettait en cause, explicitement ou implicitement, trop de choses à la fois. Ils n'ont soutenu ce mouvement (à l'agonie) que parce qu'il risquait de destabiliser l'Union soviétique. Mais, du bout de lèvres car il ne s'agissait pas de bousculer trop violemment l'équilibre des forces mondiales. L'Union soviétique étant, tout comme les Etats-Unis, un pilier important du capitalisme, donc de l'exploitation et du pouvoir, donc de leur propre gagne-pain. Vous ne vouliez pas qu'ils se suicident, tout de même ?

C'est pourquoi Reagan et les autres (même le non-PNF y est allé de son couplet) s'en sont tenus à des attitudes de Don Quichotte et à des discours fleurant bon la démagogie et l'électoratisme. Tous ces gens-là ont beaucoup pleuré sur nos écrans, mais de retour chez eux, dans leurs bureaux douillets, ils ont en réalité, poussé un sacré soupir de soulagement.

# UN BILAN GLOBALEMENT CRAPULEUX

**L**A déclaration de Marchais au lendemain de la mise en place de l'Etat de guerre en Pologne a stupéfié bien des gens. S'alignant sur Moscou, les PC cubain et vietnamien, il a annoncé sa ferme intention de... "ne rien faire" et de laisser le "peuple" (sic !) polonais libre de l'évolution qu'il entendait poursuivre. On voit de quelle liberté il peut s'agir.

Tranchant avec les positions du PC Italien, le PCF n'a aucun scrupule à rappeler les liens étroits qui l'unissent au "grand-frère russe" dont il avait tiré, souvenez-vous, "un bilan globalement positif". A gauche et à l'extrême-gauche on qualifie cette position de "stalinienne" et on s'émeut, sans comprendre. En fait l'incompréhensible c'est que les virages du PCF surprennent encore. Pourtant, ces soi-disant "virages" ressemblent, à s'y méprendre, à une ligne droite. De l'Espagne révolutionnaire, à l'Afghanistan, en passant par le pacte germano-soviétique, la Hongrie de 56..., la politique internationale du PCF a été en constant alignement avec Moscou (tout ce qui était "crimes" à l'Ouest se transformait à l'Est en "erreurs"). Le seul intermède timide fut la Tchécoslovaquie de 68 où sous l'impulsion de Waldeck-Rochet (qui disparaîtra d'ailleurs peu après) le PCF exprima sa "réprobation".

Aujourd'hui, avec l'affaire polonaise, les quelques rares militants un tant soit peu conscients qui sont encore au PCF, contestent la position du Bureau Politique et se préparent à construire la sempiternelle opposition interne pour le Congrès 1982 du Parti.

Mais la prise de position communiste ne s'explique pas seulement par l'influence du Kremlin, elle a aussi ses causes dans le jeu politique français. Le PCF, vu l'état de ses forces ne peut prétendre à une plus grande participation gouvernementale. Il vise donc d'une part, à se renforcer, et d'autre part à se reconstituer une "colonne vertébrale" solide. D'où ses ruptures avec les intellectuels, ses interventions de plus en plus dogmatiques et réactionnaires (drogue, immigrés...). Electoralement le PCF est revenu à la situation de 1936. Il ne peut guère aller plus bas et c'est donc sans risques que ces positions sont adoptées, d'autant plus que les prochaines élections importantes n'auront lieu qu'en 1983. D'ici là... on recherche plus à renforcer l'appareil qu'à implanter l'organisation.

La CGT, s'affirme de plus en plus comme la courroie de transmission du PCF. Sa prise de position scandaleuse sur la Pologne, malgré les quelques effervescences provoquées en son sein, reste dans la logique de son sectarisme et de sa volonté de rompre avec une CFDT qui grignote quelque peu son terrain.

C'est pourquoi on ne peut indéfiniment jouer avec les mots, et que la vérité se révèle désagréable aux oreilles léninistes. Depuis longtemps, sur le plan de l'internationalisme, PCF et CGT sont disqualifiés pour parler au nom de la classe ouvrière. "Le Peuple", organe bimensuel de la CGT, ose écrire dans son numéro du 16 décembre : « Il faudra bien un jour que l'on discute et que l'on aille plus avant encore sur les causes qui font qu'on en arrive là, dans un pays socialiste, dans un pays où la classe ouvrière est au pouvoir ». Ainsi, les travailleurs polonais sont au pouvoir et décident de se tirer dessus ou de s'envoyer dans des camps ? Pour la CGT les prolos sont des masos ! La réalité des pays communistes c'est que ceux, au nom de qui le pouvoir exerce sa répression en sont eux-mêmes les premières victimes. C'est sans doute ce qu'on appelle la dictature du prolétariat.

C'est au nom de ce "socialisme réel" que PCF et CGT ont appelé à la non-ingérence, cette criminelle fumisterie, au moment où le destin polonais était dicté par Moscou, où les soldats russes étaient présents sur son territoire, que tout ce qui a eu lieu c'est fait avec la bénédiction de Brejnev. Et quand bien même ? Que viennent faire ici les problèmes d'ingérence ? Avec ce type d'arguments on aurait en 73 laissé tomber le Chili (on l'a d'ailleurs fait, mais plus tard).

Enfin, qu'est-ce qui est le plus mortel : une balle nationale ou étrangère ? Allez demander ça aux ouvriers de Gdansk abattus sur les pavés de leurs usines ! L'absence de liberté ne sera jamais une affaire intérieure.



### ILS ONT OSÉ LE DIRE

8 janvier — M. Gornicki, porte-parole de la junte polonaise, déclare : « Solidarité, à la fin, était un ramassis de gens méprisables, aveuglés par la haine et, j'ai honte de le dire, grassement payés par certains gouvernements étrangers... Il arrive que des mouvements ouvriers dégénèrent ». Cette déclaration constitue une découverte sociologique : après les "Etats ouvriers dégénérés" de certains, voilà la "classe ouvrière dégénérée" des autres. On n'arrête pas le progrès...

M. Gornicki en a également profité pour donner la définition communiste du syndicalisme : « Solidarité n'a jamais été un syndicat. Il y a des traditions bien établies en Pologne depuis plus de 30 ans. C'est ainsi que les syndicats polonais organisent les vacances des ouvriers, amassent des pommes de terre pour l'hiver, etc. Jamais Solidarité ne s'est occupé de ces problèmes. Solidarité a organisé des grèves. »



YALTA

# UN MONSTRE BIEN UTILE

**D**EPUIS le 12 décembre, toutes les voix, plus ou moins sincères, qui se sont élevées contre l'état de guerre en Pologne, ont rappelé sans cesse la conférence de Yalta. C'est le mur contre lequel se sont heurtées toutes les volontés qui tentaient de "faire quelque chose" pour la Pologne. Yalta est ainsi devenu une entité diabolique qui ne pouvait être bousculée sous peine de voir surgir une troisième guerre mondiale. Mais qu'est-ce que ce monstre, et à quoi sert-il ?

**C**'est que par un raccourci simplificateur que l'on parle du partage du monde à Yalta. En effet, dans le contexte de la Deuxième guerre mondiale, trois conférences essentielles eurent lieu entre Roosevelt, Churchill et Staline. A Téhéran (en décembre 43) deux points sont abordés. D'abord l'Allemagne, qu'on prévoit de diviser en plusieurs Etats après la victoire. Ensuite, la Pologne. A cette date, les Russes (grâce au pacte germano-soviétique signé en 1939) en occupent déjà une partie. L'accord entre les trois Grands porte donc sur l'extension de la Pologne, ou de ce qu'il en reste, vers l'Ouest jusqu'à l'Oder. A Yalta (février 1945), Staline se retrouve en position de force pour négocier, puisque ses troupes ont énormément avancé en Europe orientale. Les accords signés sont d'abord de type général. Liberté pour les peuples de choisir leur gouvernement, volonté des vainqueurs d'aider à établir en Europe des gouvernements démocratiques. Mais rien de plus précis, ni de plus concret sur ces points. Malgré bien des divergences, les Alliés décident ensuite des zones d'occupation en Allemagne, puis accordent à Staline la possibilité d'instaurer un gouvernement de type communiste en Yougoslavie (Tito), et enfin, ils s'entendent pour que, d'une part la Pologne rétrocède à la Russie les territoires occupés par elle depuis 1921 ; en échange, la frontière polonaise à l'Ouest, est fixée sur la ligne Oder-Neisse. La troisième conférence, réunie à Potsdam (juillet 45) par Staline, Churchill et Truman, n'aboutit, quant à elle, à aucune nouvelle entente.

## YALTA OU LA DÉPORTATION EN MASSE

Quoi qu'on veuille en dire, Yalta n'a pas partagé le monde. Par contre, les traités signés avec les pays de l'Axe dès 1946, ont bouleversé la vie de millions de personnes. Les modifications territoriales, notamment en Allemagne, Pologne, URSS, ont entraîné d'importants transferts de populations. C'est une application de la théorie du droit des Etats à disposer des peuples. Les Allemands de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie (au total, 12 millions de personnes) ont été envoyés en Allemagne, et les Polonais vivant dans les zones restituées à l'URSS ont dû se rapatrier. Pendant des années, des centaines de milliers de "personnes déplacées"

ont attendu dans des camps que l'on veuille bien décider de leur sort. Cette mise au point sur Yalta n'a pas une motivation pointilliste, elle ne répond pas au désir de travailler en nuances. Elle permet simplement de rappeler que c'est bien plus tard, au cours des années 50-80, que les impérialismes, tant russe qu'américain, se sont peu à peu partagé les zones d'influence dans le monde, à coups de guerres, de conflits plus ou moins localisés, de pressions économiques plus ou moins déguisées, de conférences plus ou moins avortées.

## YALTA, CE N'ÉTAIT QU'UN DÉBUT

La conférence d'Helsinki, en 1975, a consacré ce partage en deux blocs. Conçue dans le cadre des "Droits de l'Homme", elle engageait tous les participants (35 Etats au total), à s'abstenir « de toute forme d'intervention armée ou de la menace d'une telle intervention contre un autre Etat participant. » C'était d'abord l'acceptation, par tous les signataires, d'un état de fait et la porte ouverte à toutes les hypocrisies, qu'elles s'appellent Turquie pour les USA ou Pologne pour l'URSS. Il suffit que le char qui écrase la population ne porte pas l'aigle américain ou l'étoile soviétique pour que les apparences soient sauvées. La répression devient alors acceptable puisqu'il s'agit d'une "affaire nationale". C'est ce que souligne le communiste de l'agence soviétique Tass qui accuse Solidarité d'avoir eu une attitude « contraire aux décisions de la conférence de Yalta, puisqu'elle prévoyait une modification des forces en Europe et tendait à reconsidérer les alliances soviétiques extérieures de la Pologne. »

Se cacher derrière Yalta, c'est justifier, comme un état de fait "naturel", la déportation des populations, les tueries successives qui depuis 37 ans maintenant incendient le monde. On comprend qu'il soit utilisé à tour de bras par les puissances impérialistes lorsqu'elles ont décidé de se jeter sur une proie. Cela permet de pérenniser une situation et donc une domination du monde. Parler de "non-ingérence dans les affaires intérieures" de la Pologne, se servir de cela pour justifier l'immobilisme ou accroître l'impuissance, était tout simplement un mensonge des plus criminels.

LES POLONAIS FONT LA QUEUE POUR PAYER LE PRIX DE YALTA



# A LA CONQUÊTE DE L'EST

DANS le bouillonnement de la Libération, les minorités communistes des pays de l'Est, auréolées d'un antifascisme réel, s'intègrent aisément dans des "fronts patriotiques" et y rejoignent tous les mouvements nationaux de résistance. C'est sur cette base fragile que va se construire la puissance interventionniste soviétique dans ces pays, grâce à une stratégie faite à la fois de finesse et de coups de force à peine déguisés.

## LA PEAU DES "DÉVIATIONNISTES"

LA paix revenue, des gouvernements provisoires sont mis en place dans toute l'Europe orientale. Les communistes nationaux, formés à Moscou, y occupent des postes plus ou moins importants. Mais, c'est en réalité le Kominform, III<sup>e</sup> Internationale recréée après guerre, qui dirige et canalise leurs différentes évolutions politiques.

Peu à peu, un parti socialiste unique, à direction communiste, se met en place, les parlementaires libéraux étant progressivement écartés des allées du pouvoir. Parallèlement d'ailleurs, le Kominform lance internationalement des campagnes de séduction en vue de grossir les rangs des "compagnons de route", des associations pour la paix, pour les femmes... et de se créer ainsi une sorte de "tampon" occidental qui vienne assourdir les réactions possibles à son impérialisme boulimique.

Enfin, le processus à l'Est sera parachevé avec la formation de gouvernements uniquement communistes qui seront ratifiés par des élections (comme en URSS, à la même date, elles se feront sur des listes uniques de candidats).

Mais tous ces changements imposés ne vont pas sans quelques grincements de dents, même de la part de certains communistes eux-mêmes, qui ne comprennent pas ou n'acceptent pas toujours un tel hégémonisme. Ce sera alors la vague ininterrompue de procès spectaculaires qui élimineront ceux que, depuis lors, le PCUS prendra l'habitude d'appeler "déviationnistes". Ainsi, la structure politique définitive des pays de l'Est est mise en place. Restait, par une théorie stratégique qui est le pendant du plan Marshall en Europe de l'Ouest, à transformer cette victoire politique en avantage économique, à imposer une "colonisation" avantageuse pour l'URSS sur tous les plans.

## COMECON : DE LA CRÉATION A LA CRISE

EN 1949 est créé le C.A.E.M. (ou COMECON) qui rassemble autour de l'URSS : la Bulgarie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie. En 1950, la RDA les rejoindra. Aujourd'hui ce sont neuf états, puisqu'il faut ajouter aux précédents : la Mongolie et Cuba.

Dès la création, la pratique qui prévaut au sein du COMECON est celle de "la division socialiste du travail" : chaque pays est spécialisé dans des activités précises et complémentaires aux autres. Mais un tel accord est loin d'être un tant soit peu égalitaire. On constate en fait que la plupart des chantiers ouverts dans le cadre du CAEM l'ont été, comme par hasard, en URSS. Celle-ci absorbe

**A** partir de 1947, l'Union Soviétique dont l'avancée des troupes en Europe orientale pendant la guerre avait été importante, entreprend de modeler à son image, les territoires occupés. Ce qu'on appelle la "soviétisation" pourrait plus justement se désigner comme colonisation et exploitation.

aujourd'hui 40 % des ventes de biens d'équipements de ses partenaires et acquiert auprès d'eux 70 % des machines qu'elle importe. Tout ceci, bien sûr, à des prix relativement bas. Mais, c'est dans le domaine énergétique que l'exploitation est la plus éhontée. En effet, la formation des prix sur le marché a toujours avantagé l'URSS qui reste le fournisseur essentiel de produits énergétiques.

L'ensemble de ces données a donc accru l'intégration et la dépendance des pays de l'Est, en même temps que l'inégalité de développement entre les participants. De là des réticences, dont les plus fortes sont aujourd'hui exprimées par la Roumanie.

La période des années 70 montre une évolution importante au sein de ce contexte. En effet, dans tous les pays, à l'exception de la RDA, la production augmente moins vite que les investissements. C'est au détriment des produits de consommation que se maintient une faible croissance. D'autre part, pour maintenir celle-ci dans les secteurs essentiels, tous les pays socialistes ont dû faire appel, à des degrés différents, à l'étranger. En 1980, les six pays satellites devaient à l'Occident quelques 55 milliards de dollars. Treize pour la Roumanie, 27 pour la Pologne (on a pu voir d'ailleurs la modération des banquiers occidentaux face aux événements polonais : le capital n'a toujours pas de frontières). Mais l'endettement de ces pays est tout aussi important vis-à-vis de Moscou, ce qui permet

à celui-ci d'avoir un moyen de pression qui se révèle très efficace.

## LES CHARS DE LA "LIBERTÉ SOCIALISTE"

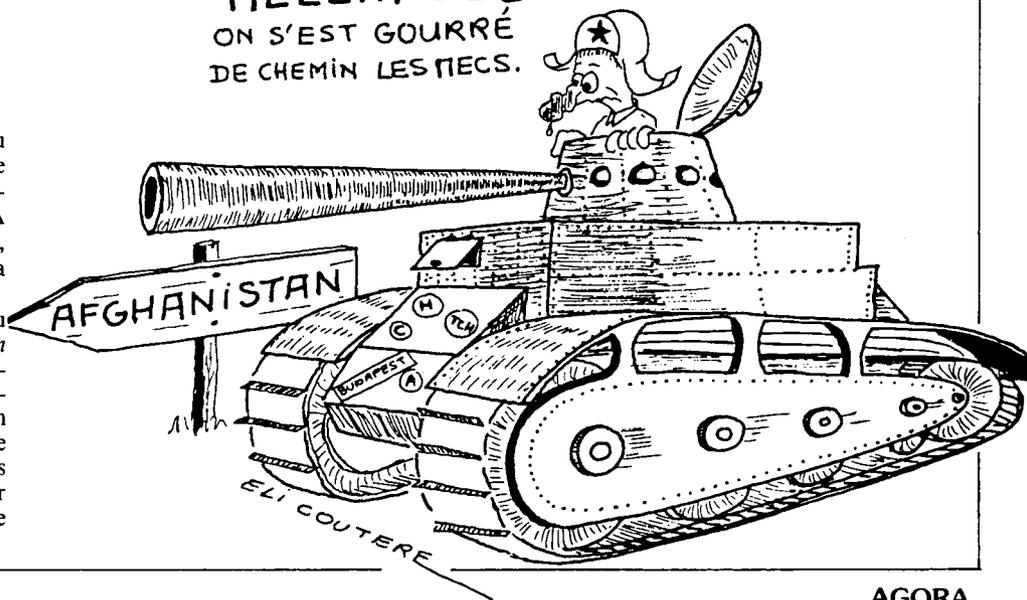
CETTE pression a aussi pris une allure militaire depuis la création, en 1955, du Pacte de Varsovie. Equivalent de l'OTAN, créé à la même époque, il place la totalité des armées nationales sous l'autorité russe. Les troupes soviétiques stationnent donc en permanence, et en toute légalité, dans les pays de l'Est. Il y aurait par exemple quelque 40000 soldats russes en Pologne. z.

Les rapports entre les diverses armées sont des plus étroits, les manœuvres les rassemblant, des plus nombreuses. A l'heure actuelle, c'est le maréchal Koulinov qui se trouve à la tête du Pacte. Sa présence à Varsovie, au moment de la mise en place de l'état de guerre, n'en est que logique.

Qu'elle soit politique, économique ou militaire, la colonisation russe est donc assurée depuis fort longtemps, et même si depuis quelques années des réticences s'expriment (la Roumanie est de celles qui rechigne le plus), il semble peu probable que des changements importants soient permis par les dirigeants du Kremlin. Dans cette chaîne, un maillon qui sauterait, même le plus faible d'entre eux, remettrait en cause l'ensemble. Et cela, le "grand-frère russe" n'est pas prêt de l'accepter.

## L'INVASION DE LA POLOGNE RETARDÉE

MÈÈÈR DÈÈÈ!  
ON S'EST GOURRÉ  
DE CHEMIN LES PÈCS.



« IL EST POSSIBLE QU'IL N'EXISTE PAS D'AUTRE MÉMOIRE QUE CELLE DES BLESSURES » (Milosz).

CHACQUE fois que les ouvriers sont descendus dans la rue, chaque fois qu'ils ont remis en cause les piliers du régime (le PC, "l'amitié avec le grand-frère russe", le Pacte de Varsovie), la machine répressive s'est mise en branle. Mais, même si la répression a été violente, partout les grèves passives, l'absentéisme, montrent à l'évidence, et entre autres choses, que la situation n'est jamais "normalisée" en profondeur.

Car la crise est trop grave, et de fait, en l'absence de pouvoirs intermédiaires ou diversifiés, toute protestation, à quelque niveau qu'elle se situe, de la plus révolutionnaire à la plus réformiste, ne peut que rentrer en conflit avec les centres mêmes du système : l'Etat et le Parti.

#### BERLIN : 1953

LA RDA, au sein du COMECON, dès 1950, a une place de choix. Spécialisée dans l'industrie lourde, elle se doit de maintenir une productivité à toute épreuve. Le stakhanovisme dernière trouvaille du PC soviétique est partout présenté comme le "nec plus ultra" du socialisme. En RDA, les normes de production sont donc augmentées de 10 % sans augmentation de salaires. Certains de ceux-ci se retrouvent du coup amputés de 30 à 40 %. A l'annonce de ces mesures, des révoltes ouvrières éclatent à Berlin-Est, mais aussi dans tous les centres industriels importants de l'Allemagne de l'Est : Leipzig, Dresde, Magdebourg et les ports de la Baltique.

La grève générale s'amplifie et les revendications s'élargissent. Peu à peu, surgissent des "comités d'initiative" qui d'une part tendent à se substituer aux administrations officielles, d'autre part exigent, outre des élections libres, le départ des soviétiques stationnés en RDA. Dans plusieurs villes allemandes, les sièges du PC sont pris d'assaut par les manifestants.

Le 17 juin 56, le général Dibrouwa, commandant militaire de Berlin-Est, proclame l'état de siège et fait appel aux troupes soviétiques. Selon les sources officielles, la répression fait une centaine de morts et 2500 arrestations. Dès le 22 juin, le Comité Central du PC allemand annonçait la mise en place d'un programme destiné à "corriger ses erreurs" et l'URSS accordait rapidement une aide économique.

Mais longtemps après encore, les grèves perlées, la résistance passive, montraient que les causes du mécontentement n'avaient pas été supprimées.

Il faut signaler d'autre part, que les émeutes de Berlin-Est eurent des échos à la même période en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie. La même année, la révolte de Vorkouta, dans le goulag soviétique, fut matée par l'armée. Mais là, cette dernière était chez elle : ce mauvais argument explique le mutisme de l'Occident sur cet événement, comme sur bien d'autres d'ailleurs.

UN lien étroit unit les ouvriers de Berlin-Est de 1953, à ceux de Pologne 81. L'ensemble des classes ouvrières des pays de l'Est a en effet connu la répression exercée, directement ou indirectement, par les troupes du Pacte de Varsovie.

Même si la situation a profondément évolué dans l'empire russe, on retrouve depuis 1947 des revendications analogues exprimées tant à Berlin, qu'à Budapest, Prague ou Varsovie.

#### POZNAM : 1956

POUR des raisons d'abord économiques, des insurrections ouvrières éclatent en Pologne en juin 1956. Là encore, les ouvriers s'organisent en Conseils. Les troupes soviétiques interviennent et le PC est épuré : Gomulka est réélu au Comité Central. Il promet des changements, élimine des cadres administratifs et supprime les entreprises agricoles, nationalisées auparavant.

#### HONGRIE : 1956

DÈS 1953 on assiste à une certaine libéralisation dans le PC hongrois. Imre Nagy, tenant de la "nouvelle ligne" est malgré tout renversé par les staliniens de l'appareil. En octobre 1956, le mouvement ouvrier s'organise en Conseils, les grèves et les manifestations s'amplifient. Les revendications portent à la fois sur : la mise en place d'élections libres, la suppression de la police secrète,



1970, Gdansk : la milice tire sur les ouvriers

le retrait des troupes soviétiques du territoire hongrois. Celles-ci, à l'appel du PC, interviennent une première fois. Fait unique, elles sont repoussées par les ouvriers, les étudiants et la troupe hongroise commandée par Maleter. Le PC hongrois tente alors de jouer la carte du renouveau. Nagy, rappelé, devient premier ministre et, à la tête d'un gouvernement d'union, annonce le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie.

Cette dernière mesure provoque l'intervention immédiate des troupes de l'ensemble des pays de l'Est. Le parti est rapidement remis en place avec, à sa tête, Kadar. La répression frappe au sein du PC : Nagy et Maleter se retrouvent à Moscou. Nagy a probablement été exécuté en 58. Des tribunaux spéciaux fonctionnent pendant toute l'année 1957, au cours de laquelle, grèves et manifestations, prennent peu à peu fin.

## PRAGUE : 1968

EN Tchécoslovaquie, la déstalinisation a été plus tardive que dans les autres pays satellites, comme le montre le maintien de Novotny à la tête du PC en 1967. Face aux "durs" se dressent peu à peu les libéraux, dont le chef de file, Dubcek est secrétaire général du PC slovaque. Il est élu, en janvier 68, à la tête du PC tchèque. L'élimination de l'équipe plus stalinienne est marquée par la démission de Novotny de la Présidence de la République où il est remplacé par le général Svoboda.

Le "Printemps de Prague", au départ, ne s'exprime que par des changements d'équipe, d'orientation au sein du PC. Mais le socialisme "à visage humain" de l'équipe Dubcek est amené à faire des concessions de plus en plus grandes à une opinion publique qui prend goût à la liberté d'expression. Et, pour Moscou comme pour tous les pouvoirs du monde, la liberté est une drogue très dangereuse qui doit être consommée à des doses homéopatiques. Le 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie (à l'exception de la Roumanie) pénètrent dans Prague.

L'accord de Moscou, signé par Dubcek, marque la fin du "printemps". La "normalisation" s'accélère : Dubcek est écarté. Des procès, en 1972, épureront le PC à la tête duquel Husak assurera désormais la pérennité des liens "d'amitié" avec le Kremlin.

## POLOGNE : 1970-1976

DEPUIS 1953, le renouveau de Gomulka a montré ses limites. La crise dans les pays de l'Est provoque la hausse des produits alimentaires. Les ouvriers révoltés de Gdansk et de Gdynia, au nom d'un "communisme démocratique", déclenchent d'importantes grèves. A Gdansk, le siège du PC est incendié. Le PC polonais n'aura pas besoin de faire appel aux troupes du Pacte. Milice et armée se chargeront de la répression qui, officiellement, fera 45 morts et 1165 blessés. Les "Gomulkistes" (Gomulka en tête) seront éliminés au profit d'une équipe plus technocrate animée par Gierk.

En 76, de nouvelles hausses de prix, une nouvelle dégradation de la vie économique, provoquent des manifestations à Radom. Encore une fois, la répression purement polonaise suffit et Gierk, pour un temps, reprend son programme.

Proletariusze wszystkich krajów, łączcie się!

## Trybuna Ludu

ORGAN KOMITETU CENTRALNEGO POLSKIEJ ZJEDNOCZONEJ PARTII ROBOTNICZEJ

**WOJCIECH JARUZELSKI: Zwracam się do wszystkich obywateli – nadeszła godzina ciężkiej próby. Próbie tej musimy sprostać, dowieść, że Polski jesteśmy walczyć!**

### Ukonstytuowała się Wojskowa Rada Ocalenia Narodowego Rada Państwa wprowadziła stan wojenny na obszarze całego kraju Przemówienie gen. armii W. Jaruzelskiego



Trybuna Ludu, 17 décembre : « Il n'est pas nécessaire de commettre un délit pour être interné. Le seul fait de présenter le danger d'en commettre un suffit ».

## FRANCE :

### IMAGINEZ...

**L**A militarisation de plusieurs centaines d'entreprises polonaises et, ce faisant, de leurs travailleurs, a scandalisé à juste titre. "L'Etat de guerre" utilisé contre un peuple, les actes de désobéissance des salariés devenus passibles des cours martiales, il y a assurément de quoi révolter tous ceux auxquels la volonté d'uniformisation des galonnés chiliens, turcs ou polonais, n'inspire que crainte et dégoût. Légale, une telle militarisation des individus et de l'économie était même prévue par la Constitution. Bien sûr, cela ne peut être qu'à l'Est. Bien sûr ? Voire.

Imaginez qu'un Etat occidental se soit doté de dispositions qui, "en cas de menace", confèrent à son gouvernement le droit de requérir les personnes, les biens et les services. Imaginez que ces dispositions lui attribuent le droit de pouvoir contrôler de façon permanente et d'utiliser immédiatement à ses fins, quand il le juge utile, n'importe quel secteur économique, n'importe quelle région géographique, n'importe quelle "fraction de la population". Imaginez qu'en vue d'"immobiliser" les travailleurs dans leur emploi, les autorités aient entrepris de fichier tous les fonctionnaires, ouvriers et employés, que tous les hommes qui n'ont pas ou plus d'affectation militaire puissent être, de 18 à 50 ans, assimilés aux militaires et jugés comme tels dès que sont appliquées ces mesures ; que toutes les femmes travaillant peuvent être soumises à un tel "statut de défense", pour peu toutefois qu'elles ne soient pas enceintes ou n'aient pas la charge d'un enfant d'âge scolaire. Vous penseriez qu'un tel Etat dispose d'un fantastique appareil antipopulaire assurément fort dangereux. Et vous vous empresseriez, sans nul doute, de protester...

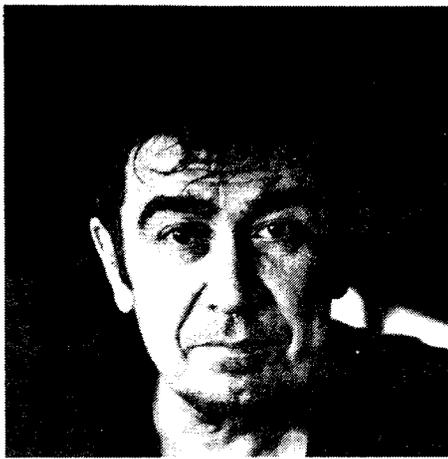
Point n'est besoin de laisser vagabonder votre imagination. Ces mesures

sont bel et bien prévues, en France, par l'ordonnance du 7 janvier 1959. La France n'est pas la Pologne. Certes. Il n'en reste pas moins que, sur simple décision du gouvernement, un travailleur s'absentant de son travail peut être, "en cas de menace", considéré comme un déserteur et condamné comme tel par un tribunal militaire. Que la discipline militaire serait applicable et que ceux qui appelleraient à la grève "par quelque moyen que ce soit, qu'ils aient ou non été suivis d'effets", pourraient être accusés de provocation à la désertion et être, de ce fait, condamnés jusqu'à dix ans d'emprisonnement. La France n'est pas la Pologne mais nulle part cette "menace" n'est définie et la seule application qui ait été faite de ces dispositions se situe en mars 1963, lors de la grève illimitée des Charbonnages de France. Unis et déterminés, les mineurs n'obéirent pas et le pouvoir dut reculer pour négocier. Depuis lors, les gouvernements successifs ont si peu renoncé à l'utilisation éventuelle de l'ordonnance que ce système a sans cesse été perfectionné.

La France n'est pas la Pologne. Mais, mis en place par la droite, ce dispositif liberticide n'en reste pas moins utilisable à tout moment. Le Programme Commun des partis de gauche prévoyait, en 1972, sa suppression. Force est de constater qu'aujourd'hui au pouvoir, ils ne se montrent guère empressés à passer aux actes. Pourquoi ne pas les y pousser ?

#### PARADOXE LÉNINISTE

Varsovie, 13 décembre, général Jaruzelski : « Il n'est possible de réaliser et de développer la démocratie que dans le cadre d'un Etat fort où l'ordre légal est respecté. L'anarchie porte atteinte à la démocratie. Elle va à son rencontre ».



# Armand Gatti : à la recherche de la parole errante

**AGORA** — Si l'on poursuit ton itinéraire, à travers les supports d'écriture très diversifiés que tu as utilisés, on remarque ta constante recherche des rapports entre l'homme et l'histoire. Et il me semble que dans cette recherche d'une certaine identité, la puissance du verbe comme force de régénération, comme principe d'identité, a une place de choix. Est-ce une des clefs de ton travail ?

**GATTI** — Je pense que dans la perspective de changement du monde extérieur, tout changement ne sera qu'imparfait ou inopérant s'il n'est pas accompagné d'un changement des structures mentales. Or, qu'est-ce qui supporte les structures mentales ? C'est le langage. La police des consciences de ce qu'il y a à dire c'est le langage, ce par quoi se matérialise, par quoi on communique avec les autres. Alors, si l'on ne change pas le langage, si on n'a pas une façon autre d'appréhender le monde, si le langage n'intervient pas pour redonner à chaque chose sa pluralité d'interprétations possibles, tous nos efforts pour arriver à la construction d'un monde autre, d'une existence différente, s'avèreront vains.

On a encore près de nous, le souvenir de la guerre d'Espagne qui avait produit un véritable traumatisme dans le monde libertaire. On ne parlait que de ça, d'ailleurs dans ce que je fais il y a des échos, il y a toujours un espagnol quel que soit le sujet... Et bien, je me souviens toujours d'un libertaire espagnol qui me disait : « Nous avons perdu la guerre d'Espagne non dans ce qui s'est passé, mais dans la traduction que nous en avons fait. » Et là on retrouve le rôle du langage. Pris en charge par d'autres mots ça aurait pu être quelque chose de différent. Nous sommes redevables de la parole.

**AGORA** — A la recherche de cette parole errante, comme tu l'as définie toi-même ta démarche, tu l'as retrouvée au Guatemala au moment de l'intervention de l'United Fruit, dans la jeune Chine Populaire dans le Cuba de Fidel enfin... Comment s'articulait ton écriture avec ces expériences naissantes ? Quelle était surtout ta différence d'approche avec un Joris Ivens, par exemple, qui, à son tour, a essayé de traduire ces mêmes moments ?

**GATTI** — L'idée que tout n'était pas mort dans le langage politique, que l'écriture — et l'écriture cinématographique — avaient leur place dans les luttes de mon temps, a conduit ma recherche. Mais le réalisme socialiste, qui était le langage en cours, la langue qui devait exprimer le

**COMMENT** présenter en peu de mots Armand Gatti ? Comment parler de ce sacré bonhomme tout en force, tout en noir, tout en verbe ? La Résistance, le journalisme, le théâtre, le cinéma enfin, l'ont habité à un moment ou à un autre dans cette quête sans fin qu'il appelle recherche de la parole errante.

Pour Gatti, la politique va de soi, mais elle est de l'ordre de la poésie, de ce "faire" qui ne s'arrêtera pas aux limites du réel, qui ira fouiller dans l'univers paradigmatique du possible.

Chroniqueur judiciaire au "Parisien Libéré", celui issu de la Résistance, il fera des procès imaginaires de Michaux, Boulez, Eluard, auxquels on ne pourra pas refuser le mot réel. Grand reporter à Libération, il recevra le Prix Albert Londres en 1954.

Dans sa quête, l'événement et la littérature se nourrissent sans cesse l'un de l'autre. Ainsi son voyage au Guatemala sera à l'origine de sa première pièce, "Le Quetzal". Son expérience concentrationnaire se cristallisera en trois pièces : "L'enfant-raï", "La deuxième existence du camp de Tattemberg" et "Les Chroniques d'une planète provisoire". A partir du même sujet, naîtra un film, "L'Enclos", prix de la critique à Cannes en 1956.

Jean Vilar montera "Le crapaud-buffle". Le Festival d'Avignon accueillera en 1977 "Le cheval qui se suicide par le feu", le cheval de Makhno, "La passion du général Franco", "La colonne Durruti", "Le canard sauvage", autant de maillons de cette recherche. Aujourd'hui, il nous présente sa dernière étape provisoire, l'Irlande, et son "Labyrinthe".

changement, me posait un problème, car comme je disais tout à l'heure, le langage est le support des structures mentales. C'est ainsi que le langage d'un révolutionnaire ne pouvait prendre pied qu'à partir du fantastique.

Joris a dit un jour : « La caméra est un fusil », c'est une de ses formules. Je serais, quant à moi, enclin à dire que la caméra est une caméra. Quelque chose d'infiniment plus intelligent qu'un fusil. Il y a un tout autre combat que celui du fusil et je crois que c'est là que se trouve la différence d'approche. Lui, il le voit comme un des sens premiers, moi si ça n'emmène pas une dimension nouvelle à l'homme et bien, je dis que quelque chose ne va pas. C'est en quoi je suis logique avec ce que je crois. Me battre pour le pouvoir ne m'intéresse pas. Je me bats pour une prise de conscience. Ivens est marxiste, moi je suis libertaire. C'est la différence.

Pour lui la prise de pouvoir était une

chose très importante. Je me souviens d'avoir eu avec lui une discussion au moment de mai 68. Il était très, très étonné et alors il m'a dit : « Tu es anarchiste alors !... Tu sais qu'ils se sont très mal conduits à la guerre d'Espagne ? » !

C'est à ce genre de chose qu'on peut mesurer la distance qui sépare nos approches différentes. Le fusil est déjà le principe du pouvoir, voilà ce que j'ai essayé de dire dans "El otro Cristóbal".

**AGORA** — Revenons à l'écriture de "El otro Cristóbal". Tu prends les événements cubains non point pour en faire un documentaire, mais pour nous ouvrir plutôt une porte vers l'imaginaire, vers l'utopie de ce Nouveau Monde où se trouve l'île...

**GATTI** — Exactement. C'est-à-dire que ça a été un tournant dans ma vie, tournant qui a été un échec. Je suis allé pour dire qu'il y a un langage politique — moi je m'exprime dans le cinéma — et que ce

langage doit prendre en charge l'imaginaire, il doit prendre toutes les forces de l'homme. Le langage politique ne doit pas se limiter au langage économique, mais il ne s'agit pas ici de le remplacer par l'imaginaire, mais de les multiplier l'un par l'autre et les confronter l'un dans l'autre.

J'ai pensé que "El otro Cristóbal" c'était nous commençant cette découverte de l'Amérique. Mais c'était la révolution et c'est pour ça que le personnage principal est "el organo de Manzanillo" qui avait lancé l'insurrection, donc la fin du colonialisme. Ce personnage encombrant, qu'on traîne partout dans le maquis, qui joue à contretemps, qu'on voit partout, dans les circonstances les plus invraisemblables. Dans le meilleur des cas, c'était un accessoire comique dans une révolution, car le révolutionnaire est un monsieur qui fait fonction de révolutionnaire. Et bien, l'orgue de Manzanillo, est un personnage principal dans mon film.

C'est un peu ce que j'ai essayé de faire lorsque j'ai monté "La tribu de Carcana" — Carcana c'était le nom de guerre de Durruti réfugié à Berlin. Lorsqu'on attendait de lui un coup de main et que son intérêt se porte vers un œuf géant d'archéopteryx. Je ne sais pas si c'est bien passé dans la pièce, car c'était un scandale du point de vue révolutionnaire. Un révolutionnaire a un comportement géant, il ne va pas s'intéresser à un œuf géant... Qu'est-ce que vient faire là un œuf géant ? Ce n'est pas une provocation. Ça veut simplement rappeler qu'un révolutionnaire c'est quelqu'un qui n'a pas un comportement prévu. Quelqu'un qui a tous les possibles en lui.

**AGORA** — Après ce bref détour par Berlin, revenons à Cuba. Parmi les personnages fantastiques, outre l'orgue de Manzanillo, on trouve une baleine, D'où vient-elle ?

**GATTI** — Ce n'était pas simplement Moby Dick, toute cette mythologie américaine autour de la baleine, dont les empreintes existent jusqu'à la littérature d'aujourd'hui, cette baleine a une énorme importance pour moi.

Mon père, qui était un vieux libertaire qui a fait le tour du monde pourchassé pour ses idées, avait un grand rêve. Son grand truc c'était la baleine. C'est une des raisons pour lesquelles on s'est trouvés à Monaco, où je suis né. Il y avait la baleine dans le Musée océanographique, cette baleine sous laquelle il y avait un orchestre qui jouait.

Alors, lorsque je me suis retrouvé à Cuba il y a eu ce morceau de vieux rêve d'un libertaire. J'ai reconstruit exactement cette baleine avec un orchestre qui jouait réellement. C'est ça "El otro Cristóbal", le vieux morceau d'un gars qui y avait mis toute sa vie. C'est une autre façon de découvrir le nouveau monde. Sans bateaux, sans calculs.

Quoique là aussi, l'histoire de Colomb se discute, parce que vous savez que l'histoire de la découverte a été écrite par Colomb avant de partir. C'est ça qui est formidable ! Il attribue ça à une révélation de Saint Jean de la Croix qui lui serait paru en rêve. D'où l'autre Colomb, ce vieux rêve d'un libertaire qui, à son tour,

## Le Labyrinthe

**A**RMAND Gatti est allé à Derry, essayant de comprendre ce peuple luttant depuis huit siècles, essayant d'appréhender l'identité de cette dernière colonie occidentale, colonie blanche...

« La ville est quadrillée par des caméras et les Brits s'appliquent à provoquer des affrontements hautement sophistiqués. La charge brutale est rare. On cherche plutôt à faire vivre les personnes dans les dossiers. Provoquant rituellement, dans des endroits précis (à Derry c'est William Street) on se limite à donner un visage à ces manifestants, et puis un beau jour, suivant le moment, c'est la grande rafle.

L'Irlande est avec l'URSS le seul pays occidental où il y a des arrestations préventives. Le tribunal, presque l'inquisition, car ses membres sont inconnus, n'est pas tenu de motiver ses décisions. C'est pour la sécurité, tout simplement.

Alors l'IRA doit répondre à cette guerre sophistiquée, et quand les armes n'arrivent pas, la lutte s'étiole. On a bien cherché une réponse sur place. Ce fut l'époque des coop-mix, ces explosifs domestiques, très instables, qui provoqueront 130 morts dans les rangs de l'IRA, lors des transports, et cela en un an.

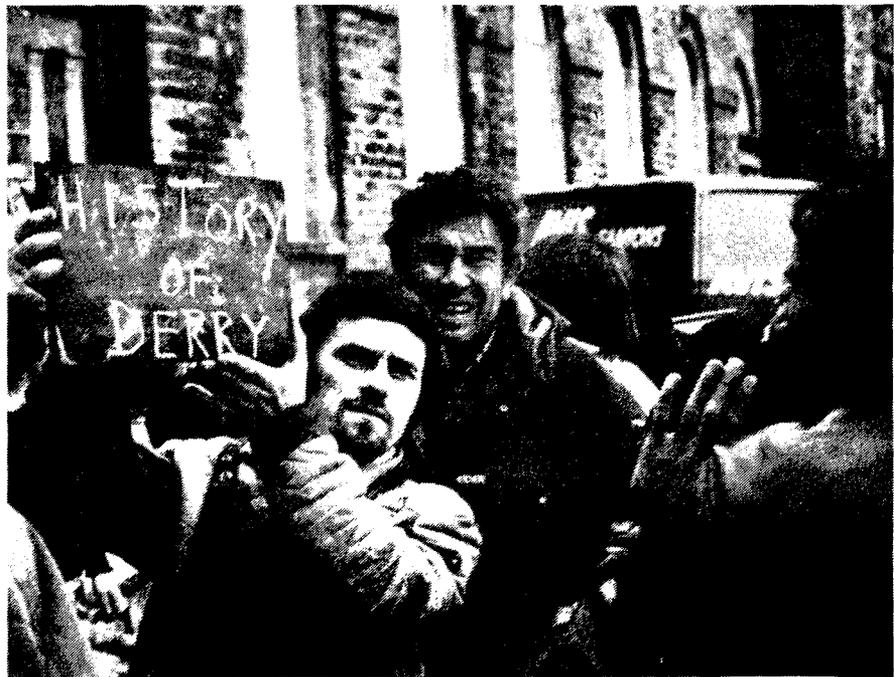
Comment continuer la lutte ? Dans les prisons, où se trouvent en général des gens conscients, souffrant de ne pas pouvoir continuer la lutte, on a essayé le seul front possible, la lutte pour le statut politique. Avec leur seule arme : la grève de la faim.

Cette faim qui fait partie de leur histoire. Au XIX s., l'Irlande est passée de 6 millions à 2,5 millions d'habitants, car le blé était retiré par les anglais et les pommes de terre étaient victimes de la maladie. Mais pour Paddy Doherty plus terrible que la Grande Famine, ce fut le Grand Silence, la perte de leur langue, le gaélique.

A ces enfants, fréquemment illettrés qui harcèlent à longueur de journée les Britanniques, Doherty, vieux travailleur libertaire, a consacré son enseignement. C'est le cas de cette fille, Rosaline, qui avait gravé au couteau le seul nom qu'elle connaissait, le sien, sur son bras et elle grattait chaque jour pour que ça reste présent. Cette existence à travers le mot, ce culte du verbe, c'était une aventure.

Les héros de mon film ne voulaient pas une fin heureuse. Ils n'avaient rien. Que la misère. La seule possibilité d'exister c'était d'avoir leur nom sur la pierre dans un mémorial de l'IRA. C'est ça le drame de l'Irlande. La possibilité d'exister est tellement fermée qu'il vaut mieux passer à un autre stade, le mot écrit.

J'ai essayé de ramener tout ça à une pièce. J'ai pris un gréviste de la faim de 19 ans qui va chercher un endroit pour vivre et mourir dans des formes d'expression diverses et il n'en trouve pas. Lui, c'est une pièce en transit. C'est ça le labyrinthe. »



lui consacrer toute sa vie. J'ai voulu mettre tout ça dans ma vision de l'insurrection cubaine.

Cette baleine a fini dans le carnaval de l'ICAIC, l'institut cinématographique cubain. C'est pour ça que je dis que ça a été un échec. Mais ça ne fait rien. Ça a été fait, ça a été dit, ce rêve s'entrecroisant à la révolution cubaine.

**AGORA** — A ce propos, est-ce que ton œuvre raconte l'histoire d'un échec ?

L'impossibilité d'appréhender cette parole écrasée, comme l'a été le mouvement ouvrier dont, après la guerre d'Espagne, on n'a connu que les enterrements ? De "La colonne Durruti" à "La première lettre" en passant par "Le cheval qui se suicide par le feu", tu nous montres une longue série de marches funèbres...

**GATTI** — Il faudrait définir l'échec. Mon œuvre est une remise en question continue. Un échec est une question d'inter-

prétation personnelle, ça ne peut pas être une question extérieure, sinon dans un sens petit-bourgeois, ce que nous refusons nous tous. L'échec, la réussite...

Cet échec pour moi de ne pas avoir pu donner au rêve de la baleine cette existence-là, ou en tous cas l'impossibilité de la faire recevoir dans ce sens-là, m'est tout à fait personnel. Et, à l'opposé, dans "Le canard sauvage" lorsqu'on se trouve face à Boukovski, même si le personnage est bien vivant, et l'apparence externe de l'œuvre plus optimiste, ne doit-on pas parler d'échec lorsqu'il finit en écrivant des pages à la gloire de Mme Thatcher ?

Par contre, lorsque je parle de Durruti, ce n'est pas un chant funèbre, non, jamais ! Dans le cas de Buenaventura, le camarade est tombé. Tous les hommes sont mortels. Mais il a fait des choses qui ne sont pas comme les autres. C'est ça qui est intéressant.

**AGORA** — Dans ton cheminement, on voit constamment les réalités d'aujourd'hui se mettant à parler avec celles d'hier. Pourquoi alors, ayant été résistant, on ne trouve de film sur la résistance qu'en 1979 avec "La première lettre" ? Pourquoi avoir choisi pour sa réalisation L'Isle d'Abeau ?

**GATTI** — Ce n'est pas tout à fait exact. J'avais auparavant, à la demande du metteur en scène Louis Daquin, essayé de réaliser un scénario sur le groupe Manouchian, sur l'Affiche rouge. J'ai commencé à vivre avec tous ces personnages, écrivant scénario sur scénario. L'euphorie soixante huitarde passée, les producteurs vont oublier le projet... Au moins pour un certain temps, car un de ces scénarios servira plus tard à un film qui aura pour titre "L'Affiche rouge", mais ceci est une autre histoire.

Quand on a présenté aux ouvriers de la région de Rouen ces textes et les questions se posant à travers eux, sur la Résistance, les immigrés, etc., leur enthousiasme ne fut pas très grand. Ils ne s'identifient pas du tout à ces héros. Seul un d'entre eux saura les toucher, Rouxel.

Fils d'un égoutier parisien, il sera fusillé à 16 ans. A la veille de sa mort, il s'est aperçu qu'il était amoureux d'une fille et il n'a jamais osé lui dire. Il pouvait poser une bombe, mais il n'osait pas lui dire. Sa dernière lettre sera cette première lettre d'amour !

Grâce à cette lettre, il sera le rescapé, on le prendra comme personnage pour notre expérience à l'Isle d'Abeau.

Pourquoi l'Isle d'Abeau ? Dans cette ville, il n'y avait rien. Les morts jeunes, pendant l'occupation, étaient tous miliciens, pas résistants. En plus on prenait quelqu'un qui n'était même pas de la région. Nous cherchons toujours à aiguïser les contradictions, à donner aux gens les moyens de se dépasser eux-mêmes et les faire aller vers des lieux où ils ne seraient pas allés seuls et que peut-être un jour ils découvriront comme les leurs.

L'expérience se composera de six films, retraçant, sous la forme d'un opéra, six moments de la vie de Rouxel, six moments qui seront habités par les gens de l'Isle d'Abeau confrontant leur propre vie à celle du jeune Rouxel.

Tout cela se fera sur le plan de la rencontre. Ainsi, aux paysans, aux écoliers,

aux apprentis, qui retraçaient ces mêmes moments de la vie de Rouxel, sont venus se joindre, à la suite de malentendus cocasses, les chœurs des gendarmes et celui des moines. Les premiers retraçant la résistance, les moines habitant le dernier épisode : la mort.

Le tout non sans problèmes. Fallait-il les éliminer sous prétexte de je ne sais quel purisme libertaire, donnant ainsi une belle preuve de notre intolérance ? Ces gens-là ont choisi l'utopie et cela nous pose peut-être à nous des questions très profondes et pas simplement des problèmes de sacristie.

C'est pour les mêmes raisons que l'on voit Saint François d'Assise dans "La passion du général Franco". Pour moi, Saint François d'Assise c'est un libertaire. C'est le grand hérétique de l'Occident. Pourquoi n'a-t-il pas été brûlé ? Toute la question est là. Il avait un impact fantastique sur les gens. Il était toujours du côté de la vie. Il n'a pas été brûlé, il a été récupéré. Et le Pape a chargé Saint Antoine de Padoue, ce petit gros stalinien, de remettre de l'ordre.



**AGORA** — De ton expérience concentrationnaire — dans le camp de Linterman, près d'Hambourg —, tu as tiré une série de trois pièces de théâtre, et un film "L'Enclos" réalisé en 1956 et qui aura le prix de la Critique au Festival de Cannes.

Pa rapport à d'autres films de l'époque, comme "Nuit et Brouillard" de Resnais, ce film apporte un élément radicalement nouveau, scandaleux même à l'époque, les héros du film sont un juif (Jean Negroni) et un communiste allemand (Hans Blech) internés dans le même camp. Pourquoi ces personnages diamétralement opposés ? Pourquoi pas d'autres internés plus courants ?

**GATTI** — L'histoire est partie d'un Espagnol antifranquiste et d'un Italien antifasciste qui étaient les deux meilleurs amis du monde. Un soir, l'Espagnol ayant lancé une plaisanterie sur Mussolini, l'Italien s'est cru obligé de défendre l'honneur de son pays en contrattaquant sur Franco, et une dispute a suivi cette situation tragico-mique.

Ça me semblait plus juste de prendre un communiste allemand et un juif en tant que juif, peu importe qu'il soit français,

polonais, etc. Il y a autour, d'autres nationalités. L'Espagnol y est bien sûr, mais la trame est constituée par ce juif et ce communiste allemand, parce que cela me semblait plus proche du combat mené dans les camps.

Dans les années cinquante une présentation tendancieuse de cette époque, unie à une curieuse mémoire collective française, avait fait de tous les Allemands des bourreaux, des boches. Or, dans cet enclos, baignant dans l'horreur concentrationnaire, on trouve deux êtres. L'un, innocent, interné là-bas non par ses actes mais par ses origines, parce que juif. L'autre, le communiste allemand est là par son opposition à la barbarie nazie. Il connaît les raisons de son internement. Face aux horreurs du camp, il tire de sa lutte des raisons pour résister. C'est celui-ci qui devra enseigner au juif le sens d'un combat.

**AGORA** — Comment peut-on suivre ta démarche créative ? As-tu abandonné le journalisme (chronique du réel) pour pouvoir écrire ces faits qui auraient pu avoir lieu ? En fonction de quoi détermines-tu tes diverses formes d'écriture ?

**GATTI** — C'est toujours la nécessité qui impose mon choix. J'ai fait du cinéma parce que j'en ai eu la possibilité. Quand je n'ai pas pu, comme dans le cas du "Labyrinthe", j'ai fait du théâtre, ou de la poésie. Si je m'étais accepté comme cinéaste, soumis à la commission de la cinématographie, je n'aurais pas fait grand chose. Passer d'un langage à l'autre c'est une ascèse, un petit drame personnel, mais maintenant je commence à m'y faire.

Quant à ma démarche, elle tient en peu de mots. Je suis le fils d'immigrés. D'un balayeur et d'une femme de ménage. A tel point que l'immigration était ma véritable nationalité. Ce personnage formidable qui était mon père a rempli mon enfance d'histoires. Pour moi c'était la littérature absolue, ce que je cherchais et que je cherche encore, car je ne l'ai pas trouvé, c'était un autre monde, une autre mesure, conditionné à ma façon de le respirer, de le voir. Le mot fasciste, dit par lui, voulait dire tout autre chose que dans n'importe quel bouquin.

Cet homme a été tué très jeune, beaucoup plus jeune que moi maintenant et lorsque sa caisse est descendue en terre je lui ai dit : « Tout ce que tu n'as pas dit je voudrais essayer de le dire à ta place, parce que ce n'est pas juste que tu sois là. »

Après il y a avait la guerre. J'étais dans le camp de concentration, un tas d'expériences qui ne me portaient pas dans le champ de l'expression, en fait. Mais la première chose que j'ai fait lorsque la guerre s'est finie, c'était d'essayer. C'est pour cela qu'une de mes premières œuvres était "La vie imaginaire d'Auguste G.". Mon écriture est cette recherche d'une vie, d'un moment qui représente pour moi l'espoir des hommes, ce qui est une chose fondamentale, même si ça subit des contrecoups. Je me sens solidaire de ces hommes.

(Propos recueillis par Xavier VADILLO-AURTENETXE)

# LA SOCIOBIOLOGIE EN QUESTION

## Constats :

La biologie étudie les structures vivantes, leur organisation interne, leur origine et leur développement. C'est une science assez jeune qui, dans bien des domaines, en est encore au stade de la recherche. Son intérêt particulier est sans doute qu'elle s'attaque directement à la connaissance de l'être humain, considéré comme un organisme vivant partie intégrante de l'univers qui l'entoure. La sociobiologie, elle, cherche plus spécialement à étudier l'organisation interne, non plus de l'individu, mais de la société animale ou humaine, en utilisant pour ce faire les données de la biologie nucléaire, de la génétique et de la neurophysiologie. Ces recherches ont toujours soulevé de grands débats tant scientifiques qu'idéologiques. Certains scientifiques ont cru bon d'affirmer que suite à leurs travaux ils pouvaient désormais poser les bases d'une connaissance de l'homme et des sociétés objective et — scientifique... Les médias se sont polarisés sur quelques sujets "brûlants" : les manipulations génétiques, les "bébés-épreuves" et le racisme.

## Subjectivement vôtre...

Il est indéniable que la science n'est pas neutre, objective : elle est le produit de l'activité humaine créatrice. Et tel ou tel scientifique, comme tel ou tel philosophe, ne peut se prétendre "dieu" : il ne peut révéler qu'une vérité, n'appréhender qu'une facette de la réalité, et non — la vérité, ou — la réalité. Nous nous devons donc, en toute lucidité, de tenir un langage subjectif sur les différentes découvertes et recherches scientifiques. Difficile d'agir autrement ! Mais il faut le dire clairement : tout discours est subjectif ; et revendiquer sans fausse honte ni scrupules cette subjectivité. Cette attitude, seule, peut permettre d'éviter l'écueil d'une idéologie totalisante ou d'un aveuglement béat et impuissant.

## Poivre ou sel ?

Au siècle dernier, Darwin nous a permis de resituer l'histoire humaine au sein de l'histoire naturelle. En analysant un phénomène observé : la lutte des espèces pour la vie, il a cherché à expliquer nos origines, notre évolution et à suggérer notre devenir. Kropotkine (vous l'aviez oublié ?) a repris certains développements de Darwin, mais en analysant plus particulièrement un autre phénomène : l'entraide. Mendel, de son côté, a mis au point quelques lois fondamentales de génétique. Et des biologistes d'aujourd'hui s'aident des découvertes de la thermodynamique et de la cybernétique pour tenter d'établir une théorie de l'information, afin de faire le lien entre les éléments qui seraient innés et ceux que nous aurions acquis. Chacun selon sa formation et

sa propre expérience de la vie tient à la fois un discours scientifique et, disons le, philosophique en fonction duquel il oriente ses recherches (ou inversement !). Les courants de pensée qui s'appuient sur les recherches en sociobiologie sont donc assez variées.

## Une machine génétique ?

Les sociobiologistes américains qui ont fait parler d'eux ces dernières années, s'appliquent à nous démontrer que l'être humain n'est qu'une machine à transmettre des gènes, et l'humanité, une vaste entreprise de sélection des meilleurs gènes. Ils attachent une importance primordiale aux facteurs innés, au point de n'expliquer l'activité sociale que sous l'angle génétique. Leurs généralisations incessantes ne semblent cependant guère — scientifiques, comme on dit ! Et leur théorie, élitiste, peut facilement permettre à quelques minables fascisants en mal d'idéologie se justifier leurs vues racistes et totalitaires. Ces sociobiologistes méprisent d'ailleurs assez ouvertement tout acte culturel, artistique, issu d'un imaginaire qu'ils nient. Et c'est là, la raison primordiale qui m'amène à me désintéresser de leurs travaux. Et non la peur des manipulations génétiques ! Nous sommes quotidiennement soumis à toutes sortes de manipulations : les banalisons-nous tant que nous semblons les oublier ? "1984" me fait plus "peur" que "Le meilleur des mondes"... Quant à dénier le droit à des chercheurs d'émettre des opinions philosophico-politiques en relation avec ce qu'ils croient avoir découvert, je m'en garderais bien. Tout au plus leur reprocherais-je de se cacher derrière un discours pseudo-objectif. Mais ceux qui n'ont pas encore perdu tout sens critique, qui n'ont pas encore perdu tout savoir d'imagination, ceux-là n'ont rien à craindre de ces sociobiologistes.

L'homme, une machine génétique ? Laissez-moi rire et que vive mon délire ! Le scandale n'est pas dans les propos que tiennent ces scientifiques, il est dans la faculté d'un grand nombre d'entre nous de s'offusquer violemment d'une pensée novatrice jugée dangereuse tout en acceptant tous les jours de se prêter au jeu de la production/consommation, tels des machines bien huilées. Le monde s'est horrifié de l'utilisation de la bombe atomique à Hiroshima : ce même monde sortait tout guilleret d'une guerre mondiale dont on célèbre annuellement les "héros" vainqueurs... Là, je ne ris plus : j'angoisse un max et ce n'est pas du chiqué.

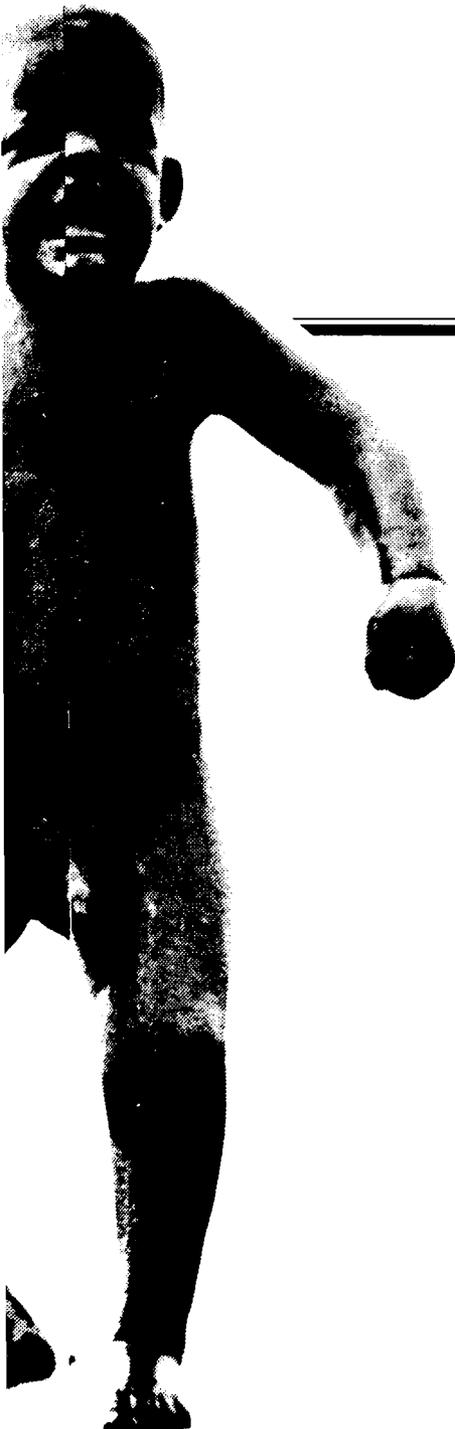
## Un être imaginant ?

En marge de l'école américaine, d'autres biologistes, d'autres sociologues, d'autres "sociobiologistes" s'aventurent sur un terrain tout aussi glissant, mais bien plus sympathique à mes yeux !

Darwin, tout d'abord, si sa pensée a bien souvent été galvaudée et réduite, n'était pas un affreux personnage professant la lutte sans merci entre les hommes pour la survie de l'humanité. Il a quand même permis à une certaine pensée matérialiste et rationaliste de trouver un nouvel élan et de nouveaux arguments afin de combattre l'obscurantisme religieux et anthropocentriste. Kropotkine l'avait bien compris, qui ne rejetait pas en bloc loin de là la pensée darwiniste, mais qui avait su, de son côté et en son temps, rechercher et analyser un facteur assez méconnu : l'entraide. Poussé par sa philosophie d'anarchiste (quand je vous parlais de subjectivité !), il ne s'était pas contenté de l'analyse darwiniste de la lutte des espèces pour la vie et avait tenté de dégager, aussi bien chez les animaux que chez les humains, ce facteur de sociabilité qui ne les poussait pas systématiquement à s'autodétruire, mais bien plutôt à s'entraider afin d'être



**Q** U'EST-CE à dire ? La biologie ? Ça doit être une science... La sociobiologie ? Ça doit être une doctrine... Et comme on est ni des spécialistes ni des doctrinaires, tout ça n'est-ce pas, on s'en fout ! Ou alors si, on rejette tout en bloc en se disant que ça pue, et on va vite se laver les mains... Non ? V'fâchez pas, j'déconnais !



innée, qui lui permet (compte-tenu de son "éducation") de ne point sombrer dans ce que j'appellerais le "moutonisme" et qui serait donc, en ce sens, facteur d'évolution.

Faute de m'entendre, je terminerais sur les recherches d'Henri Laborit, mon petit préféré contemporain... ne vous déplaie ! (Petite annonce parasite : on recherche un nouveau Kropotkine...). Vous avez peut-être vu le film d'Alain Resnais "Mon Oncle d'Amérique" auquel participa Laborit. D'accord ou pas d'accord (comme on dit à "50 millions de consommateurs"... ) v'là un scientifique qui cause clairement et sans fioritures ! Non ? En ce qui me concerne, un type qui sort un bouquin qui s'intitule "L'homme imaginant" ne peut que recueillir a priori ma sympathie... Et a posteriori ? En quelques mots, il est un des rares à reconnaître à l'homme une faculté qui lui est propre : l'imagination. Et à ma connaissance, cette faculté, nous l'avons, cela me paraît indéniable ! Et celle-ci est porteuse d'informations nouvelles, et conséquemment d'évolutions possibles. Laborit distingue, arbitrairement peut-être mais son schéma en vaut largement d'autres, trois types de mémoires chez l'être humain. Une mémoire génétique, transmise par nos gènes et donc innée à chacun ; une mémoire sémantique qui serait celle du langage (tel mot en telle époque et en tel endroit a telle signification) et donc celle de notre éducation infantile ; et une mémoire personnelle, non pas acquise de l'extérieur comme la précédente, mais créée par nous-mêmes et bâtie sur les bases de nos mémoires, sémantique et génétique, associations multiples des données de notre propre expérience, et en ce sens mémoire créatrice susceptible d'alimenter notre imagination.

Cette vue du problème, qui n'est qu'une vue, n'est-elle pas plus satisfaisante que d'autres ? N'est-il pas intéressant de comprendre en quoi notre comportement peut différer

de celui du rat si, justement, nous avons connaissance des possibilités quasi-illimitées de notre cerveau imaginaire ?

### En toute lucidité et en toute anarchie !

Le développement des techniques et des sciences, en ce siècle, a été particulièrement rapide comparé à celui des siècles précédents. Il est permis de penser, d'un point de vue optimiste et rationnel, que ce développement permettra aux êtres humains de mieux s'affranchir des contraintes matérielles. Il est cependant flagrant que ce même développement n'a pas de lui-même permis aux trois quarts des gens qui crèvent de faim dans le monde de se nourrir convenablement. Sans rentrer dans des considérations directement politico-économiques (ce que nous pouvons faire et faisons par ailleurs), en en restant dans le domaine de la recherche scientifique, il semble que l'information (non pas au sens pseudo-objectif du terme, mais bien au sens créateur) n'ait pas suivi ce boom technique. Nous sommes encore trop souvent incapables et d'analyser ce phénomène, et de le cerner concrètement afin de soumettre son "devenir" à nos désirs et à nos besoins à l'échelle planétaire (et d'un point de vue humanitaire et fraternel, vu qu'autrement ça n'en vaudrait pas la peine !). Pour cela, nous ne pouvons que ressentir la nécessité d'une corrélation (sic) entre nos connaissances et nos possibilités techniques actuelles (au regard des recherches divulguées comme "marginales"), et notre éthique d'êtres pensants, imaginants, sociaux et autonomes.

La pensée anarchiste s'essoufle : aurions-nous peur de débattre, de critiquer et être critiqués, aurions-nous, nous aussi, des sujets tabous ?

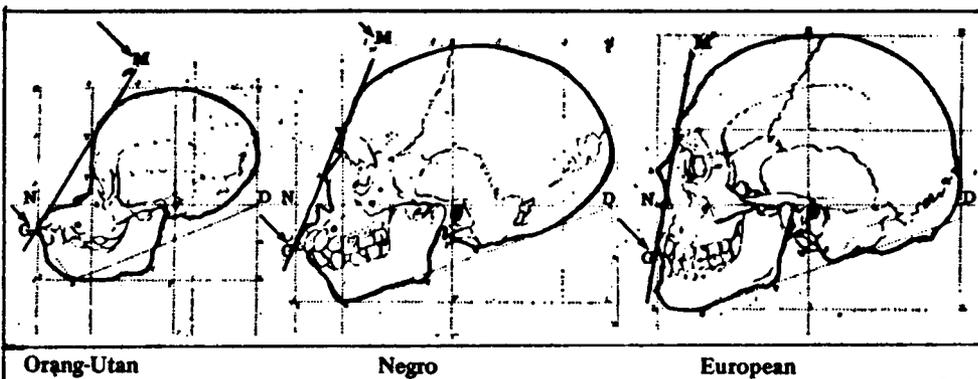
Dan

plus forts dans leur "solidarité" face à un environnement hostile. Nous pouvons sourire au "rousseauisme" de Kropotkine qui semblait ne pouvoir imaginer les hommes que bons par nature ; mais il eut le mérite de confronter et ses connaissances scientifiques et sa philosophie sociale. Que ne recherchons-nous pas à suivre de nos jours une telle démarche ?

Jean Rostand, biologiste de renom, était aussi un humaniste. Et là où certains croient voir le bénéfice à tirer d'une sélection génétique, lui voyait le garant de notre unicité tant sont grandes les diverses associations génétiques possibles (de l'ordre du trillon...) entre nos 24 chromosomes doublés.

Je citerais encore, pour mémoire (des fois que ça nous manquerait...), André Prudhommeaux, chercheur libertaire plus connu (?) comme journaliste et écrivain. Il n'hésita pas à affirmer qu'il existe chez tout être humain une tendance vers l'autonomie, pour ainsi dire

## WHY THERE IS A RACE WAR



La cause de la guerre des races : les Noirs ont le front bas.  
(Dessin tiré de « Bulldog », journal des jeunes du Front national.)

## MAKHNO, LA RÉVOLTE ANARCHISTE

L'ouvrage d'Yves Ternon vient s'ajouter à la maigre bibliographie consacrée au mouvement makhnoviste. Pourtant, de 1917 à 1921, dans cette Ukraine méridionale, l'insurrection de Makhno, les réalisations libertaires paysannes qui l'accompagnèrent, la lutte incessante contre toutes les autorités, qu'elles soient "blanches" ou "rouges", mériteraient bien plus. Si Ternon n'apporte rien sur la biographie de Makhno que nous ne sachions déjà, il éclaire (quoique parfois confusément) le contexte politique et économique ukrainien où prit racine et se développa le mouvement. Il est rassurant de voir que les mensonges et les calomnies bolchéviques déversés sur Makhno ("bandit", "contre-révolutionnaire", "antisémite"... ) n'ont plus de prise sur les historiens traditionnels. Dommage que, malgré cette mise au point, Ternon fasse preuve d'une méconnaissance assez profonde de la pensée politique anarchiste. Pour en savoir vraiment plus, il nous faudra patienter jusqu'à la parution des œuvres complètes de Makhno, travail mis en œuvre par Alexandre Skirda. En attendant, de Ternon lisons le chapitre consacré aux paysans ukrainiens, et pour le reste, reportons-nous au "Mouvement makhnoviste" d'Archinoff.

T.A.

Yves Ternon : "Makhno, la révolte anarchiste". Editions Complexe.

## UNIVERSITÉS : UNE CRISE, OÙ ÇA

Baudelot et Establet (encore eux) viennent de nous livrer le fruit d'une nouvelle étude réalisée en commun avec deux autres sociolo-

gues, Benoliel et Cukrowicz. Poursuivant leurs recherches sur le système scolaire en France, ils abordent aujourd'hui la fameuse "crise de l'université" et, s'appuyant sur de récentes études sociologiques, ils remettent quelque peu les choses à leur place.

Dégradations des universités par le surnombre ; inadaptation des universités au marché du travail ; prolétarianisation des étudiants ; transformation des facs en dépotoirs et usines à chômeurs. Autant de certitudes communément partagées, fréquemment répétées et que les auteurs s'attachent à ébranler les unes après les autres.

Qu'ils se destinent à grossir les rangs de la "petite bourgeoisie de délégation" (secteur privé) ou ceux de la "petite bourgeoisie de concession" (secteur public), les auteurs nous montrent, au contraire, en quoi chacune des filières universitaires sont parfaitement adaptées aux diverses nécessités et mutations du capitalisme.

Un livre qui a le mérite d'appeler un chat un chat et de rappeler (preuves à l'appui) à ce cinquième des jeunes qu'ils font partie "d'une élite scolaire et sociale, fortement sélectionnée".

S.A.

Baudelot, Benoliel, Cukrowicz, Establet : "Les étudiants, l'emploi, la crise", petite collection Maspéro.

## "DEMAIN LA GUERRE ?"

Réunissez une centaine de spécialistes (économistes, politologues, stratèges) français et étrangers, autour du thème "L'Europe, la crise, la guerre", et cela donne un colloque de l'Association française de recherches sur la paix (ARESPA). Faites la synthèse des travaux de cette rencontre d'éminents intellectuels de gauche et vous obtenez un livre-dossier d'un intérêt inégal mais cependant fort utile pour ceux qui, soucieux d'arrêter l'escalade de la terreur, entendent comprendre pour agir.

Utile, "Demain la guerre ?" l'est en ce sens que, dépassant les discours alarmistes, il analyse par le détail les aspects économiques, politiques et militaires des risques de guerre en Europe et, ce faisant, étudie les crises spécifiques à l'Ouest et à l'Est. Il l'est aussi

parce que, faisant le point sur la question, combien controversée, des équilibres stratégiques et militaires, il met à nu en quoi la psychose de guerre, alimentée par les médias, participe d'une volonté de rétablir le leadership américain sur l'Europe et correspond à la décision des USA de moderniser les forces nucléaires de l'OTAN. de l'OTAN.

La conclusion des auteurs, qui s'inscrivent en faux contre l'estimation d'une supériorité soviétique, peut se résumer en cette thèse : la crise du capitalisme est, pour l'heure, moins porteuse de guerre que de "menace de guerre". Il n'en reste pas moins que subsiste un "risque de dérapage de l'offensive idéologique sur le risque de guerre vers une acceptation de la guerre", quand, par ailleurs, la logique propre aux militaires et surtout, la dynamique de la militarisation, poussent à rendre la "la guerre possible". Techniquement possible mais non point politiquement inélectable. De notre capacité à ne pas nous résigner à l'absurde dépend, en définitive, notre survie.

M.A.

"Demain la guerre ?" ARESPA, sous la direction d'Alain Joxe Economie et humanisme/Éditions ouvrières



## LA SOLITUDE DE L'ÉCRIVAIN DE FOND

Il n'avait rien écrit depuis six ans et nous étions encore sous le coup de tonnerre de ce fleuve torrentiel qu'est "Cent ans de solitude". Le colombien Gabriel Garcia Marquez publie aujourd'hui un court roman (ou une longue nouvelle, comme vous voudrez) sur l'assassinat de Santiago Nasar. Village écrasé de chaleur et d'alcool, la mécanique tragique du meurtre annoncée dès les premières lignes, fatalité et littérature faisant bon ménage. Et Marquez réussit, encore une fois, son autopsie. Cela grouille, envoûte et haletants on court jusqu'à la dernière page espérant que Nasar sauvera sa peau, tout en sachant que cela n'est point possible. Et le plus beau est dans la marge de l'action : personnages à la fois grandioses et quotidiens, situations amples et mesquines, paysages sublimes et étriés. La vie, en quelque sorte.

Depuis, Marquez a reçu la Légion d'honneur des mains de Mitterrand. Personne n'est infaillible.

T.A.

Gabriel Garcia Marquez : Chronique d'une mort annoncée, Grasset, trad. de Claude Couffon.

## DE LA POÉSIE POLONAISE

Alors que les Jaruzelski et autres Krasucki s'évertuent à réduire au silence le peuple polonais, un livre sort fort à propos pour nous faire parvenir des textes retraçant le cheminement de la parole polonaise depuis le XV<sup>e</sup> siècle à nos jours, à travers l'œuvre d'une bonne centaine de poètes.

De Wladyslaw Broniewski à Jaroslaw Iwaszkiewicz (dont le très beau roman "Le bois de bouleaux" fut porté à l'écran par Wajda, ce même Wajda aujourd'hui arrêté par la milice) ; de "Jeune Pologne" aux futuristes, en passant par le groupe Skamander dans les années 20, la lutte pour la liberté de la langue n'est point dissociée de la lutte pour la liberté tout court.

La répression sera également une constante des successifs gouvernements polonais et on égrène ainsi les noms d'un chapelet sans fin de poètes poursuivis, assassinés souvent, comme Warduski et Jasielski, comme Baczynski...

Des poètes contemporains sont arrêtés aujourd'hui comme Wiktor Woroszyński et d'autres écrivains encore. Je voudrais conclure par un extrait de Stanislas Baranczak écrit en 1974, qui reçoit aujourd'hui un sinistre écho

de claquement de bottes à clous : Nous parlons une langue où le mot sécurité

donne un frisson d'horreur, où le nom vérité est le nom

d'un journal. Où les mots liberté et démocratie sont le fait administratif d'un général de police.

Gageons que la rubrique culturelle de l'Huma-Dimanche saura faire une bonne place à ce livre... Entre deux pubs pour le Père Ricard, écoutons la voix de la Pologne !

X.V.A.

Constantin Jelenski : "Anthologie de la poésie polonaise". Ed. L'Age d'homme.

P.S. : Simples curieux ou passionnés de culture slave, on trouvera, chez ce même éditeur, le plus vaste catalogue concernant les littératures de ces pays. En effet, il faudrait remercier ici Dimitrievitch, grâce auquel l'Age d'homme possède un fond de quelques 210 titres, paraissant au rythme de 30 à 40 par an.

Il ne faudrait pas, par ailleurs, oublier un livre passionnant paru en 1980 aux Editions de La Pensée Sauvage, dans la collection "La peau des mots" : "Rebelles et Réveurs, quatre poètes polonais contemporains" préfacé par André Laude.



awka (Pologne)



## TERRITOIRE A PRENDRE

"Territoire à prendre", la revue du G.I.A.M. (Groupe Information Aménagement) a plusieurs objectifs :

- 1 - Informer sur les aménagements que nous subissons tant en ville, qu'à la campagne.
- 2 - Susciter un débat avec les techniciens de l'aménagement et l'urbanisme, avec les luttes urbaines, rurales, écologiques.
- 3 - Diffuser les analyses et les propositions alternatives réalisées par les habitants, les usagers et leurs associations, par les militants et leurs mouvements.

Jusqu'à présent, le GIAM et TAP ont fonctionné à partir d'une relation critique à la politique territoriale menée par l'appareil d'Etat. Il faut à présent aller jusqu'au bout dans la compréhension des différentes significations de l'intervention de l'Etat en matière spatiale. Cela ne peut passer que par un débat permanent qui permette de comprendre ce qu'est l'aména-



du monde. Mais tout au contraire, reconnaître, au cœur même du malheur et de l'angoisse, que si quelque chose s'est achevé, ce n'est plus la possibilité d'une révolte sociale, mais l'illusion d'une pratique prolétarienne en finissant mathématiquement avec le pouvoir".

L'internationale Situationniste est morte. L'internationale Nexialiste existe. C'est tout dire.

T.A.

Courrier contacts : Dérive 17, Poste Restante, Paris 20<sup>e</sup>, 75020 Paris.

## QUAND J'AVAIS CINQ ANS, JE M'AI TUÉ.

Pourquoi Gil ne peut-il aimer profondément Jessica ? Parce qu'il a 8 ans. A cet âge-là, si on aime, que se passe-t-il ? On se retrouve en clinique psychiatrique. Pour une main qui se tend, 40 dossiers sont établis. Les "psys" quadrillent votre tête. Avec une écriture qui rappelle celle d'Emile Ajar dans "La vie devant soi", Howard Buten s'élève contre les incompréhensions criminelles des adultes et plaide justement pour le pouvoir de l'enfance, cette planète colonisée. A lire de toute urgence.

Howard Buten, "Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué". Ed. du Seuil, coll. Virgule.

## EN REVENANT DE LA REVUE

### MEMOIRES

Dans leur dernier numéro, on trouve un entretien avec Jean Maïtron, auteur de la fameuse "Histoire du mouvement anarchiste français" et maître-d'œuvre de l'imposant "Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier" qui en est à son 17<sup>e</sup> volume.

Les revues consacrées à l'histoire des mouvements sociaux ne foisonnent pas. C'est pourquoi on ne peut que regretter de voir "Mémoires", partie sur la base et le principe de l'histoire vue par le "sujet" militant, s'enfoncer au fil des numéros, dans une vision de l'histoire très institutionnelle, électorale et universitaire. Le déséquilibre de la revue en est accentué : partis de gauche omniprésents, syndicats en pointillés, minoritaires absents.

Une histoire qui ne regarde le passé que d'un œil prend le risque de devenir aveugle. "Mémoires" sera-t-elle frappée d'amnésie ?

T.A.

N° 4-5, automne 1981  
2, rue de l'Horloge  
82000 MONTAUBAN



gement de l'espace : une ébauche théorique sera un des outils pour lutter contre le pouvoir capitaliste. Bonne chance.

"Territoire à prendre", B.P. 14, 81170 TOURNEFEUILLE.

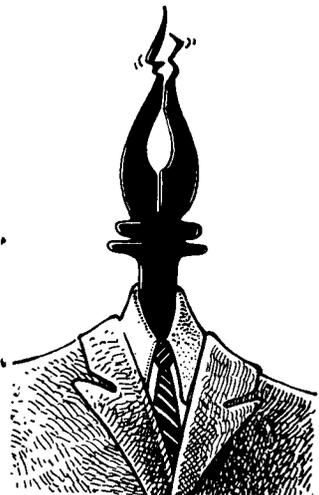
### "CINEMA POLITIQUE"

Diversifié et utile est, assurément, le contenu du vingtième numéro de cette revue au titre évocateur de "Cinéma politique dans la perspective d'une vie passionnante". Diversifié, d'abord : historique du cinéma forain, compte-rendu de rencontres, interviews - dont celle de Volker Schlöndorff, à propos du "Faussaire" - Utile, ensuite, et néanmoins agréable à lire : fiches techniques, filmographies (ici, sur le monde rural), dossier sur le "Blé de septembre" de Peter Krieg. Un instrument précieux pour ceux qui, non contents d'être spectateurs, entendent animer des projections et intervenir autour du cinéma.

"Cinéma Politique"  
20 bd de l'Hôpital  
75005 Paris  
abonnement, 6 n° 75 F

### NEXIALYS

La beauté des révoltes, l'intelligence du monde, l'aristocratie de la maquette... procurez-vous la dernière production des nexialistes. A l'heure triste des Glucksman et autres Pacadis, enfin des gens qui s'obstinent à penser, vivre et à trouver les lignes de fuite et de retour de la révolution. "Ne plus s'abandonner, mais se trouver, tel est le constat... Ne plus cautionner l'homme du pouvoir qui conclut à partir de quelques années de malheur, à leur permanence, à leur inéductabilité ; à l'impossibilité de toute révolte créatrice



**L'**HISTOIRE du temps de travail, comme toute histoire sans doute, est rythmée par les rapports de force en présence. Que les ouvriers s'unissent, luttent, s'opposent, et le temps de travail est réduit. Qu'ils se divisent, faiblissent, dévient, et la journée de travail s'allonge. Le patronat avance ses pions calmement, étant jusqu'à ce jour, parvenu à dissimuler (et désamorcer) le fait qu'à temps de travail égal, la productivité (donc le profit) a été multipliée par quatre. Ajoutons-y que ce temps de travail se renforce aujourd'hui par le temps consacré à la non-vie (allongement des temps de transport, par exemple). Nous savons bien que huit heures consacrées à l'exploitation, c'est encore huit heures de trop. Tel est le sens réel d'une si longue marche.



**L'**Il faudra attendre l'arrivée à grandes enjambées de l'industrialisation pour que commence sérieusement à se poser le problème du temps de non-travail. Paradoxalement, son premier théoricien sera un industriel anglais, Robert Owen. Moderne utopiste, défenseur d'un "socialisme communautaire et expérimental", Robert Owen publie en 1830 son *Cathéchisme* où il affirme que "huit heures de travail et une bonne organisation peuvent créer une surabondance de richesses pour tous".

C'est la période qui correspond aux débuts de la classe ouvrière, à son inorganisation, mais aussi à ses luttes contre le machinisme et pour la réduction du temps de travail. Entre 1830 et 1834, on compte à Paris, 12 Mouvements sur ce sujet. Et, dans les années 1840, "le bâtiment parisien fit de la journée de 10 heures son mot d'ordre".

### **"Sans chefs, sans cris de guerre, sans drapeaux..."**

**L'**848. L'insurrection de février éclate sur fond de crise (la moitié de la population ouvrière parisienne est sans travail). Louis-Philippe est renversé et le 25 février, la Seconde République est proclamée, le suffrage universel instauré. Le gouvernement (qui comporte deux socialistes : Louis Blanc et l'ouvrier Albert) est pressé par les ouvriers qui tentent d'améliorer leur sort et de s'organiser entre eux. La direction des Ateliers des Chemins de Fer du Nord se voit obligée d'accorder la journée de 9 heures à ses mécaniciens. Le 29 février, les ouvriers du bronze et du cuir arrachent les 10 heures. Tout le monde s'engouffre dans ces brèches, et le 2 mars, le gouvernement Louis Blanc doit concéder la journée de 10 heures à Paris (11 heures en province). Mais, déjà, rien n'est prévu comme sanction pour faire appliquer aux patrons une telle décision.

La révolution de 48 se révèle être un feu de paille. Dès juin, Louis-Napoléon Bonaparte se retrouve président, les "socialistes" perdent les élections, et la droite reprend vigueur. Du 23 au 26 juin, "sans chefs, sans cris de guerre, sans drapeaux...", la population parisienne se révolte. Une répression féroce s'ensuit et, le 9 septembre, une loi rétablit la journée de travail de 12 heures. Les nombreuses dérogations font, qu'en réalité, on travaille entre 13 et 16 heures, et même plus.

L'événement ouvrier, sous le Second Empire, sera constitué par la création de l'A.I.T. (1864), qui inscrira la revendica-

# TRAVAILLER MOINS, VIVRE PLUS !

**"Sous notre élan, la terre bouge"  
(Eugène Pottier)**

	1896	1936	1976
Durée hebdomadaire du travail salarié	56 heures	40 heures	42 heures
Productivité (production par homme et par heure)	1	3	10

tion des 8 heures dans son programme. En fait, une longue période d'immobilisme s'installe sur la question du temps de travail.

« Mon petit garçon que voici, j'avais coutume de le porter sur mon dos, lorsqu'il avait sept ans, aller et retour de la fabrique à cause de la neige, et il travaillait pendant 16 heures. Bien souvent je me suis agenouillé pour le faire manger pendant qu'il était à la machine, parce qu'il ne devait ni l'abandonner ni interrompre son travail ». "Children's employment Commission, First Report of 13 June 1863"

Bref intermède, la Commune de Paris (1871) ne prendra aucune mesure sur ce sujet, si ce n'est d'interdire le travail de nuit des garçons boulangers. L'exploitation se poursuivra après elle, et même se renforcera. En 1872, "aux mines de Carmaux, la durée journalière du travail est de 19 heures pour les paysans mineurs. Dans les mines, certaines équipes travaillent deux journées consécutives au fond, sans dormir, afin de ne pas perdre de temps en montées et descentes. On mange souvent en travaillant".

## **"Il faudra bien que les charognards mettent les pouces"**

Le flambeau des luttes est repris par les ouvriers américains. Réunis en Congrès à Chicago en 1884, ils décrètent qu'à partir du 1<sup>er</sup> mai 1886, la journée légale sera de 8 heures. Cette date sera fatidique : ce sera Haymarket et l'assassinat de ceux qui deviendront les "martyrs de Chicago". Mais la revendication fera le tour du monde. En juillet 1889, à Paris, se tient le premier Congrès de la II<sup>e</sup> Internationale. Lui aussi prévoit pour le 1<sup>er</sup> mai, à partir de l'année suivante "une grande manifestation internationale, à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à 8 heures

la journée de travail". Il n'était que temps de s'attaquer à un tel problème, puisqu'en 1997 grèves, entre 1871 et 1890, il n'y en a eu que 70 concernant la durée du travail (contre 1618 les salaires). Mais, le 1<sup>er</sup> mai 1891, à Fourmies la troupe tire sur les travailleurs. C'est la défaite ouvrière, puisqu'il faudra attendre 1900 pour qu'une loi limite la journée de travail à... 10 heures pour les femmes et les enfants (12 heures pour les hommes, en théorie).

"Huit heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de repos", tel est le mot d'ordre du Congrès de Bourges de la C.G.T. en 1904. Il décide d'une campagne (tracts, affiches, brochures), d'une échéance (1<sup>er</sup> mai 1906), de moyens de lutte (autoréduction ou grève illimitée). L'action directe, sous l'impulsion anarcho-syndicaliste, est à l'ordre du jour. Leader syndical, Emile Pouget (alias le "Père Peignard") explique dans son journal : « Le jour où nous voudrions fermement les 8 heures, nous n'avons qu'à nous entendre et à quitter les ateliers et les usines une fois les 8 heures de travail accomplies. Ce jour-là, y aura pas d'erreur ! Ni patrons, ni gouvernement n'auront assez de puissance pour nous faire travailler cinq minutes de plus. Il faudra bien que les charognards mettent les pouces ! »

Le pouvoir prend les devants. Dès le mois d'avril « à Paris, beaucoup de vieux métiers sont en grève. Le 30 avril, le préfet de police fait arrêter deux dirigeants C.G.T. et un bonapartiste (on pratique l'amalgame) ; Paris est presque en état de siège (50 000 soldats sont mobilisés par Clémenceau), la bourgeoisie prend peur. Le 1<sup>er</sup> mai, d'imposantes manifestations ont lieu. Un vaste mouvement de grève prolonge l'arrêt du 1<sup>er</sup> mai dans le bâtiment, dans l'ameublement, chez les typos, les voitures, le métro et bientôt les métallos qualifiés ». Mais les résultats ne seront pas à la hauteur des mobilisations. Seule victoire concrète : le vote de la loi, le 13 juillet 1906, qui impose un repos hebdomadaire d'une durée d'au moins 24 heures consécutives.

## **En attendant le Front populaire**

La première guerre mondiale scelle la défaite ouvrière. L'Union Sacrée permet l'allongement considérable de la durée du travail. C'est l'exploitation à outrance. On "produit pour le front" sans compter les heures. "ON", c'est surtout les femmes.

Les derniers temps de guerre permettent une brève prospérité. Mais dès l'hiver 1918-19, c'est la crise dans les affaires, la concurrence étrangère, les faillites, l'augmentation du chômage. Le mouvement ouvrier se remet en marche. La C.G.T. est alors forte de 600 000 membres. Dès décembre, elle rédige un projet de programme minimum : "journée de 8 heures, égalité des salaires masculins et féminins, généralisation des conventions collectives, nationalisations". Des grèves ont lieu (transports en commun, habillement, banque) et en avril 1919 un comité unitaire commence à préparer une importante manifestation du 1<sup>er</sup> mai pour les 8 heures. Encore une fois, le pouvoir cède devant l'action prévue. Le 23 avril en toute hâte, est votée la loi des 8 heures (48 heures par semaine). Il faudra toute la fermeté ouvrière pour la faire réellement appliquer. Cette victoire, presque sans bataille, emplit les syndicats : de 900 000 en 1913, les effectifs de la C.G.T. passent à 2 millions au début de 1920. C'est aussi une période révolutionnaire dans toute l'Europe. Certaines fédérations (Métaux de la Seine, entre autres) essaient d'aller plus loin et d'arracher la semaine de 44 heures (arrêt le samedi midi). Léon Jouhaux, dirigeant de la C.G.T., casse le mouvement. On s'achemine dès lors vers la scission syndicale et la naissance de la C.G.T.U. Cette division provoquera l'impuissance, rendra les luttes inefficaces, et ouvrira le champ à la répression gouvernementale.

Entre 1919 et 1929, ce sera l'application d'une nouvelle organisation du travail, mise au point dès 1914 : le taylorisme. « Fondé sur la parcellisation du travail, divisé et réparti en gestes simples, rapides, chronométrés, permettant d'augmenter la productivité : là où 100 heures de travail étaient nécessaires en 1889, il n'en faut plus que 74 en 1919 et 42 en 1929 ! La standardisation ramenant les produits à quelques modèles de base, permet la fabrication en série. La combinaison de ces méthodes généralise dans les grandes usines le travail à la chaîne. »

La crise de 29, avec son cortège de chômeurs, fera longtemps sentir ses effets. Dès 1934-35, la C.G.T. fait des propositions pour les combattre : diminution de la durée du travail sans diminution des salaires, congés payés, prolongation de la scolarité à 18 ans, relève des travailleurs âgés... Comme en 1906 (et encore aujourd'hui), le syndicat lie la réduction du temps de travail à la création d'emplois et à la relance de l'économie par l'augmentation de la demande. En 1936, cette hypothèse se révélera erronée.

« (En 1936) il se produisit, en fait, une double déperdition : l'emploi augmenta relativement peu et ce ne furent pas les chômeurs qui obtinrent, généralement, les nouveaux emplois. C'était compter, en effet, sans la nécessaire qualification de la main-d'œuvre, la rigidité de l'appareil productif français et la réaction du patronat. » (Jean-Charles Asselain : *Chômage ou loisirs ? La loi des 40 heures*, in *L'Histoire*, n° 17, novembre 1979).

### "Front populaire, révolution manquée"

EN mars 1936, comme un prélude à "l'embellie", CGT et CGTU se réunissent. Le 3 mai la gauche remporte les législatives (la réduction du temps de travail figurait dans son programme, mais sans être chiffrée). Avec difficulté, Léon Blum forme son ministère qui prend ses fonctions le 4 juin (avec la participation de la SFIO et des radicaux, et le soutien du PC). Mais les ouvriers n'ont pas attendu. Dès la fin mai on compte 200 usines occupées. La métallurgie ouvre la marche. Lui emboîte le pas : le textile, la chimie, l'alimentation, le pétrole, l'ameublement, les transports.

Le 7 juin, à Matignon, le patronat (CGPF), la CGT et les ministres socialistes négocient. Dans la nuit, les accords sont signés : ils reconnaissent le fait syndical, augmentent les salaires, instituent les délégués ouvriers. Rien ne concerne le temps de travail. Les ouvriers ne reprendront pas et réclameront d'autres garanties. Le 11 juin, alors qu'il y a deux millions de grévistes, on discute au Parlement conventions collectives, congés payés, quarante heures et relèvement de 20 % des salaires horaires afin de ne pas toucher aux acquis salariaux des 48 heures. Le rapporteur de la loi, André Philip, se fait apostropher par le député Dommenge : « Pour nous, il n'y a qu'une certitude, c'est que vous pouvez créer des sections nouvelles de vos tribunaux de commerce pour y prononcer l'ouverture de faillites nouvelles. » On le voit, le temps a beau s'écouler, les arguments patronaux restent immuables.

La loi est votée sous la pression ouvrière. Elle déclare : « Dans les établissements industriels, commerciaux, artisanaux et corporatifs, ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, y compris les établissements publics, hospitaliers et les asiles d'aliénés, la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un et de l'autre

sexe de tout âge, ne peut excéder 40 heures par semaine. »

Le gouvernement joue cependant sur deux tableaux : en même temps qu'il vote la loi, il organise des mouvements de troupes vers la région parisienne et le Nord. Par la voix de Thorez, le PC appelle à la reprise du travail. Profitant de cette incitation à la démobilisation, la bourgeoisie fait massivement sortir son or du territoire. C'est la panique financière. La hausse des prix est vertigineuse et pendant toute l'année 1937, les crises gouvernementales vont se succéder. Le 13 avril 1938 il y a encore 170 usines occupées et 160000 grévistes. Mais c'est déjà le reflux et l'échec prévisible. Dans l'aviation, le travail reprend "avec 78 centimes d'augmentation, mais l'allongement de la durée du travail de 40 à 50 heures !". Le même mois, les radicaux rompent avec le Rassemblement Populaire.

Echec économique, montée du mouvement fasciste, favorisent l'arrivée de Daladier au pouvoir. Dès août 38, il prend la décision "d'assouplir la semaine de 40 heures". L'agitation que cela provoque ne peut mener bien loin au vu de la situation internationale (accords de Munich). Daladier forme un gouvernement d'Union nationale avec les radicaux et la droite qui lui accorderont les pleins pouvoirs. Les décrets-lois de novembre rétablissent la semaine de 6 jours, le travail aux pièces, et prévoient des sanctions contre le refus des heures supplémentaires. Paul Raynaud se fait le porte-parole de la bourgeoisie en ricanant : « Je vous annonce que la semaine des deux dimanches a cessé d'exister. » Le 30 novembre, la CGT appelle à la grève. Mais la force est du côté du pouvoir : les fonctionnaires sont réquisitionnés, les délégués syndicaux vidés. Le patronat savoure son retour et le concrétise par plus de 80000 licenciements. La nuit peut retomber sur la classe ouvrière.

### Mai 68 : le temps payé ne revient plus

EN ce qui concerne le problème du temps de travail, la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale semble une répétition de la première. La gauche et les syndicats appellent à "l'effort de guerre" et la Libération ne changera pas cette lamentable tactique. "Produire, produire d'abord... reconstruire la France". C'est partout le même refrain, y compris à la CGT dont la seule conquête consistera à ce qu'au-delà des 40 heures, il y ait une augmentation salariale de 25 %. Amère victoire.

Entre 1952 et 1955, c'est la métallurgie qui ouvrira la voie. Les grandes grèves de Saint-Nazaire préparent la victoire de celle de Renault menée par la CFTC et FO qui, à l'automne 55 obtiennent la 3<sup>e</sup> semaine de congés et le paiement des jours fériés. En 1962, un nouvel accord Renault institue la 4<sup>e</sup> semaine de congés payés. A chaque fois, c'est le même scénario, on assiste à une généralisation, branche par branche de cette conquête.

Mai 68, malgré sa puissante mobilisation (mais une minoritaire mise en cause de l'idéologie du travail) se concrétise le 25 mai par les accords de Grenelle qui réduisent de 2 heures le temps de travail mais... uniquement pour les horaires dépassant 48

A PARTIR DU  
**1<sup>er</sup> MAI 1906,**  
faire plus de **HUIT HEURES**  
SERA TRAHIR LA CAUSE OUVRIÈRE

L'EXPLOITÉ faisant plus de  
**HUIT HEURES**  
S'ABRUTIT par le travail

PLUS LA  
**JOURNÉE EST COURTE**  
PLUS LE  
**SALAIRE EST ÉLEVÉ**

heures ! Le rapport de force est cassé. Le patronat n'accorde que des miettes et la classe ouvrière est impuissante à en imposer plus. Après 68, branche par branche, les syndicats négocient à tour de bras et n'obtiennent presque rien, ligotés par le règne de la "politique de concertation". Maigre bilan : entre 70 et 74, "deux fois une heure de réduction d'horaire dans la métallurgie pour ceux qui faisaient plus de 45 heures, 2 fois une demi-heure entre 42 et 45 heures".

En 74, la crise est déjà installée. Comme en 1906, comme en 1934, les syndicats (à travers la revendication des 35 heures sans réduction de salaire) lient la réduction du temps de travail à la solution du chômage, mais sans jamais se donner les moyens réels et concrets d'une lutte qui l'imposerait. Le 17 juillet 1981, la gauche étant revenue au pouvoir, le CNPF signe avec la CFDT, un accord prévoyant les 39 heures en 1982. La CGT ne signe pas et défend les 38 heures à la même date. On est bien loin des 35 heures réclamées en 1974 et les négociations, branches par branches, prévues en novembre-décembre n'annoncent pas, loin de là, de nouvelles mobilisations sur ce problème.

Pourtant, même de hauts représentants du pouvoir n'ont pas été contre. Michel Albert, commissaire général au Plan, déclarait en novembre 78, au journal *L'Expansion* : « Le progrès des sociétés humaines passe aussi par le recul des pouvoirs au bénéfice de l'autonomie des personnes... D'ici à la fin du siècle, il faudra avoir des entreprises dans lesquelles une fraction croissante des travailleurs pourront ne travailler que 6 mois par an ». Alors où est le blocage ?

Il relève bien sûr du domaine économique, mais aussi très fortement de celui de l'idéologie, au moins sur deux plans. D'abord la peur d'en finir avec la morale du travail, ensuite la crainte du temps "libéré". Car il est clair que la lutte doit aussi se placer sur le terrain du temps "libre" qui ne soit pas une "compensation", mais bien une véritable source d'autonomie des individus et des groupes.

Tony ALVAREZ

# NOIR C'EST NOIR

## VOLONTÉ ANARCHISTE

• Le groupe Fresnes-Antony de la Fédération Anarchiste vient de publier le n° 15 de sa revue "Volonté Anarchiste" sous le titre : "Plaidoyer pour l'Anarchisme".

Ce texte, rédigé en 1972 par le professeur d'université américaine R.P. Wolff, est l'aboutissement de recherches négatives tendant à légitimer l'autorité de l'Etat. Sans s'appuyer sur les théoriciens anarchistes, il démontre que le pouvoir d'Etat est illégitime et que l'anarchisme permet de résoudre le conflit permanent entre l'autorité de l'Etat et le libre arbitre de l'individu.

Le numéro de "Volonté Anarchiste" coûte 10 F et on peut s'abonner en faisant comprendre dans son abonnement des numéros déjà parus.

L'abonnement pour 8 numéros est de 80 F, 120 F de soutien. A adresser au nom de ASH 2160042-C Paris et à envoyer à : "Volonté Anarchiste" 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

## LA LIBRAIRIE "IMAGINE" INCENDIÉE

• Après de multiples attentats contre des librairies militantes, "Imagine" est à son tour frappée.

Ouverte depuis un an (15/11/80), la librairie "Imagine" a été totalement détruite le 19 décembre 81 par un incendie d'origine criminelle (portes fracturées, traces d'essence). Animée par des militants anarchistes, "Imagine" était un lieu de diffusion de la pensée libertaire sans exclusive. Agora y était en vente.

Aujourd'hui l'ensemble du stock, du matériel, des archives est entièrement brûlé. Ils n'ont pas l'intention de baisser les bras, leurs projets restent inchangés, mais dans l'immédiat ils ne peuvent redémarrer sans la solidarité urgente (effective et financière) de tous les camarades.

Pour tout soutien : CCP Lambert n° 22-614-50-D Paris.

Pour tout contact : Librairie "1984", 22, bd de Reuilly, 75012 Paris. Tél. 628.08.01.

N.B. "Imagine" participe à la coordination des librairies (ou autres lieux d'expression) victimes d'attentats et préparent un dossier.

Collectif Imagine, 51, rue de Lappe 75011 Paris.

## "AVIS DE RECHERCHE" COMMUNIQUE

• L'équipe rédactionnelle qui éditait depuis septembre 78 "Avis de Recherche", quinzomadaire d'information sur les problèmes d'insoumission (dont le dernier numéro date d'octobre dernier) a décidé de se réorganiser et d'élargir le champ de ses enquêtes.

Le quinzomadaire se transformant en un "réseau d'information libertaire", trois secteurs ont été créés :

1. Enquêtes et contre-enquêtes : Chaque mois un dossier précis centré

sur ce qui bouge dans le mouvement libertaire (groupes anars, objecteurs, insoumis, etc.), ou une contre-enquête sur les thèmes du quadrillage (SDECE, gendarmerie, RG, etc.).

Chaque dossier s'articulera autour d'enquêtes sur le terrain, d'entretiens, de documents, appuyés par des articles de presse et une bibliographie. Ces dossiers seront vendus au numéro ou par abonnement. Ce secteur publiera également un guide pratique annuel.

2. Agence de presse : Collecter l'information libertaire et antimilitariste, la recouper et la transmettre à la presse, telle est la fonction de l'agence "Avis de Recherche".

Chaque fois que l'actualité l'exigera, "Avis de Recherche" communiquera rapidement des dépêches aux principaux organes d'information (Libération A.F.P., Le Matin, Le Monde, le Quotidien, etc.).

L'équipe tiendra également ses dossiers et synthèses à la disposition des journalistes.

3. Revue de presse-documentation : A "Avis de Recherche", nous lisons, nous découpons, nous répertorions les articles d'un certain nombre de quotidiens, d'hebdomadaires, de mensuels ainsi que les publications militantes.

Pour tous ceux qui n'ont ni les moyens, ni le temps de lire toute la presse, nous sommes en mesure de leur préparer, sur commande, des dossiers d'articles de presse.

Voilà notre projet. Nous serions très heureux qu'il vous intéresse. Que vous soyez isolés, que vous apparteniez à une organisation, une association, un collectif ou à la presse militante, "Avis de Recherche" a besoin de vos idées, de votre pratique, de votre participation.

Ecrivez-nous, téléphonez-nous. Envoyez-nous vos informations.

"Avis de Recherche", B.P. 53, 75861 Paris Cédex 18.

Permanence téléphonique chaque dimanche de 14 h à 18 h : 606.50.48.

## ET UN "CAFÉ NOIR", UN...

• L'Expresso de la Coordination Libertaire de Lyon est paru, en novembre dernier. Sorti le 8 novembre avec des infos (surtout lyonnaises) sur l'antimilitarisme, le collectif utilitaire (transports), le MLAC (avortement, accouchement et contraception) et un éditto sur la "farce" tranquille...

Dès le 28 novembre, la coordination libertaire de Lyon nous offrait une seconde tournée sur les événements de Villeurbanne, antimilitarisme toujours, accidents de travail, le syndicat autogestionnaire des travailleurs PTT du Rhône, et des adresses lyonnaises : mouvement libertaire, antimilitarisme, femmes, santé et bougge.

Pour tous les amateurs de bons cafés (noirs !) : c/o AGLR 13, rue Pierre-Blanc 69001 Lyon.

## F.A. TOULOUSE

Depuis quelques mois, le groupe Albert Camus de la Fédération Anarchiste s'est constitué sur Toulouse. Pour tout contact, ces camarades tiennent une permanence tous les dimanches, de 10 h 30 à midi, sur le marché de St-Sernin.

# PARLEZ- MOI DE NOUS

## COMME TOUT LE MONDE

La revue est excellente. Mais, par ailleurs, on aimerait avoir plus de renseignements sur le fonctionnement, la gestion et la vente de la revue.

Et puis, comme tout le monde, vous n'abordez pas le problème de l'Organisation (?) du Mouvement Libertaire en France. Il faut croire que le présent merdier vous convient !

Claude (Reims)

## STOP SECTARISME

Donner mon avis sur la revue, la critiquer et tout ça, ça sera assez rapide. Je connais Agora depuis son n° 1 grâce aux copains du groupe d'Amiens (de la F.A.) et cette revue m'a de suite intéressé par son contenu. Tout comme IRL, le CPCA, Basta et j'en passe. Ce que j'aime dans ces revues c'est le fait qu'elles s'adressent non pas à une composante anarchiste, mais à des anarchistes. J'apprécie le fait qu'il n'y ait pas de phrases du style "les camarades du machin chose ont fait ceci, point" et tant pis si d'autres libertaires ont fait mieux ou désirent participer.

Enfin des revues qui vont attirer le lecteur (et non pas le rebuter) vers l'anarchisme. Je ne nie pas les divergences qui existent entre libertaires, mais pour moi il y a le compagnon d'abord (un individu contre l'Etat).

Ensuite on discute, on s'engueule peut-être, mais quand à jouer le rôle du grand dédaigneux, très peu pour moi. Le sectarisme est une connerie à dénoncer comme toutes les conneries (armée, boulot, justice, etc.). Dans ce sens, il y a un grand pas et je pense que le jour où nous verrons des actions communes n'est pas loin. Pour cette raison (le sectarisme) je n'ai pas apprécié les articles consacrés à la CNT car si je refuse les articles-louanges, je refuse aussi les articles-calomnies sans preuve à l'appui.

A part ça, la revue est très bonne. (...) Un seul souhait : un dossier sur l'anarcho-syndicalisme ou sur les fissures du syndicalisme réformiste.

Jean-Claude (Creil)

## LES RECETTES DE TATIE CRONSTADT A TOUTES LES SAUCES

Selon Suzanne Körösi, dans le dernier Agora, les travailleurs hongrois, durant l'insurrection d'octobre 1956, refusaient l'entrée des usines aux membres des partis. Je n'ai aucune compétence pour confirmer ou infirmer ce fait.

Par contre, je suis très surpris de l'analogie avec la commune de Kronstadt, S. Körösi se référant au mot d'ordre : "Les soviets sans bolcheviks !". A ma connaissance, ce slogan ne figure dans aucun document des "Izvestia" de Kronstadt. Il a été uniquement utilisé, depuis l'exil, par le cadet Miloukov... et repris par Trotsky et ses épigones qui voulaient ainsi défigurer le mot d'ordre réel : "Tout le pouvoir aux soviets et non aux partis !". Ce

qui ne veut pas du tout dire la même chose...

C'est d'autant plus regrettable de retrouver, sans précaution d'aucune sorte, cette falsification dans une revue libertaire de bon niveau que certains trotskystes s'en servent encore contre les insurgés. C'était, par exemple, l'un des seuls arguments du responsable de la LCR au colloque de l'UTCL : "1921-1981, de Kronstadt à Gdansk, 60 ans de résistance au capitalisme d'Etat"...

Michel (Laval)

AGORA. — Vérification faire, formellement notre lecteur a raison. Pas une seule fois dans les "Izvestias" le mot d'ordre en question n'est cité. Mais tous les numéros parus étant une vibrante et violente attaque contre les communistes, les bolcheviks y étant clairement désignés comme des "opresseurs... vampires... assassins...", et comme les détenteurs du pouvoir, on ne voit pas très bien comment Kronstadt aurait pu les admettre, en tant que tels, dans les Soviets. Pour ces raisons, nous continuons à penser que sur le fond, et dans le contexte de son article, Suzanne Körösi n'a pas falsifié la réalité. Pour ceux qui veulent se faire leur propre opinion, le mieux est de se reporter à la traduction intégrale des "Izvestias" publiée par les éditions Béliaste.

## AUTANT DE QUESTIONS

Sur Agora, puisque vous nous avez demandé notre avis, voilà ce que nous en pensons. Sur le fond, une revue que nous avons trouvée intéressante, pleine d'informations sur le plan historique et international, une initiative que nous soutiendrons.

Si nous devons adresser une critique, ce serait essentiellement le manque d'analyses construites qui donne une revue sans perspectives très claires. Abolir l'Etat, nous sommes tous d'accord, mais la question de la forme et des moyens reste posée. Comment soutenir la lutte polonaise, organiser une internationale communiste-libertaire, développer la lutte de nos jours ? Autant de questions qui demeurent sans réponses, voire même sans réflexion. Mais certainement ceci n'est-il pas votre objectif.

Reste donc à voir quelle structure serait adéquate à ce genre de réflexion au sein du mouvement communiste-libertaire.

Christian (Strasbourg)

## CONTRE LES DIFFUSEURS FANTOMES

Pourquoi certains diffuseurs ne régleraient-ils pas d'avance les numéros d'Agora (avant réception), cela donnerait peut-être plus d'aisance à la revue. Pour ma part, je paie toujours 10 exemplaires d'avance à chaque numéro. Au début, j'avais des invendus (au maximum 5), maintenant tous les numéros trouvent "preneur". Je pense que cela assainit les rapports entre l'équipe de rédaction et les diffuseurs. Ainsi, moins de boulot pour les premiers qui n'auraient pas des diffuseurs fantômes pour le règlement (comme c'est le cas pour toutes les revues libertaires), et peut-être une progression de nos idées par des dépôts militants mieux suivis, pour les autres.

Jean-Michel (Orléans)

## POINT DE JONCTION

A un moment où le mouvement libertaire est traversé de sectarisme (encore !), votre revue peut espérer faire le point de jonction entre toutes les tendances. Donc, longue vie à Agora.

Pascal (Noailles)



# FRANCE

HEBDOMADAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

20 FR. ■ - N° 378 ■ 14 MARS 1953 ■

AFRIQUE DU NORD par avion : 25 fr.

DIRECTEUR  
POLITIQUE.

- FLORIMOND BONTE -

DÉPUTÉ  
DE PARIS

## *LE CŒUR DE STALINE*

*l'illustre compagnon d'armes et le prestigieux continuateur de Lénine  
le chef, l'ami et le frère des travailleurs de tous les pays*

## *A CESSÉ DE BATTRE*

# MAIS LE STALINISME VIT IL EST IMMORTELE

*Le nom sublime du maître génial du communisme mondial resplendira d'une flamboyante clarté  
à travers les siècles et sera toujours prononcé avec amour par l'humanité reconnaissante*

# A STALINE, A TOUT JAMAIS NOUS RESTERONS FIDÈLES

*LES COMMUNISTES S'EFFORCERONT DE MÉRITER  
par leur dévouement inlassable à la cause sacrée de la classe ouvrière, du peuple, de la  
démocratie et du socialisme, de la souveraineté, de l'indépendance nationale et de la paix*

## LE TITRE D'HONNEUR DE STALINIEN

# GLOIRE ÉTERNELLE AU GRAND STALINE

*dont les magistrales œuvres scientifiques impérissables nous aideront à rassembler  
la majorité du peuple et à devenir la force dirigeante de la Nation*

# SOUS LE DRAPEAU INVINCIBLE DE STALINE

*en prenant pour modèle son glorieux Parti Communiste nous marcherons sur le chemin de la victoire*

# NOUS FERONS UNE FRANCE LIBRE, FORTE ET HEUREUSE